2006

Document de référence

cegedim

Au cœur de la décision

CEGEDIM
Société Anonyme
Au capital de 8 891 004,61 €
127 à 137, rue d'Aguesseau
92100 Boulogne-Billancourt
350 422 622 R.C.S. Nanterre
Code NAF : 723 Z
Téléphone : + 33 (0) 1 49 09 22 00
Télécopieur : + 33 (0) 1 46 03 45 95
http://www.cegedim.fr

Le présent Document de Référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 23 avril 2007, conformément aux dispositions de l'article 212-13 de son Règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Des exemplaires du Document de Référence sont disponibles gratuitement auprès de CEGEDIM SA, 127 à 137, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne-Billancourt, sur le site Internet de CEGEDIM SA : www.cegedim.fr.

AVERTISSEMENT

Certaines informations autres qu'historiques contenues dans le présent Document de Référence sont susceptibles de constituer des objectifs, des données à caractère prévisionnel ou des prévisions financières non auditées. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et des termes tels que « s'attendre à », « pouvoir », « estimer », « avoir l'intention de », « envisager de », « anticiper », ainsi que d'autres termes similaires. Ces données sont sujettes à des risques et des aléas pouvant se traduire, ultérieurement, par des données réelles substantiellement différentes. Par nature, ces objectifs pourraient ne pas être réalisés, et les éléments prospectifs sur lesquels ils sont fondés pourraient s'avérer erronés en tout ou partie. Ces données sont présentées à la date du présent Document de Référence et CEGEDIM SA n'assume aucune obligation quant à leur mise à jour du fait d'événement nouveau ou de toute autre raison autre que les réglementations applicables.

CHAPITRE 1 - PERSONNES RESPONSABLES 5

1.1 Nom et fonction du responsable du Document de Référence 5

1.2 Attestation du responsable du Document de Référence 5

CHAPITRE 2 - CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES POUR LA PÉRIODE COUVERTE PAR LES INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES 6

2.1 Co-Commissaires aux comptes titulaires 6

2.2 Commissaires aux comptes suppléants 6

CHAPITRE 3 - INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES 6

CHAPITRE 4 - FACTEURS DE RISQUE 7

4.1 Trésorerie et capitaux 7

4.2 Risques de marché (taux, change, actions, contrepartie) 8

4.3 Risques juridiques 9

4.4 Risques industriels et environnementaux 10

4.5 Procédures judiciaires et d'arbitrages 11

4.6 Assurances 11

CHAPITRE 5 - INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR 12

5.1 Histoire et évolution de la Société 12

5.2 Investissements 13

CHAPITRE 6 - APERÇU DES ACTIVITÉS 17

6.1 Principales activités 17

6.2 Principaux marchés 41

6.3 Evénements exceptionnels ayant influencé les renseignements fournis aux chapitres 6.1. et 6.2. 46

6.4 Degré de dépendance de CEGEDIM 46

6.5 Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle 46

CHAPITRE 7 - ORGANIGRAMME 48

7.1 Groupe CEGEDIM et place de CEGEDIM au sein du Groupe 48

7.2 Liste des filiales de CEGEDIM 48

CHAPITRE 8 - PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS 51

8.1 Immobilisations corporelles importantes, existantes ou planifiées, y compris les propriétés immobilières louées et toute charge majeure pesant dessus 51

8.2 Utilisation des immobilisations corporelles au regard de l'environnement 51

CHAPITRE 9 - EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT 51

9.1 Description et évolution de la situation financière de CEGEDIM 51

9.2 Résultat d'exploitation 51

CHAPITRE 10 - TRÉSORERIE ET CAPITAUX 52

CHAPITRE 11 - RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES 52

CHAPITRE 12 - INFORMATION SUR LES TENDANCES 52

CHAPITRE 13 - PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE 52

CHAPITRE 14 - ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION 52

14.1 Nom, adresse professionnelle et fonctions des mandataires sociaux 52

14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction 55

CHAPITRE 15 - RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES 55

15.1 Montant des rémunérations totales et avantages de toute nature versés, durant l'exercice, de manière directe ou indirecte, nominativement à chaque mandataire social, par CEGEDIM et par toute société du Groupe 55

15.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages 55

CHAPITRE 16 - FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION 56

16.1 Date d'expiration du mandat actuel des administrateurs de CEGEDIM SA et période durant laquelle ils sont restés en fonction 56

16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat 56

16.3 Informations concernant le comité d'audit et le comité de rémunération 56

16.4 Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur en France 56

CHAPITRE 17 - SALARIÉS 57

17.1 Effectifs du Groupe CEGEDIM à la clôture 57

17.2 Participation des dirigeants dans le capital et stock options 57

17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de CEGEDIM 57

CHAPITRE 18 - PRINCIPAUX ACTIONNAIRES 58

18.1 Composition de l'actionnariat aux 31 décembre 2005 et 2006 58

18.2 Droits de votes particuliers 59

18.3 Contrôle de CEGEDIM 59

18.4 Accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle 59

CHAPITRE 19 - OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS 59

CHAPITRE 20 - INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR 59

20.1 Informations financières historiques - Comptes sociaux 59

20.2 Informations financières historiques - Comptes consolidés 81

20.3 Informations financières Proforma 126

20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles 126

20.5 Date des dernières informations financières 126

20.6 Informations financières intermédiaires 126

20.7 Politique de distribution des dividendes 126

20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage 127

20.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale 127

CHAPITRE 21 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES 127

21.1 Capital social 127

21.2 Acte constitutif et statuts 128

CHAPITRE 22 - CONTRATS IMPORTANTS 130

CHAPITRE 23 - INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS 131

CHAPITRE 24 - DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC 131

CHAPITRE 25 - INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS 131

CHAPITRE 26 - ANNEXES 131

26.1 Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006 131

26.2 Annexes au Rapport de gestion 146

26.3 Rapports des Commissaires aux comptes 165

26.4 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 27 avril 2007 169

CHAPITRE 1 - PERSONNES RESPONSABLES

1.1 Nom et fonction du responsable du Document de Référence

Jean-Claude Labrune
Président Directeur Général
CEGEDIM SA

1.2 Attestation du responsable du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document de Référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent Document de Référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de Référence. La lettre de fin de travaux des contrôleurs ne contient pas d'observation.

Les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice 2006 (qui figurent respectivement aux chapitres 20.1.3. et 20.2.3. du présent Document de Référence) ne contiennent pas d'observation.

Les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et les comptes annuels de l'exercice 2005 (qui figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 juin 2006 sous le numéro D.06-0640) et sur les comptes consolidés et les comptes annuels de l'exercice 2004 (qui figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 26 avril 2005 sous le numéro D.05-0546) ne contiennent pas d'observation, à l'exception du rapport sur les comptes annuels 2005 qui contient une observation portant sur le changement de méthode résultant de la première application, à compter du 1er janvier 2005, du Règlement n° 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 20 avril 2007

Jean-Claude Labrune
Président Directeur Général
CEGEDIM SA

CHAPITRE 2 - CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES POUR LA PÉRIODE COUVERTE PAR LES INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES

2.1 Co-Commissaires aux comptes titulaires

Cabinet Mazars et Guérard
représenté par M. Jean-Paul Stevenard
Exaltis, 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex
1er mandat de Commissaire aux comptes suppléant le 19 avril 1996
1er mandat de Commissaire aux comptes titulaire le 23 avril 2002 jusqu'à l'Assemblée générale de 2007 approuvant les comptes 2006.

Cabinet Grant Thornton
représenté par M. Michel Cohen
100, rue de Courcelles - 75017 Paris
1er mandat de Commissaire aux comptes titulaire le 28 juin 2006 jusqu'à l'Assemblée générale de 2007 approuvant les comptes 2006.

2.2 Commissaires aux comptes suppléants

M. Thierry Colin
39, rue de Wattignies - 75012 Paris
1er mandat le 23 avril 2002 jusqu'à l'Assemblée générale de 2007 approuvant les comptes 2006.

IGES – Institut de Gestion et d'Expertise Comptable
représenté par M. Victor Amselem
3, rue Léon Jost – 75017 Paris
1er mandat le 28 juin 2006 jusqu'à l'Assemblée générale de 2007 approuvant les comptes 2006.

CHAPITRE 3 - INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

Données consolidées	**31/12/2006**	**31/12/2005**	**31/12/2004**	
Chiffre d'affaires (M€)	541	501	434	
Résultat opérationnel courant (M€)	66	61	55	
Résultat net (M€)	39	38	34	A
Résultat net part du Groupe (M€)	39	38	34	
Capacité d'autofinancement (M€)	66	61	55	
Total bilan (M€)	619	537	450	
Capitaux propres part du Groupe (M€)	219	189	154	
Nombre d'actions en circulation	9 331 449	9 331 449	9 331 449	
Nombre d'actions hors autocontrôle	9 290 266	9 280 717	9 272 130	B
Bénéfice net par action (€)	4,2	4,1	3,7	A / B
Dividende par action (€)	0,80	0,77	0,68	
Cours de clôture (€)	65,9	73	58,3	
Capitalisation boursière (M€)	615	681	544	

CHAPITRE 4 - FACTEURS DE RISQUE

Afin d'apprécier la façon dont le Groupe évalue les risques ainsi que les procédures mises en place pour en assurer le suivi, il convient également de se référer au Rapport du Président du Conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que sur les procédures de contrôle interne, reproduit intégralement dans les annexes du présent Document de Référence.

4.1 Trésorerie et capitaux

4.1.1 Capitaux de CEGEDIM

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 220,5 M€ au 31 décembre 2006 contre 191,3 M€ au 31 décembre 2005 soit une augmentation de 29,2 M€. La part revenant aux intérêts minoritaires dans ces capitaux propres s'établit à 1,8 M€ au 31 décembre 2006 sans changement par rapport au 31 décembre 2005, soit respectivement 0,8 % et 0,9 % des capitaux propres.

4.1.2 Conditions d'emprunt et structure de financement de CEGEDIM

Les dettes financières à moins d'un an s'élèvent à 120,1 M€ et les dettes financières à plus d'un an s'élèvent à 95,2 M€, soit un total de 215,2 M€, contre 180,5 M€ en 2005.

Compte tenu de la situation de trésorerie, l'endettement financier net du Groupe s'élève à 175,6 M€ contre 130,9 M€ à fin 2005, en hausse de + 34,1 %. Il représente 79,6 % des capitaux propres, soit près de 32 mois d'autofinancement au regard de la capacité d'autofinancement du Groupe qui s'élève à 65,9 M€ au 31 décembre 2006.
Les nouveaux emprunts contractés sur l'exercice ont servi au financement des opérations d'acquisition réalisées en 2006 pour 29,6 M€ et 8,6 M€ d'acquisitions ont, en outre, été autofinancées.
Une partie de cet endettement (50 M€) correspond au financement de l'activité de la filiale Cegelease, qui fournit des prestations de location financière, généralement sur 36 mois, aux pharmaciens français. Ces derniers présentent un risque quasiment nul d'insolvabilité. La dette est donc adossée à des contrats de location financière qui pourraient être aisément cédés à des banques, afin de dégager des liquidités nécessaires, le cas échéant. La situation d'endettement du Groupe est donc relativement modérée.

4.1.3 Source et montant des flux de trésorerie de CEGEDIM et description de ces flux

La trésorerie de clôture s'établit à -16,5 M€ en 2006, contre 8,4 M€ en 2005 soit une dégradation de -24,9 M€ liée principalement à une réduction des emprunts.

Le tableau de flux de trésorerie est reproduit en détail dans les comptes consolidés, au chapitre 20.

Flux nets de trésorerie générés par l'activité :
52,4 M€ en 2006 contre 46,6 M€ en 2005 (+ 5,8 M€)

La variation du besoin en fonds de roulement s'établit à -21,4 M€ en 2006, contre -17,1 en 2005, soit - 4,3 M€ en partie dû à l'augmentation de l'encours clients lié au développement de l'activité.

La capacité d'autofinancement (après coût de l'endettement financier net et impôt) s'élève à 65,9 M€ en 2006, en hausse de 4,5 M€ (+ 7,3 %).
Avant coûts financiers de 4,4 M€ en 2006 (en hausse de 1,2 M€ en rapport avec la progression de l'endettement sur l'exercice et le renchérissement des taux d'intérêts) et charge d'impôt de 20,3 M€ (identique à 2005), la capacité d'autofinancement s'établit à 90,6 M€ en 2006 (+ 5,6 M€).
L'écart entre l'impôt versé et l'impôt comptabilisé (+ 3,5 M€) provient de la comptabilisation d'impôts différés au titre de filiales dont les résultats sont devenus bénéficiaires alors qu'ils avaient donné lieu à l'activation de déficits reportables dans les années passées.

Flux nets liés aux opérations d'investissement :
- 85,3 M€ en 2006 contre - 88,9 M€ en 2005 (+ 3,6 M€)

Les opérations d'investissement concernant les acquisitions et développements d'immobilisations incorporelles et corporelles sur l'exercice, nettes de cessions, s'élèvent à 50 M€ (y compris 18,6 M€ chez Cegelease, filiale de location financière).
L'incidence des variations de périmètre pèse pour 27,6 M€ sur l'exercice 2006.

Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement :
7,9 M€ en 2006 contre 50,5 M€ en 2005 (- 42,6 M€)

Les emprunts contractés sur l'exercice, nets de remboursements, s'élèvent à 19,8 M€ contre 60,3 M€ en 2005.
Les autres flux significatifs relèvent du versement d'un dividende de 7,2 M€ en 2006, et du coût de l'endettement financier net de 4,4 M€.

4.1.4 Restriction à l'utilisation des capitaux

Il n'existe pas de restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influer sensiblement, directement ou indirectement, sur les opérations de CEGEDIM.
Les principaux emprunts sont assortis de conditions portant sur les comptes consolidés, relatives notamment au niveau d'endettement net par rapport à la capacité d'autofinancement du Groupe, ou par rapport aux fonds propres, ou encore, par rapport à l'excédent brut d'exploitation (ou l'EBITDA) consolidés. Ces ratios sont respectés à la clôture.

4.1.5 Sources de financement attendues et nécessaires pour honorer les engagements d'investissements (visés aux points 5.2.3. et 8.1.)

Compte tenu de la capacité d'auto-financement et des capacités d'emprunt qui pourraient encore être dégagées, le Groupe CEGEDIM dispose des liquidités nécessaires pour faire face à son cycle d'exploitation et à son plan d'investissement des 12 mois à venir.
Le cas échéant, CEGEDIM n'exclut pas de faire appel au marché, afin d'obtenir des sources de financement supplémentaires.

4.2 Risques de marché (taux, change, actions, contrepartie)

4.2.1 Risque de taux

Les emprunts sont suivis de façon centralisée. Seule CEGEDIM SA a mis en place, lorsque nécessaire, une couverture des emprunts par un swap.
La quasi totalité des emprunts a été souscrite au taux variable Euribor 3 mois. Au 31 décembre 2006, la valeur résiduelle des emprunts faisant l'objet d'un swap s'élève à 15,6 M€.

Evaluation du risque de taux

échéancier (K€)	jusqu'à 1 an	de plus d'1 an à 5 ans	au-delà	Total
Emprunts à taux fixe	20158	259		20 417
Emprunts à taux Euribor	41 859	86 376		128 235
Concours bancaires	56 165			56 165
Autres dettes financières (*)	1 875	8 535		10 410
Passifs financiers	120 057	95 170		215 227
Actifs financiers	39 628			39 628
Position nette avant gestion	80 429	95 170	0	175 599
Hors bilan				0
Position nette après gestion	80 429	95 170	0	175 599

(*) Notamment fonds de participation des salariés

Une variation à la hausse de 1 % des taux aurait un impact d'environ 1,4 M€ sur le résultat du Groupe avant impôt.

4.2.2 Risque de change

79 % des activités du Groupe sont réalisées par des filiales situées dans la zone Euro, ce qui expose CEGEDIM à un risque de change relativement limité.
La seule devise représentant une part significative des activités du Groupe est la livre sterling (13 % du chiffre d'affaires consolidé). Vient ensuite le dollar américain (environ 2,6 %).
Le cumul des filiales dont la monnaie est la livre sterling contribue au bilan consolidé à hauteur de 35,8 M€ au taux de clôture 2006, à comparer à un total bilan consolidé de 619,4 M€.
Il n'existe pas de couverture particulière permettant de prévenir les fluctuations des devises par rapport à l'euro, ce qui est susceptible d'exposer le Groupe à un risque de taux plus ou moins significatif selon les années.

4.2.3 Risque sur actions

Les excédents de trésorerie peuvent être placés, au cas par cas, en SICAV de trésorerie.
A la clôture 2006, les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 1 M€, montant non significatif qui n'appelle pas de mesure particulière de gestion des risques.

4.2.4 Risque de contrepartie

Le Groupe CEGEDIM est faiblement exposé au risque de contrepartie car, d'une part, les placements de trésorerie sont effectués sur des OPCVM standards et, d'autre part, les opérations de couverture mises en oeuvre le sont avec des établissements bancaires de premier plan. Les clients du Groupe dans la division Santé et Données stratégiques (83 % du chiffre d'affaires consolidé) sont essentiellement des laboratoires pharmaceutiques, des médecins, des pharmaciens, des compagnies et mutuelles d'assurance santé. Ils ne présentent pas de risque significatif de contrepartie. Dans la division Technologies et Services, 50 % des clients font également partie des secteurs de la santé. Pour les clients présentant un risque potentiel de contrepartie, une étude de solvabilité est menée avant d'accepter la relation commerciale.

4.3 Risques juridiques

4.3.1 Réglementations spécifiques

Bien que le secteur de la santé soit très réglementé, le Groupe CEGEDIM, en tant que prestataire de services, n'est pas soumis à une réglementation particulière, hormis les déclarations faites systématiquement à la CNIL, relatives à l'ensemble des fichiers et bases de données dont il est soit propriétaire, soit gérant. Le Groupe respecte les dispositions prévues dans la loi Informatique et Liberté du 6 août 2004 (qui transpose en droit français la Directive Européenne 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des données personnelles et à la libre circulation de ces données). Les filiales du Groupe établies dans l'Union Européenne agissent en conformité avec

les législations nationales des différents Etats concernés qui prévoient des obligations déclaratives analogues à celles instaurées par la CNIL, conformément à la Directive précitée. Hors Union Européenne, les filiales doivent effectuer également des déclarations auprès des autorités de contrôle afin de respecter les différentes législations relatives à la protection de données. Les pouvoirs publics n'ont, par ailleurs, aucun droit d'accès spécifique aux diverses informations et données gérées par le Groupe.

Le service juridique international du Groupe centralise et assure le suivi des réglementations en vigueur et s'assure de la mise en conformité des filiales.

4.3.2 Propriété intellectuelle

CEGEDIM conçoit et produit l'ensemble de ses offres de services, en s'appuyant sur ses ressources propres en personnel, infrastructure et financement. Les actifs nécessaires à l'exploitation sont également détenus par le Groupe. La maîtrise des savoir-faire est par conséquent internalisée. Les droits de propriété intellectuelle (notamment marques et logiciels) afférents sont suivis de façon centralisée par la direction générale du Groupe, afin d'assurer une protection suffisante, adéquate et à jour, sur le plan international.
Les salariés titulaires d'un savoir-faire spécifique sont soumis à une clause de non concurrence et de confidentialité.

Cf. également le chapitre 6.4.

4.3.3 Autres risques juridiques

Il n'existe pas de lien ou de dépendance avec d'autres sociétés dont le seuil soit suffisamment significatif pour avoir une incidence sensible sur CEGEDIM. Il convient de souligner que, de manière générale, le Groupe CEGEDIM commercialise directement ses produits.
Il n'existe pas de dispositions fiscales particulières applicables au Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société ou du Groupe, qui ne soit déjà dûment provisionné dans les comptes.

4.4 Risques industriels et environnementaux

4.4.1 Risques industriels

Agissant dans le secteur des technologies et des services liés à l'information et aux bases de données, le Groupe CEGEDIM a pour priorité d'apporter à ses clients et partenaires toute satisfaction concernant la sécurité des systèmes et des données.
Concernant la sécurité interne des systèmes d'information, CEGEDIM a mis en place la mutualisation des ressources informatiques à disposition de ses filiales et de leurs clients. Le Groupe a également instauré une politique centralisée de sécurité interne de son système d'information, dont l'application s'étend à tous les systèmes d'information centraux du Groupe, ainsi qu'à ceux de tous ses départements et filiales.

La politique de sécurité interne du système d'information couvre en particulier :

- La sécurité du personnel (réduire les risques d'erreur humaine, de vol, de fraude ou d'utilisation abusive des infrastructures),
- La sécurité physique (contrôler l'accès, les dommages et les perturbations liés aux actifs du Groupe),
- La sécurité des accès informatiques (contrôler l'accès aux informations),
- La sécurité des informations (assurer un niveau de protection approprié des informations),
- La sécurité de l'administration des systèmes (assurer le fonctionnement correct et sûr des infrastructures de traitement de l'information),
- La sécurité des développements informatiques (intégrer la sécurité dans les développements et assurer l'exécution sécurisée des activités de soutien),
- La prévention, la détection et la gestion de crise.

4.4.2 Risques environnementaux

Les activités du Groupe CEGEDIM, compte tenu de leur nature essentiellement immatérielle (logiciels, bases de données, prestations intellectuelles), n'ont pas de répercussions significatives sur l'environnement.

4.5 Procédures judiciaires et d'arbitrages

Il n'existe pas de procédures gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont CEGEDIM a connaissance, qui est en suspens ou dont CEGEDIM est menacé, qui pourrait avoir eu au cours des 12 derniers mois, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou du Groupe CEGEDIM.

4.6 Assurances

CEGEDIM SA a souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue, un contrat la garantissant, ainsi que l'ensemble des sociétés du Groupe, contre tous risques inhérents à sa responsabilité civile tant professionnelle qu'exploitation. Pour tenir compte de la nature des activités des différentes filiales, deux niveaux de couverture ont été prévus :

- 7 622 450 € pour les sociétés CEGEDIM SA (activité CRM suite à l'absorption de TVF), Soltim,
- CEGEDIM SRH et AVT. Chaque filiale étrangère du Groupe (hors USA) a contracté, avec un assureur local, une garantie de 1 000 000 €. Au delà de ce montant, la couverture française prend le relais.
- 500 000 € pour les autres sociétés et activités hors CRM du Groupe.

CEGEDIM a par ailleurs souscrit, auprès de cette même compagnie, un contrat garantissant contre tous risques locatifs, d'une valeur de 1 725 €/m2 pour l'ensemble des sites occupés par elle-même ou par les sociétés du Groupe. Ce contrat couvre également les conséquences d'une défaillance du système informatique du Groupe à hauteur de 12 103 864 €.

En ce qui concerne les filiales américaines, CEGEDIM USA et Docubase Systems Inc. ont souscrit auprès d'une compagnie d'assurance locale, une police garantissant l'ensemble de leurs filiales contre les risques relatifs à la responsabilité civile : risque employés, risque employeur, risques automobiles, tous risques liés à la propriété de terrains et autres risques liés aux activités technologiques.
Plusieurs niveaux de couverture ont été prévus :

- 2 000 000 $ pour les risques liés aux défaillances technologiques
- 2 000 000 $ pour les risques liés à l'activité commerciale
- 1 572 000 $ pour les risques liés à la propriété de terrains.

Ces risques sont, de surcroît, couverts par une police globale à hauteur de 3 000 000 $.

CHAPITRE 5 - INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

5.1 Histoire et évolution de la Société

5.1.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur

La raison sociale et le nom commercial de l'émetteur sont identiques : CEGEDIM.

5.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur

Inscription au RCS de Nanterre sous le numéro : 350 422 622, Code NAF 723 Z.

5.1.3 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur

Constitution le 18 avril 1989 pour une durée de quatre vingt dix neuf ans (expire le 18 avril 2088).

5.1.4 Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire

CEGEDIM SA
Société Anonyme à Conseil d'administration, au capital de 8 891 004,61 €.

Siège social : 127 à 137 rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne-Billancourt, France.

Téléphone : + 33 (0)1 49 09 22 00
Télécopieur : + 33 (0)1 46 03 45 95.

Pays d'origine : France

Législation régissant les activités de CEGEDIM : Loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

5.1.5 Evénements importants dans le développement des activités de l'émetteur

CEGEDIM conçoit des bases de données exclusives et des solutions logicielles à forte valeur ajoutée. Ces compétences s'exercent dans deux divisions :

- « Santé et données stratégiques » qui regroupe, au sein de trois secteurs d'activités, les services dédiés aux laboratoires pharmaceutiques, aux professionnels de santé et aux intervenants de l'assurance santé,
- « Technologies et services », multi-sectorielle.

5.1.6 Historique

Créé en 1969 par Jean-Claude Labrune pour devenir le centre de gestion et de documentation regroupant les données issues des publications médicales européennes, le Groupe CEGEDIM a rapidement évolué vers des activités de collecte et de traitement d'informations à destination des directions marketing et vente des laboratoires pharmaceutiques. Ces activités ont pour objectif d'apporter aux laboratoires les moyens nécessaires à l'organisation et l'optimisation de leurs forces de vente et visent à leur fournir une gamme complète d'études et de statistiques leur permettant de mieux appréhender leur marché et leurs cibles.

⇨ Ces activités sont aujourd'hui regroupées dans le secteur « CRM et données stratégiques ».

Progressivement, le Groupe s'est également tourné vers l'ensemble des professionnels de santé (médecins, pharmaciens, personnel para-médical, hôpitaux, grossistes répartiteurs, compagnies d'assurance et mutuelles de santé) afin de leur proposer des solutions d'informatisation, de communication et d'échange de données. Ce faisant, le Groupe a pu développer des collaborations efficaces contribuant à renforcer sa connaissance du marché et à garantir l'excellence de ses prestations de services. A l'interface d'un nombre croissant de professionnels de santé, CEGEDIM se trouve au cœur de la problématique de gestion des flux de santé, et se positionne dès 2005 sur les enjeux du Dossier Médical Personnel en France.

⇨ Ces métiers sont aujourd'hui exercés dans les secteurs « Professionnels de santé » et « Assurances et flux de santé ».

Les savoir-faire requis sur le cœur de métier historique ont conduit le Groupe à maîtriser les technologies et les services de pointe relatifs aux bases de données, aux applications de gestion, à l'informatique, à l'Internet et aux réseaux. Capitalisant sur ces compétences, CEGEDIM propose des solutions de gestion à forte valeur ajoutée à ses nombreux clients intéressés par les problématiques d'externalisation, d'échanges et de maîtrise de leurs données professionnelles.

⇨ Ces activités sont aujourd'hui regroupées dans la division « Technologies et services ».

5.1.7 Evolution de la société

Le chiffre d'affaires du secteur « CRM et données stratégiques » a doublé depuis l'année 2000 et représente 45 % des activités du Groupe. Les croissances interne et externe soutenues ont permis à CEGEDIM de couvrir aujourd'hui plus de 75 pays avec une gamme d'offres élargie.

L'informatisation des « Professionnels de santé », initiée auprès des cabinets médicaux français, s'est étendue au Royaume-Uni en 1999 et aux pharmaciens français en 2001. Elle s'est poursuivie par l'acquisition de sociétés d'édition de logiciels médecins en Belgique (2003), en Italie (2006), en Espagne (2006) et de logiciels pharmaciens au Royaume-Uni (2004).

Le secteur des « Assurances et flux de santé », historiquement consacré à la gestion des flux de tiers-payant santé, comprend depuis l'an 2000 des services et progiciels d'informatisation des acteurs de l'assurance santé et prévoyance, encore renforcés en 2003 et 2004.

Les offres de « Technologies et services » se sont enrichies au fil des ans, en s'appuyant sur les savoir-faire stratégiques du Groupe. Elles regroupent une gamme diversifiée de services qui représentent aujourd'hui 18 % des activités du Groupe.

5.2 Investissements

5.2.1 Principaux investissements réalisés par l'émetteur durant la période couverte par les informations financières historiques jusqu'à la date du document d'enregistrement

Les opérations de croissance externe sont généralement financées par emprunt, à l'exception des transactions portant sur un périmètre d'activités inférieur à 5 millions d'euros de chiffre d'affaires, qui sont généralement financées par fonds propres. Le montant des transactions est couvert par des accords de confidentialité.

Les autres opérations de croissance (lancement de nouvelles activités, ouverture d'un nouveau pays, etc.) sont financées sur la base des fonds propres du Groupe.

Principaux investissements 2004

■ *CRM et données stratégiques*

Avril 2004 : acquisition du groupe Pharma Marketing, le principal acteur scandinave des offres de CRM et des bases de données médecins. Ce groupe est notamment présent en Norvège, au Danemark, en Suède et ouvre à CEGEDIM l'accès au marché nordique. Pharma Marketing était également concurrent de CEGEDIM en Pologne.
En année pleine, le groupe Pharma Marketing réalise un chiffre d'affaires d'environ 12 millions d'euros.

Août 2004 : implantation des activités CAM en Chine (mesure de la promotion et de l'efficacité de la visite médicale).

Août 2004 : création d'une filiale en Russie, et préparation du lancement, pour 2005, des offres de CRM du Groupe incluant les fichiers médecins des grandes villes du pays.

■ *Professionnels de santé*

Second semestre 2004 : acquisition de plusieurs revendeurs de logiciels médecins en France, aujourd'hui regroupés sous la bannière « Santé Groupe ».
CEGEDIM poursuit ainsi le processus d'internalisation et le renforcement du réseau de distribution de ses logiciels.

Quatrième trimestre 2004 : acquisition des activités d'édition de logiciels destinés aux pharmaciens britanniques détenues par le groupe NDC Health (octobre 2004) et Alliance Unichem (décembre 2004). Avec ses deux nouvelles filiales baptisées CEGEDIM Rx et Enigma, le Groupe CEGEDIM s'impose directement en position de leader sur ce marché. Ces activités viennent compléter les offres de logiciels destinés aux médecins britanniques, déjà implantées avec succès depuis 1998. L'ensemble de ces offres d'informatisation des professionnels de santé ouvre de nouvelles perspectives pour la constitution de bases de données professionnelles destinées aux département marketing et vente des laboratoires pharmaceutiques britanniques.
En année pleine CEGEDIM Rx et Enigma réalisent un chiffre d'affaires d'environ 15 millions d'euros.

■ *Assurances et flux de santé*

Premier trimestre 2004 : acquisitions dans les métiers de gestion des flux. Déjà expert dans le domaine de la dématérialisation des flux d'informations entre les professionnels de santé, les laboratoires pharmaceutiques et les grossistes répartiteurs (pour les feuilles de soins, le tiers-payant, les flux commandes - factures, etc.),
CEGEDIM renforce ses positions sur l'axe des hôpitaux et des entreprises. L'acquisition d'Hospitalis (puis d'Apsys.net en mars 2005) permet de mettre à disposition des établissements de soins un portail de gestion de l'ensemble de leurs approvisionnements. La dématérialisation des documents de gestion est également étendue aux flux de télédéclaration des entreprises dans le cadre de l'offre Déclaratis, développée en interne, et du portail ASPOne.fr, acquis en mars 2004.
Il s'agit d'activités françaises, qui contribuent, en année pleine, pour plus de 1 M€ au chiffre d'affaires consolidé.

Octobre 2004 : acquisition de Selectis Consulting, éditeur de progiciels spécialisé dans la gestion de l'assurance vie et de retraite en France. Ces activités viennent compléter la gamme des offres de Soltim-Proval, spécialisées dans les solutions logicielles pour l'assurance et les mutuelles de santé. Ainsi l'ensemble du segment de l'assurance de personnes est désormais couvert par le Groupe CEGEDIM.
En année pleine, ces activités contribuent environ pour 400 K€ au chiffre d'affaires consolidé.

Principaux investissements 2005

■ *CRM et données stratégiques*

Janvier 2005 : renforcement des activités de CRM en Allemagne avec l'acquisition de la société EasyCom, éditeur d'une solution web pour la gestion des forces de vente. Cette société équipe environ 3 000 visiteurs médicaux et réalise, en année pleine, environ 2 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Avril 2005 : acquisition de la société Target Software aux Etats-Unis. Target Software est devenue la valeur montante des outils de SFA et de CRM du marché nord américain, où CEGEDIM était jusqu'ici faiblement implantée. Target Software équipe la quasi totalité des CSO (Contracted Sales Organization – prestataires en visite médicale) les plus performants aux Etats-Unis, et base ses innovations technologiques sur les outils
MICROSOFT. L'offre « Target Suite » se révèle particulièrement adaptée au marché en forte croissance de la Biotechnologie.
En année pleine, Target Software réalise un chiffre d'affaires supérieur à 12 millions de dollars.

Juillet 2005 : acquisition de 70 % de la société égyptienne Trends Technology, qui commercialise une solution ETMS (Electronic Territory Management System) disponible sur PC et PDA. Trends Technology équipe, depuis 1989, plus de 1 000 visiteurs médicaux en Egypte et dans les pays du Moyen-Orient.
En année pleine, ces activités contribuent pour près de 500 K€ au chiffre d'affaires consolidé.

Juillet 2005 : acquisition des sociétés Epic et Compufile au Royaume-Uni, spécialistes des études qualitatives fondées sur des informations collectées auprès des médecins. Ces activités s'apparentent aux Panels Thalès exploités depuis de nombreuses années par CEGEDIM en France.
En année pleine, Epic et Compufile représentent un chiffre d'affaires d'environ 6,5 millions d'euros.

Outre ces acquisitions, les activités panels sont progressivement étendues aux 5 principaux marchés européens : Royaume-Uni, Italie, Belgique, puis Allemagne (1er trimestre 2006) et Espagne (fin 2006).

■ *Professionnels de santé*

Avril 2005 : acquisition de la société Rosenwald, spécialisée dans l'édition d'annuaires de professionnels de santé depuis plus d'une centaine d'années. Avec l'acquisition en 2006, de l'activité Mail Group, leader en France des Bus Mailings médicaux, CEGEDIM étend encore sa gamme d'outils de promotion à destination des professionnels de santé.
En année pleine, ces activités réalisent un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,5 millions d'euros.

Décembre 2005 : création de la joint-venture THALES CEGEDIM. Dans le cadre de l'expérimentation du Dossier Médical Personnel (DMP) 2006, CEGEDIM a été retenu, aux côtés de son partenaire Thalès, pour lancer la phase d'expérimentation du projet.

■ *Assurances et flux de santé*

Avril 2005 : création de Cegedim Maroc, dont la vocation est de représenter l'offre globale du Groupe en matière de progiciels de gestion des régimes d'assurance santé, sur le continent africain. Cette création accompagne le démarrage de deux projets d'envergure remportés par Soltim-Proval, pour la mise en œuvre d'un système complet de gestion du régime d'Assurance Maladie Obligatoire des salariés du secteur privé marocain, ainsi qu'un second appel d'offre portant sur le régime des fonctionnaires.

Principaux investissements 2006 jusqu'au 31 mars 2007

■ *CRM et données stratégiques*

Mai et juillet 2006 : création de nouvelles filiales en Corée et au Mexique dans le secteur des études marketing (Cegedim Strategic Data) pour l'industrie pharmaceutique.

Juillet 2006 : rachat de la société GERS Maghreb, initiateur de statistiques de vente de médicaments pour l'Afrique du Nord.

Décembre 2006 : création d'une filiale en Finlande dans le domaine du CRM destiné aux laboratoires pharmaceutiques.

■ *Professionnels de santé*

Février 2006 : acquisition de 35 % de la société Millennium, premier éditeur de logiciels médecins en Italie (plus de 11 000 postes installés). Cette participation a été portée à 49 % en décembre 2006 et contribue aux résultats du groupe par mise en équivalence (absence de contrôle).

Mars 2006 : acquisition de la société RM Ingénierie, éditeur français de logiciels médicaux et para-médicaux destinés aux kinésithérapeutes (n°1 en France), infirmiers, orthophonistes, orthoptistes, sages-femmes, pédicures, podologues. Cette acquisition permet d'étendre les savoir-faire de CEGEDIM aux professions para-médicales, dont certaines ont obtenues récemment l'autorisation de prescrire des dispositifs médicaux. Le parc installé représente 27 000 postes en France.
En année pleine, le chiffre d'affaires de ces activités représente environ 6,5 millions d'euros.

Décembre 2006 : acquisition de la société STACKS, spécialiste des logiciels professionnels destinés aux médecins en Espagne depuis 1989 et au Chili depuis 2004. STACKS développe des logiciels médecins et en assure l'intégration et la maintenance auprès de 12 Communautés de Soins Régionales en Espagne, ainsi que de nombreux praticiens privés. Leader espagnol avec plus de 30 000 utilisateurs, la société STACKS a lancé avec succès son produit de nouvelle génération « Julia » au cours du dernier trimestre 2006 au sein de la communauté de Madrid.
En année pleine, les activités réalisent un chiffre d'affaires de plus de 6 millions d'euros.

5.2.2 Principaux investissements en cours

La stratégie du Groupe CEGEDIM en matière de croissance externe consiste à se développer sur son cœur de métier historique : les services destinés aux acteurs de la santé et les données stratégiques. Les investissements s'exercent essentiellement par croissance interne et externe, avec une attention particulière portée sur le développement international des activités destinées aux laboratoires pharmaceutiques, aux médecins et aux pharmaciens, ainsi que sur les opportunités d'élargissement de la gamme des prestations offertes.

La volonté d'accompagner les clients du Groupe sur leurs marchés est le premier moteur de l'expansion internationale. Le Groupe examine régulièrement des dossiers d'acquisition susceptibles d'entrer dans cette stratégie. Il n'existe pas de recherche active et systématique de cibles, mais plutôt une veille constante opérée, en interne, sur les acteurs potentiellement cibles, afin de saisir le moment venu, les meilleures opportunités.

5.2.3 Investissements que compte réaliser CEGEDIM à l'avenir et pour lesquels ses organes de direction ont déjà pris des engagements fermes

Le Groupe CEGEDIM a annoncé le 2 mars 2007 la signature d'un accord définitif portant sur l'acquisition en numéraire de la société Dendrite International (cotée au NASDAQ : DRTE) pour un prix total de 751 millions de dollars (soit $16.00 par action).

La combinaison des deux groupes permettra de créer un acteur de référence en matière de fourniture de solutions à l'industrie pharmaceutique dans les domaines de la vente, du marketing et des études associés. La complémentarité des deux groupes s'exerce tant au regard de la gamme des offres que sur le plan géographique, CEGEDIM étant surtout présent en Europe et Dendrite aux Etats-Unis et en Asie-Pacifique.

Pour l'année 2006, Dendrite a annoncé (sur une base consolidée, non auditée, en normes en US GAAP) un chiffre d'affaires estimé de $424 millions et un résultat d'exploitation estimé, hors programme de restructurations et éléments non récurrents, de $28 millions.
La combinaison des deux groupes représentera un chiffre d'affaires de $1.1 milliards dans plus de 75 pays.

La clôture de la transaction reste subordonnée à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de Dendrite (qui devrait être convoquée dans le courant du premier semestre 2007) ainsi qu'à l'autorisation préalable des autorités compétentes. Le Conseil d'Administration de Dendrite a déjà approuvé l'acquisition à l'unanimité et l'opération ne requiert pas d'approbation particulière du côté de CEGEDIM.
CEGEDIM financera cette acquisition sur sa trésorerie disponible et grâce à la mise en place d'un financement bancaire, dont les conditions ont déjà été négociées et la mise en place garantie par Bank of America Securities Limited et Société Générale.

CHAPITRE 6 - APERÇU DES ACTIVITÉS

6.1 Principales activités

6.1.1 Description des opérations et des principaux produits de l'émetteur

CEGEDIM conçoit des bases de données exclusives et des solutions logicielles à forte valeur ajoutée.
Ces compétences s'exercent dans deux divisions :

- « Santé et données stratégiques » qui regroupe les services dédiés aux laboratoires pharmaceutiques, aux professionnels de santé et aux intervenants de l'assurance santé

- « Technologies et services », multi-sectorielle.

Leader[1] en Europe sur son cœur de métier historique, CEGEDIM accompagne les plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux dans leurs projets de CRM (Customer Relationship Management) et mesure l'efficacité de leurs actions marketing-vente. Avec ses outils de CRM fortement valorisés par les bases de données stratégiques du Groupe, CEGEDIM apporte aux départements marketing et ventes un éclairage avisé sur leur marché et leurs cibles, afin d'optimiser leurs stratégies et leur retour sur investissement.

CEGEDIM se positionne également comme l'un des principaux[2] éditeurs européens de logiciels de gestion médicaux et para-médicaux, et d'applications de gestion dédiées au secteur de l'assurance santé. Structurés, évolutifs et communicants, ces logiciels s'intègrent dans la démarche d'opérateur de flux de santé du Groupe CEGEDIM.

Capitalisant sur ces savoir-faire, CEGEDIM propose des solutions de gestion à forte valeur ajoutée à ses nombreux clients du monde de l'entreprise, intéressés par les problématiques d'externalisation, d'échanges et de maîtrise de leurs données professionnelles.

SANTE ET DONNEES STRATEGIQUES

ONEKEY : le référentiel du corps de santé

CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et flux de santé
CRM - Visite médicale ■ TEAMS Companion ■ TEAMS Call Report ■ TEAMS Head Office V2 ■ TEAMS Order Management ■ TEAMS Strategic Account Management ■ TEAMS Territory Management ■ TEAMS TARGET ■ TEAMS TRENDS ■ TEAMS Web ■ TEAMS Vision ■ ONEKEY **Optimisation des forces de vente** ■ Itops **Etudes de marché** ■ Cegedim Strategic Data (CSD) **Statistiques de vente** ■ Click-Pharma ■ Infopharm ■ Gers Maghreb **Analyse de la prescription** ■ Etudes Icomed ■ Medimed	**Logiciels Pharmaciens** ■ Alliance-Plus ■ Premium ■ Nexphase – Royaume-Uni ■ Pharmacy Manager – Royaume-Uni **Statistiques personnalisées des pharmacies** ■ Santestat **Logiciels Médecins** ■ CLM – France (CrossWay Ville, Doc'Ware) ■ RMI – France (Kiné + 4000) ■ HDMP – Belgique (Health one) ■ INPS – Royaume-Uni (Vision) ■ Millennium – Italie (Millewin) ■ STACKS – Espagne (Julia, OMI) **Base de données professionnelles** ■ Banque Claude Bernard ■ Rosenwald **Informations scientifiques, médicales et promotionnelles** ■ MedExact ■ Screenpharma ■ RNP	**Informatisation des assureurs et mutuelles de santé** ■ Soltim - Proval ■ Hosta ■ Selectis Consulting **Flux de santé** ■ Cetip Santé-Pharma ■ Proval CTF ■ iSanté **Echange de données informatisé** ■ Cegedim EDI ■ Hospitalis ■ Déclaratis ■ ASPone.fr **Transmission électronique des feuilles de soins** ■ Qualitrans - Télépharma

TECHNOLOGIES ET SERVICES

Technologies	Services
Gestion électronique de documents ■ Docubase **Prestations de services externalisés** ■ PCO Cegedim **Ressources humaines** ■ Cegedim SRH **Services Internet et hébergement** ■ CEGEDIM ■ Midiway **Location financière** ■ Cegelease	**Bases de données Entreprises, CRM et services associés** ■ CCD ■ CMP **Editique / Mise sous pli / Logistique / Routage** ■ SDI ■ Médipost **Imprimerie** ■ Pharmapost **Gestion des échantillons médicaux** ■ Tracere ■ 3S ■ Pharmastock

I. SANTE ET DONNEES STRATEGIQUES

La division Santé et données stratégiques rassemble les services du Groupe CEGEDIM destinés au monde de la Santé. Ces métiers présentent de fortes synergies, qui sont réunies dans trois secteurs d'activités, s'adressant chacun plus spécialement :

- ⇨ aux laboratoires pharmaceutiques – secteur « **CRM et données stratégiques** »
- ⇨ aux médecins et aux pharmaciens – secteur « **Professionnels de santé** »
- ⇨ et aux acteurs de l'assurance santé – secteur « **Assurances et flux de santé** ».

I.1. CRM et données stratégiques

Les médecins sont des prescripteurs auxquels l'industrie pharmaceutique ne vend pas directement ses produits. Ils sont pourtant les interlocuteurs vers lesquels les laboratoires doivent diriger de façon pertinente et ciblée leurs efforts marketing, sans pour autant disposer des informations nominatives issues d'une relation classique client-fournisseur.

L'offre de CEGEDIM a donc pour principal objectif de permettre aux directions marketing et vente des laboratoires pharmaceutiques de mieux comprendre où sont vendus les médicaments, qui les prescrit et pourquoi. CEGEDIM développe les bases de données exclusives permettant de répondre à ces problématiques, ainsi que les outils informatiques les plus performants permettant aux laboratoires pharmaceutiques d'optimiser leurs démarches de CRM (Customer Relationship Management). Ils sont ainsi à même de convaincre les médecins prescripteurs avec les meilleures chances de succès.
Les solutions CEGEDIM sont des offres qui allient performance et conformité avec le Code de la Santé Publique et les réglementations Informatiques et Libertés en vigueur dans tous les pays concernés.

CEGEDIM propose notamment :

- ⇨ Des outils d'optimisation des moyens d'information et des investissements ventes et marketing.
- ⇨ Des outils de rapport et d'analyse pour les forces de vente ville et hôpital.
- ⇨ Des bases de données et des outils permettant une meilleure connaissance des prescripteurs.
- ⇨ Des outils et études de marketing stratégique, de marketing opérationnel et de veille concurrentielle.
- ⇨ Des outils de mesure de la performance.
- ⇨ Des outils d'audit des investissements promotionnels.
- ⇨ Des outils de prise de commandes en pharmacie.

I.1.1 CRM dédié à la visite médicale, pour une optimisation des efforts promotionnels auprès des médecins, pharmaciens, kinésithérapeutes

Le succès de CEGEDIM et de ses filiales internationales est bâti sur une expertise reconnue en matière de gestion de bases de données nominatives. Afin de permettre une exploitation optimale de ses fichiers par ses clients, CEGEDIM développe et commercialise TEAMS et ONEKEY.

- ⇨ **TEAMS** est la plate-forme logicielle et de services la plus utilisée[3] en Europe dans les domaines de la gestion, de l'information marketing et ventes et de l'animation des réseaux de visite médicale.

- ⇨ La base de données des professionnels de santé **ONEKEY** est la référence[4] de l'industrie pharmaceutique européenne et des acteurs majeurs du monde de la santé (revues spécialisées, compagnies d'assurance, mutuelles…). Les procédures de mise à jour et de clearing des bases de données sont certifiées ISO 9001 depuis 1998.

Les offres de services CEGEDIM sont uniques pour l'industrie pharmaceutique et très différenciées des offres concurrentes, réduites essentiellement à la vente de logiciels ou au développement de logiciels spécifiques, ou à des offres similaires sur un périmètre géographique réduit.

En effet, CEGEDIM propose une plate-forme complète d'externalisation de services, avec tous les avantages liés à la mise en commun de puissantes ressources de technologies et de services. Cette offre globale présente de nombreux avantages en matière de coûts, de performance et de pérennité du service rendu. Sans investissement lourd en infrastructures, les laboratoires pharmaceutiques utilisateurs de la solution TEAMS disposent immédiatement des informations et des outils les plus pertinents. De plus, CEGEDIM est le seul prestataire de service qui propose des services locaux de validation de la base de donnée et de supports à l'utilisateur final (formation et helpdesk local). Les laboratoires clients de CEGEDIM peuvent ainsi mobiliser leurs ressources sur leur cœur de métier et optimiser leurs avantages concurrentiels.

LES OPERATIONS GLOBALES PHARMA CRM

Fort de ses positions établies en France avec les offres ONEKEY et TEAMS, le Groupe CEGEDIM a poursuivi dès les années 1990 son développement international. Aujourd'hui le Groupe est présent avec une offre adaptée dans 55 pays.

L'année 2006 a confirmé la vision du Groupe CEGEDIM relative à l'importance des ventes à l'hôpital, et donc à la nécessité d'outils CRM dédiés aux réseaux hospitaliers et aux Key Account Managers. L'offre TEAMS Strategic Account Management, solution dédiée aux supports des processus de ventes à l'hôpital a été commercialisée début 2006. Cette nouvelle solution a rencontré l'unanimité auprès des laboratoires grâce à sa capacité unique sur le marché des outils CRM, de supporter les réseaux hospitaliers mais aussi de partager les données avec les réseaux de ville. Cette offre a permis à CEGEDIM de continuer à augmenter sa part de marché, en effet plus de 78 000 utilisateurs sont maintenant équipés de ses solutions.

Pour répondre aux besoins croissants d'outil d'analyse, CEGEDIM a réalisé en 2006 les fondations de l'offre TEAMS Analytics. Cette offre va permettre aux laboratoires, et tout particulièrement à leur management, de mesurer l'avancement du plan opérationnel (Business Plan), et faciliter la mise en œuvre de programmes d'efficience commerciale. Son ambition est également d'aider les managers dans leur prise de décisions, grâce à des tableaux de bord et des KPI (Key Performance Indicators) intuitifs et orientés vers le futur. S'appuyant sur l'expertise de CEGEDIM dans la donnée, et sur des technologies MICROSOFT, exclusivement dédiée aux laboratoires pharmaceutiques, TEAMS Analytics est la solution analytique métier de demain.

Avec l'objectif d'accompagner les laboratoires sur les différents continents du globe, le Groupe CEGEDIM a investi en 2006 de façon significative dans la régionalisation de l'offre des sociétés Target Software et Trends acquises respectivement aux Etats-Unis et en Egypte en 2005. TEAMS Target et TEAMS Trends sont des offres PDA désormais disponibles sur l'Amérique Latine, la totalité du Moyen-Orient et l'Asie. Ces solutions fournissent des fonctionnalités adaptées aux spécificités marchés et enrichies du savoir-faire CEGEDIM notamment pour l'intégration de la base de données ONEKEY.

Présent dans 55 pays avec ces offres élargies de CRM, le Groupe se positionne comme le fournisseur le plus à même d'offrir aux laboratoires de dimension internationale une prestation globale, en termes de services et de couverture géographique.

La pertinence de la gamme des solutions CEGEDIM a permis de conclure au cours de ces dernières années plus de 10 partenariats globaux et régionaux avec les plus grands laboratoires.

Les offres ONEKEY et TEAMS continuent de s'enrichir de fonctionnalités nouvelles adaptées aux attentes d'un marché en constante évolution.

- **TEAMS**

La suite TEAMS CRM propose des solutions dédiées métier : ville, hôpital, pharmacie.

⇨ Ville : **TEAMS Territory Management** propose aux laboratoires pharmaceutiques un véritable plan d'action pour les délégués et les directeurs régionaux. Elle transforme TEAMS en un puissant outil de gestion des forces de vente disposant des fonctionnalités de micro-marketing pour l'analyse des ventes et la mesure de la performance des actions marketing. Afin d'aider les laboratoires à accroître l'efficacité de leurs forces de

vente, CEGEDIM finalise de nouveaux partenariats avec des sociétés proposant des outils d'e-detailing (tels que Proscape, Agnitio).

⇨ Hôpital : **TEAMS Strategic Account Management** propose aux laboratoires disposant d'une activité hospitalière et Key Account de bâtir un plan d'action spécifique à cet environnement et de gérer l'activité des visiteurs hospitaliers et des gestionnaires grands comptes.

⇨ Pharmacie : **TEAMS Order Management** couvre les réseaux OTC ou génériques prenant des commandes en officine et intègre l'ensemble des fonctionnalités spécifiques à cette activité.

TEAMS a la capacité, unique sur le marché CRM, de supporter au sein d'un même laboratoire le partage des données entre les différents réseaux ville, hôpital et OTC, équipés respectivement de Teams Territory Management, Teams Strategic Account Management et Teams Order Management.

TEAMS sur plate-forme PDA continue de rencontrer un énorme succès, dû notamment à son faible encombrement, sa facilité d'utilisation et sa compatibilité avec les modes de transmission GPRS et UMTS. Au total, déjà plus de 28 000 PDA ont été déployés et l'offre est disponible sous 2 modes :

⇨ **TEAMS Companion**, qui combine les avantages d'un PC portable ou d'un poste fixe puissant et la performance d'un PDA pour une utilisation terrain, confortable et pratique, par les visiteurs médicaux.

⇨ **TEAMS Call report**, qui s'adresse aux laboratoires ne souhaitant pas équiper leur réseau de visite médicale en ordinateur portable.

- **ONEKEY**

ONEKEY, déjà fortement implanté en Europe, en Afrique du Nord et en Amérique Latine, consolide son développement aux Etats-Unis et part à la conquête de 8 nouveaux pays répartis sur les 5 continents afin d'offrir à ses clients toujours plus de solutions locales ou régionales.

La base de données ONEKEY compte aujourd'hui plus de 6,5 millions de professionnels de santé et 2 millions de prescripteurs potentiels dans 36 pays.

L'amélioration constante de la qualité a conduit CEGEDIM en 2006, à renforcer ses équipes locales qui enrichissent, valident et contrôlent quotidiennement l'information destinée à ses clients, grâce à des procédures certifiées ISO 9001. Ce gage de qualité et de professionnalisme permet de garantir à l'ensemble des métiers de l'industrie pharmaceutique, un outil fiable répondant aux besoins croissants d'amélioration de la productivité et de l'efficacité des forces de vente.

Dans le même temps, l'accent a été porté sur l'élargissement de la connaissance délivrée, avec d'une part des informations tactiques telles que les conditions de visite du corps médical, les adresses de mailing, et d'autre part, des données stratégiques telles que les réseaux d'influence internationaux par pathologie. Dans ce cadre le Groupe CEGEDIM a procédé au lancement du projet « Potentiel de Prescription » dans les principaux pays européens.

Le projet "Potentiel de Prescription" a pour objectif d'évaluer finement le niveau de prescription de chaque médecin. En s'appuyant sur des données pertinentes à chacun des pays, le projet vise à construire un ensemble d'indicateurs uniformes au niveau Européen. Le potentiel de prescription est actuellement en phase pilote sur les 5 marchés européens les plus importants ainsi qu'en Grèce, Pologne et Portugal.

Au cours de l'année 2006, le Groupe CEGEDIM a aussi réalisé des investissements importants pour industrialiser l'offre ONE KEY CONNECT. Grâce à ce service, CEGEDIM met à disposition de ses clients des solutions innovantes pour intégrer et gérer la base de données ONEKEY sur tous types de systèmes d'information et environnements technologiques existants.

- **TEAMS HEAD OFFICE V2 (**anciennement ATLAS) :

Le portail TEAMS HO V2 (ATLAS) permet au laboratoire pharmaceutique d'accéder à toutes les informations qu'il juge pertinentes pour son activité de CRM (provenant de ses systèmes internes, des bases de CEGEDIM auxquelles il est abonné, ou d'autres bases externes), de les examiner et les combiner selon ses besoins, dans un cadre d'utilisation souple et adapté. La solution TEAMS HO V2 (ATLAS) confère ainsi au laboratoire une vision à 360° de son client, via un portail dédié, sur mesure et intégré dans son système d'information.

L'offre repose sur les éléments suivants :

⇨ **TEAMS HO V2 Data Platform** : une base de données marketing ventes prête à l'emploi intégrant un savoir-faire métier.
⇨ **TEAMS HO V2 Applications** : un ensemble d'applications front-office intégrant des règles de gestion spécifiques à l'industrie pharmaceutique et fédérées autour de menus évolutifs selon les utilisateurs (service clients, information médicale, gestion des congrès, gestion des spécifications légales, …).
⇨ **TEAMS HO V2 Analytiques** : datamarts spécialisés avec plus de 20 schémas en étoile pour faciliter les analyses menées par les directions générales, ventes et marketing en utilisant les outils de Business Intelligence du marché.

Les signatures de partenariats stratégiques avec les leaders du marché dans le domaine des bases de données et de la Business Intelligence (tels que Microsoft, Oracle) enrichissent les offres et consacrent la réussite des produits de CEGEDIM par les acteurs principaux du marché.

Associée à l'offre ONEKEY et TEAMS, la solution TEAMS Head Office V2 permet au client une mise en œuvre progressive du projet CRM sans remise en cause de l'existant, en préservant les investissements et en contrôlant les coûts.

I.1.2 Optimisation des forces de vente

ITOPS

Itops propose à ses clients en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, au Bénélux et en Roumanie un service d'optimisation des allocations sectorielles des forces de vente.
Itops se développe également dans l'audit, le dimensionnement des forces de vente et la ventilation des produits à présenter au corps médical.
Le logiciel «Itops Navi» permet aux clients de disposer d'un nouvel outil spécifique de visualisation géographique, qui intègre notamment le géocodage des médecins et permet aux directeurs de régions, directeurs des ventes et directions générales d'analyser mensuellement les résultats de leur région au niveau des ventes, des contacts et de la couverture de cible.

I.1.3 Etudes de marché

CEGEDIM STRATEGIC DATA

CSD (CEGEDIM Strategic Data) est l'une des principales[5] sociétés d'études de marché, dédiée à l'industrie pharmaceutique.
Forte d'une expérience de 35 ans, CSD (anciennement CAM, Thales et Decisions Research) offre une large gamme d'études et de services permettant de répondre aux besoins de plus de 500 laboratoires locaux et 50 sièges.
La principale force de CSD vient de sa capacité à fournir des informations stratégiques basées sur l'intégration de ses nombreuses sources de données (études ad-hoc, base de données promotionnelles, données patient, suivi de la communication). Ces informations sont collectées auprès des médecins généralistes et spécialistes (ville et hôpital), pharmaciens et patients.

Aujourd'hui présent dans 55 pays, CSD interroge plus de 150 000 médecins par an et assure l'ensemble de ses process en interne : collecte des données, traitement, analyse, recommandation, présentation client.

Afin de maintenir une uniformité dans le mode de collecte des données, et par conséquent, des résultats homogènes et comparables, le siège, situé à Paris, assure la coordination entre ses filiales présentes sur les 5 continents.

Grâce à sa couverture mondiale et son expertise locale, CSD garantit à ses clients une cohérence d'analyse d'un pays à l'autre, via ses 4 pôles d'étude :

- **DONNEES PROMOTIONNELLES**

CSD réalise un audit de l'ensemble des dépenses promotionnelles et le suivi de la visite médicale.
CSD suit ainsi l'ensemble des moyens promotionnels utilisés, y compris le coût de la visite des laboratoires sur une base annuelle, au niveau mondial. CSD analyse également l'impact et la nature de toutes les activités d'information et de communication auprès des médecins, en ville comme à l'hôpital, grâce à des panels composés de plus de 100 000 médecins dans le monde.

Principales études disponibles :

⇨ Analyse des investissements promotionnels
⇨ Suivi de la visite
⇨ Efficacité des forces de vente
⇨ R.O.I. (Retour sur Investissement)
⇨ Etudes de ciblage.

Les études ci-dessus sont réalisées à partir de deux sources de données différentes : la base de données promotionnelles et les observatoires de médecin.
La base de données promotionnelles fournit des données extrapolées sur les investissements et la visite médicale. Afin d'offrir aux clients des solutions personnalisées, CSD croise ses données avec les fichiers de segmentation des laboratoires.
Média : Visite médicale, Presse, Echantillons, Mailings, Réunions, Etudes cliniques, Internet et DTC
Cibles : Médecins généralistes, spécialistes, pharmaciens.

- **DONNEES PATIENTS**

Dans le cadre des données patients, CSD fournit une analyse complète et réelle de la prise en charge thérapeutique et du contexte de prescription.

Grâce à la richesse des données collectées, CSD propose une large gamme d'études couvrant :

- Les indicateurs clés de performance et bilan pré-marketing :
  - Performance du produit dans le marché par rapport aux produits concurrents (total marché et sur les segments des nouveaux patients et des transferts)
  - Typologie des prescripteurs et niveau de prescription par cible.

- Les études épidémiologiques :
  - Prévalence / Incidence
  - Cas patients (traitements, profil,…)
  - Taille et caractéristiques des populations cibles

- Le suivi des patients :
  - Flux de patients
  - Courbe d'arrêt de traitement
  - Suivi de traitement

- Les études économiques :
  - Cas patients
  - Coût du traitement
  - Bon usage du médicament.

Les études décrites ci-dessus sont réalisées à partir de deux sources de données : des observatoires de médecins, via un logiciel médical (Patient Longitudinal Database – Thalès), et PDS (Patient Diary Study), via un questionnaire médecin. CSD analyse ainsi le contexte de prescription dans la pratique courante, à partir d'un suivi longitudinal des patients et des médecins, ou de manière plus ponctuelle (segments, traitement, prescripteurs, patients et dossier médical).
Le suivi longitudinal des patients basé sur le logiciel médical est disponible dans 6 pays, sur la base d'observatoires de médecins représentatifs, constitués de 3 950 médecins généralistes, 810 spécialistes couvrant 4 690 000 patients.
L'anonymat des patients est systématiquement préservé, conformément à des procédures approuvées par les autorités compétentes (CNIL et équivalents).

- **SUIVI DE LA COMMUNICATION**

CSD assure un suivi complet de la communication des produits de l'industrie pharmaceutique, et propose à ses clients des rapports permettant d'obtenir une vision globale du marché, ou des analyses ciblées sur un produit.
Grâce à ce suivi, les clients vont évaluer l'efficacité de leurs forces de vente par la mesure de la rétention des messages et de l'impact de la visite médicale sur les prescriptions.

Pour suivre la communication, plusieurs études sont disponibles :

- Verbatim de visite médicale

- Message Tracking :
  - Evolution des messages
  - Comparaison des axes de communication

- Zoom : Analyse approfondie de la veille concurrentielle sur les principaux domaines thérapeutiques : Ostéoporose, Diabète, Anti-dépresseurs, Anti-psychotiques, AAII, PR, etc.

- Recall test : Mesure de la performance des forces de vente, impact de la visite sur le comportement de prescription.
  Au cours des 10 dernières années, CSD a mené plus de 3 000 recall tests.

- **ETUDES AD'HOC**

Pour compléter son offre et répondre aux besoins les plus spécifiques de ses clients, CSD a déployé ses compétences en termes d'études dans 55 pays.

CSD réalise tous types d'études de marché, qualitatives et quantitatives, préparées sur mesure afin de proposer des recommandations stratégiques à ses clients.

Forte d'une longue expérience dans ce domaine, CSD a mené en 2006 plus de 70 études internationales (Recall tests, comportement de prescription, qualité de la visite, pré-tests de communication, etc.).
A titre d'exemple, CSD a réalisé une étude patient internationale sur 13 pays.

Quelques études ad'hoc réalisées par CSD :

⇨ Etude de segmentation
⇨ Satisfaction et fidélisation client
⇨ Perception médecin et patient
⇨ Recherche des principaux facteurs d'influence sur les prescriptions
⇨ Tests de positionnement
⇨ Bilan d'image
⇨ Etude sur les primo-prescripteurs : moteurs et freins

I.1.4 Statistiques de vente des produits pharmaceutiques

CEGEDIM SA, département statistiques de vente

Ce département gère, pour le compte de la profession réunie dans le CIP, le fichier de référence des produits pharmaceutiques français (fichier des codes CIP). Il traite et établit, pour le compte du GERS (Groupement d'intérêt économique réunissant les laboratoires pharmaceutiques opérant en France), les statistiques de vente de tous les produits pharmaceutiques par UGA (Unités Géographiques d'Analyse), à partir des données collectées auprès des grossistes répartiteurs et des laboratoires. Depuis 1999, ces statistiques sont consultables en ligne et disponibles chaque semaine.

Le dernier découpage (746 unités géographiques découpées en 4 612 Agrégats de Points de Vente ou APV regroupant 3 à 8 pharmacies), beaucoup plus homogène en terme de volume d'activité, permet la création d'un véritable micro-marketing pour les laboratoires.

La France est un des rares pays au monde dans lequel la profession s'est réunie pour constituer ses propres statistiques, qui sont devenues la référence, y compris celle des pouvoirs publics.

CEGERS

Cegers est une filiale détenue à 50 % par CEGEDIM SA et à 50 % par le GERS. Elle développe pour le compte des laboratoires et des prestataires de l'industrie pharmaceutique des traitements « sur-mesure » à partir des données de vente issues de sources différentes (GERS, IMS, Nielsen, IRI, ventes internes...).

Cegers gère aussi les objectifs des laboratoires (calcul et suivi des objectifs, classements, calcul des primes).
Ces études personnalisées sont envoyées mensuellement ou hebdomadairement aux forces de vente des laboratoires pharmaceutiques via différents supports :

- ⇨ Click-Pharma : logiciel micro qui permet la restitution de tableaux de bord et graphes pré-formatés
- ⇨ Click-Pocket : logiciel palm ou pocket PC de philosophie identique à Click-Pharma
- ⇨ TEAMS Vision : EIS (Executive Information System) intégré à l'offre TEAMS.

INFOPHARM UK / INFOSANTE ROUMANIE

Avec ses filiales Infopharm UK et InfoSanté en Roumanie, le Groupe CEGEDIM propose des statistiques de vente de produits pharmaceutiques alternatives à celles de la concurrence.

Au Royaume-Uni, bénéficiant de la position de leader[6] de CEGEDIM sur le marché des logiciels pharmaciens, Infopharm UK est désormais en mesure de proposer aux industriels du médicament une gamme de statistiques de vente fondées sur les informations en provenance des pharmacies, qui vient judicieusement compléter l'offre des statistiques de vente liées aux données des grossistes répartiteurs. De nouvelles études, tant quantitatives que qualitatives, ont été définies et mises au point.

InfoSanté Roumanie est désormais leader[7] sur le marché des données de vente tant régionales que nationales et propose une gamme complète de produits et de services sur les marchés officinaux et hospitaliers.

I.1.5 Analyse de la prescription

ICOMED

Icomed mesure l'attachement préférentiel des médecins aux conduites thérapeutiques et aux produits qu'ils prescrivent, en leur adressant un à deux questionnaires nominatifs par an. Plus de 50 % des médecins français, répartis sur 19 spécialités, confient ainsi chaque année à Icomed leurs habitudes de prescription. Ces informations nominatives sont particulièrement prisées pour la définition des profils médecins ou produits. Elles servent également à réaliser des études de portée générale.

Icomed est présent en Belgique depuis 1999 avec Icomed Belgium et réalise sur demande des études européennes spécifiques par spécialité.

MEDIMED

La société allemande Medimed GmbH a pour activité la collecte électronique, à grande échelle, de données nominatives de prescription acquises individuellement auprès de chaque médecin partenaire. Sur la base de ces données, à la fois nominatives (médecin) et quantitatives, les laboratoires disposent d'un outil particulièrement performant permettant de :

- ⇨ définir les profils médecins et adapter les stratégies d'information
- ⇨ mesurer l'efficacité de leur promotion
- ⇨ réaliser des études d'intérêt général sur les marchés où ils sont présents ou souhaitent se développer.

Le médecin peut, quant à lui, suivre trimestriellement l'ensemble de ses prescriptions et adapter ses habitudes en fonction des contraintes budgétaires éventuellement décidées par les autorités de santé allemandes

I.2. Professionnels de santé

Aux côtés des professionnels de santé depuis de nombreuses années, CEGEDIM se positionne comme l'un des principaux[8] éditeurs européens de logiciels de gestion médicaux et para-médicaux. Le Groupe accompagne ainsi quotidiennement dans leur pratique professionnelle, les pharmaciens et les médecins, généralistes et spécialistes, qu'ils exercent de façon indépendante, ou qu'ils soient associés en cabinets ou en groupements, dans des centres de santé ou en réseaux de soins.

Les logiciels CEGEDIM répondent à la fois aux besoins des professionnels et aux dernières exigences techniques et réglementaires. Structurés, évolutifs et communicants, ils intègrent les grands principes du Dossier Médical Personnel et, plus généralement, de l'échange de dossiers patients dans plusieurs pays européens. Ils sont également un vecteur de transferts d'informations scientifiques, médicales et promotionnelles sur le lieu d'exercice et entre professionnels de santé.

A l'interface d'un nombre toujours croissant de professionnels en Europe, le Groupe CEGEDIM conforte ainsi sa connaissance élargie du marché de la santé, lui permettant de garantir l'excellence des informations et des services qu'il délivre.

I.2.1 Logiciels Pharmaciens et statistiques personnalisées

Le Groupe CEGEDIM occupe une place de leader européen sur le marché de l'informatique officinale, avec plus de 14 000 pharmacies clientes en France et au Royaume-Uni.

ALLIADIS – DATA CONSEIL

Spécialiste de l'informatique officinale, le groupe Alliadis est au côté des pharmaciens depuis le début de l'informatisation des officines, il y a plus de 20 ans. Il développe et commercialise des solutions logicielles globales et intégrées, incluant la fourniture d'équipements informatiques adéquats.

Alliadis se place à la pointe des dernières innovations technologiques, au plus près des exigences métier de ses clients avec des offres évolutives à forte valeur ajoutée.
En témoigne le fort taux de pénétration des systèmes d'affichage électronique des prix (Sin Etiq) et de communication audiovisuelle (Clip Santé et Baby Clip, nomade dans l'officine). Les nouveaux enjeux réglementaires tels que le Dossier Pharmaceutique, l'évolution de l'environnement SESAM-Vitale, les objectifs de substitution, la traçabilité et la codification des produits, sont autant de thèmes qui engagent les évolutions de l'outil informatique à court ou moyen terme.

Observateur averti des mutations de l'activité officinale, Alliadis a su s'adapter aux enjeux économiques, en proposant des solutions sur-mesure aux différents acteurs du marché :

- ⇨ Le pharmacien indépendant, mais néanmoins communicant au travers, par exemple, des offres PharmADSL.
- ⇨ Les pharmacies mutualistes, cœur de cible de l'offre Premium.
- ⇨ Les pharmacies organisées en SEL (Sociétés d'Exercice Libéral), avec deux offres PharmaGroup (Alliadis) et LogiSEL (Data Conseil) permettant un travail en réseau entre confrères.
- ⇨ Les groupements de pharmaciens auprès desquels, à ce jour, les solutions d'Alliadis sont les plus référencées. Certains partenariats permettent notamment aux adhérents de bénéficier d'outils informatiques exclusifs et adaptés aux spécificités de fonctionnement de leur groupement.
- ⇨ Les laboratoires pharmaceutiques, via l'offre PharmaLab. Avec 50 % des flux de médicaments gérés au travers de ses applications logicielles, le groupe Alliadis est en effet l'interlocuteur privilégié des principaux laboratoires pour la mise en œuvre de systèmes d'information et de communication destinés aux pharmaciens.

En France, 370 collaborateurs, 30 centres de compétences, 2 hot-lines déployés sur l'ensemble du territoire, assurent quotidiennement un service de proximité dont la qualité est unanimement reconnue par les clients.

ALLIADIS EUROPE

C'est en position de leader que le groupe Alliadis s'est implanté sur le marché britannique, avec ses filiales Cegedim Rx et Enigma, qui totalisent près de 50 % de parts de marché. Le secteur informatique officinal amorce dans ce pays un tournant stratégique. Les autorités de santé ont récemment étendu les attributions des pharmaciens à des actes jusqu'ici réservés aux médecins, et ont lancé le programme national de transmission électronique des prescriptions, visant à dématérialiser l'ordonnance du médecin vers le pharmacien.

Les investissements informatiques nécessaires donneront lieu à l'attribution de subventions publiques conséquentes aux pharmaciens. Les développements induits pour les logiciels de Cegedim Rx et Enigma sont déjà bien avancés et placent ces sociétés au cœur des enjeux de ce marché.

SANTESTAT

Le panel Santestat, constitué à partir des données collectées en pharmacie, propose, par l'intermédiaire du GERS, des résultats statistiques. La société fournit aux pharmaciens ainsi qu'aux groupements de pharmaciens, les outils nécessaires à l'optimisation de la gestion de leurs officines, au suivi de leur politique de prix ainsi qu'à la vision de leur marché d'achats. Parallèlement, ces statistiques permettent d'enrichir les études proposées par le GERS, en apportant aux laboratoires pharmaceutiques les données nécessaires au suivi des stocks en pharmacies ainsi qu'une meilleure connaissance des circuits de distribution des médicaments.

I.2.2 Logiciels Médecins et para-médicaux

Suite à l'acquisition de Stacks en Espagne et avec plus de 115 000 médecins ou personnels para-médicaux utilisateurs d'une de ses solutions logicielles, CEGEDIM se positionne comme le premier[9] éditeur de logiciels médicaux en Europe.

CEGEDIM LOGICIELS MEDICAUX / BKL CONSULTANT / RM INGENIERIE / AGDF CEGEDIM RS, EN FRANCE

L'année 2006 a permis de démontrer la pertinence des choix technologiques fondamentaux de Crossway Ville et de la structuration des données mise en œuvre.

CrossWay Ville est en mesure de répondre totalement à l'ensemble des exigences réglementaires, en particulier européenne. CrossWay et MédiClick! s'inscrivent parfaitement dans la logique du DMP (Dossier Médical Personnel) et des réseaux de soins tout en veillant à satisfaire au mieux les attentes des praticiens. Ils s'imposent

également grâce à la technologie du « DMP en un seul clic » comme les logiciels métier communiquant de référence.

A l'interface du plus grand nombre de professions médicales et para-médicales dans le secteur de la santé, le Groupe CEGEDIM a été retenu dans la phase expérimentale du Dossier Médical Personnel et a permis l'ouverture de plus de 6 000 dossiers patients dans des conditions de sécurité et de fiabilité reconnues par les autorités de référence.

CEGEDIM continuera d'accompagner la mise en place du DMP en 2007 à travers sa participation à l'appel d'offre d'hébergeur de référence et aux appels à projets émis par le GIP-DMP.

En outre, CEGEDIM occupe désormais une place de leader incontestée en nombre de praticiens réalisant la télétransmission de leurs Feuilles de Soins Electroniques, et se trouve à la pointe des solutions communicantes sécurisées entre professionnels.

IN PRACTICE SYSTEMS / HDMP / MILLENNIUM / STACKS, EN EUROPE (UK, BELGIQUE, ITALIE ET ESPAGNE) ET AU CHILI

Au Royaume-Uni, In Practice Systems conforte sa position de leader[10] pour le Primary Care avec son produit Vision. La réforme conduite par le « National Health Service » impose différents niveaux d'inter-opérabilité entre les professionnels de santé, sur lesquels In Practice Systems poursuit son avancée, afin d'adapter ses solutions informatiques pour les General Practitioners. Des synergies évidentes se développent avec les logiciels destinés aux pharmaciens, également partie prenante de la réforme britannique.

Après la Belgique en 2003,le Groupe CEGEDIM continue par ailleurs à étendre ses réseaux d'influence en Europe, notamment en 2006 avec une prise de participation significative dans la société Millennium, premier[11] éditeur de logiciels médecins en Italie (plus de 11 000 postes) et l'acquisition du groupe STACKS, leader[12] des logiciels médecins en Espagne avec plus de 30 000 utilisateurs, également présent au Chili.

I.2.3 Intranet et portail professionnel

SANTESURF

En France, avec Santesurf, le portail de santé sécurisé réservé au corps médical, les médecins, équipés ou non de systèmes CEGEDIM, ont la possibilité de transmettre les Feuilles de Soins Electroniques (FSE) aux Caisses Primaires d'Assurance Maladie.
Ils disposent également de services spécialisés (boîte de messagerie, boîte aux lettres laboratoires) et accèdent au réseau Internet.

Santesurf est le seul intranet français gratuit et sécurisé réservé aux acteurs du monde de la santé (médecins, pharmaciens).

- ⇨ 31 000 abonnés utilisent quotidiennement Santesurf.com et 9 000 transmettent des FSE, faisant ainsi de Santesurf le premier concentrateur privé français avec une part de marché proche de 17 %.

- ⇨ Santesurf, opérateur privé, est devenu la plate-forme d'échanges de référence pour les professionnels de santé et les visiteurs médicaux.

- ⇨ Santesurf concentre la majorité des flux d'information gérés par CEGEDIM.

I.2.4 Bases de données pharmaceutiques et professionnelles

BANQUE CLAUDE BERNARD – SOCIETE RESIP

RESIP (Recherches et Etudes en Systèmes Informatiques Professionnels) met à la disposition des professionnels de santé une base de données scientifiques d'aide à la prescription et à la délivrance de médicaments : la Banque Claude Bernard (BCB), seule base informatisée concurrente du Vidal.

La BCB est intégrée aux logiciels de gestion d'officine commercialisés par le réseau Alliadis (logiciel Alliance-Plus) et par le réseau Data Conseil (logiciel Premium), représentant plus de 8 500 officines adhérentes. La BCB est aussi présente dans les logiciels médecins : plus de 10 000 cabinets médicaux sont d'ores et déjà équipés. Elle sera progressivement présente sur tous les postes de médecins informatisés du Groupe CEGEDIM en France, et se trouve également diffusée par les autres éditeurs de logiciels médicaux.

Principal[13] acteur du marché Web, la BCB est intégrée au sein de sites et portails santé. La technologie employée permet à la BCB d'être présente à l'hôpital, en offrant une solution légère de consultation de la base dans l'intranet des établissements hospitaliers (déjà plus de 350 établissements clients).
Les API métier (Application Program Interface) permettent aussi de s'interfacer avec les logiciels de gestion hospitalière. Depuis 2006, une quinzaine d'hôpitaux utilisent la BCB intégrée dans leur logiciel de prescription ou de dispensation.

ROSENWALD

La société Rosenwald, spécialisée dans l'édition d'annuaires de professionnels de santé a rejoint le Groupe CEGEDIM en avril 2005.

Trois annuaires, l'annuaire des médecins (comprenant notamment la liste géographique des médecins libéraux et hospitaliers par spécialité), l'annuaire des pharmaciens (répertoriant les pharmaciens d'officines et hospitaliers) et l'annuaire de l'hospitalisation (apportant des informations utiles sur plus de 9 700 établissements publics et privés), sont commercialisés par Rosenwald et disponibles en version papier ou consultables en ligne sur le site Internet Rosenwald.com.

En 2006, avec l'acquisition de l'activité Mail Group, leader[14] en France des Bus Mailings médicaux et permettant à chaque annonceur de mutualiser les coûts de ses opérations de mailing, Rosenwald confirme son rôle en tant qu'outil de promotion à destination des professionnels de santé.

I.2.5 Informations scientifiques, médicales et promotionnelles

MEDEXACT

MedExact travaille en synergie avec l'ensemble des sociétés du Groupe CEGEDIM dont l'activité est la promotion hors visite médicale.

L'offre ScreenPub concerne les médecins équipés des logiciels Cegedim Logiciels Médicaux, interconnectés au serveur CEGEDIM. Elle permet l'échange d'informations et, notamment, le téléchargement et la diffusion de campagnes publicitaires directement sur les écrans de veille.
Depuis 2002, le département MedExact Promotion médicale met au cœur de son activité les relations avec les Sociétés Savantes et la création de communications médico-scientifiques. Elle s'appuie sur son large réseau d'experts et utilise les axes de communication électroniques (via son site Internet d'informations thérapeutiques medexact.fr et via l'e-mail) pour diffuser de l'information médicale sur le poste de travail de plus de 65 000 médecins généralistes et spécialistes.
MedExact propose également à l'industrie pharmaceutique de rédiger ses communications interactives pour annoncer ses lancements de produits, renforcer ses positionnements et promouvoir ses marques et son image.

Fort de son panel de 7 900 pharmacies informatisées par Alliadis, PharmExact propose à l'industrie pharmaceutique l'ensemble des études portant sur la délivrance de médicaments ou de l'OTC ainsi que des outils promotionnels de fidélisation et de communication d'information auprès des pharmaciens.
Avec son panel Net-enquête de 600 pharmacies représentatives, PharmExact réalise des études ad'hoc sur la prescription et la délivrance des médicaments. Ces enquêtes permettent d'obtenir des informations sur la prescription médicale, l'attitude de l'équipe officinale et éventuellement l'avis du patient.

RNP

RNP, Réseau National de Promotion, est la référence[15] française de la publicité sur le lieu de vente dans le circuit pharmaceutique et para-pharmaceutique.

Les Promoteurs-Merchandisers de RNP garantissent aux laboratoires, toutes les 3 semaines, un contact privilégié auprès de 20 000 pharmaciens d'officine.

Leurs missions :
- ⇨ Aménager les vitrines : du standard à l'événementiel.
- ⇨ Animer l'espace-vente (linéaire, comptoir, tête de gondole…).
- ⇨ Réaliser des enquêtes.

Ils sont équipés de PDA qui permettent de remonter leur activité, accompagnée de photos numériques, en temps réel. Les laboratoires pharmaceutiques suivent leurs campagnes en direct sur Internet.

I.3. Assurances et flux de santé

Tirant le meilleur parti de ses compétences en édition de logiciels professionnels et en traitement d'informations complexes, le Groupe CEGEDIM rassemble dans le secteur Assurances et flux de santé, une gamme élargie de services impliquant les principaux acteurs de l'assurance maladie. Ces derniers se trouvent placés à l'interface de l'ensemble des professionnels du secteur de la santé, grâce au dispositif d'opérateur de flux du Groupe, dans un environnement où la dématérialisation est de mise.

I.3.1 Informatisation des assureurs et des mutuelles de santé

SOLTIM-PROVAL

Soltim-Proval, 430 collaborateurs, est le pôle Progiciels et Services dédié à l'assurance de personnes du Groupe CEGEDIM. Avec 30 millions d'assurés gérés en France, Soltim-Proval est le leader[16] incontesté sur le marché de l'assurance de personnes, complémentaires santé, régimes obligatoires, prévoyance, vie et retraite. L'activité flux, qui traite 200 millions de flux et gère 5 millions de cartes Vitale, est opérationnelle sur les grandes évolutions en cours : DRE, Vitale 2, carte DUO. L'offre de Soltim-Proval s'adresse ainsi à tous les opérateurs du marché : compagnies d'assurance, mutuelles, institutions de prévoyance, intermédiaires.

Soltim-Proval propose à ses clients, avec une approche intégrée ou modulaire, des offres « Progiciel et Services » dans les domaines du back-office, du front office et du décisionnel, in situ ou en mode ASP, pour les différents métiers de l'assurance de personnes, avec pour objectif de délivrer une forte valeur ajoutée au moindre coût grâce une stratégie de mutualisation qui a fait ses preuves.

L'année 2006 marque le démarrage opérationnel de plusieurs grands comptes gérant chacun plus d'1 million de bénéficiaires et la signature d'affaires stratégiques. Ainsi, la **MG** (Mutuelle Générale) a terminé le déploiement d'Aneto avec la mise en production pour le personnel statutaire, tandis que la **MNH** (Mutuelle Nationale des Hospitaliers) a démarré la prévoyance avant de mettre en chantier la complémentaire santé courant 2007. Le progiciel ANETO a été retenu chez **COVEA** pour démarrer les prestations santé de **MAAF Assurances** dès juillet 2007 et par **Harmonie Mutuelles**, groupement mutualiste gérant déjà plus de 2,3 millions de personnes protégées.

Un benchmark en grandeur réelle a permis de valider le fonctionnement d'Aneto sur une population de 6 millions d'assurés dans une base unique avec des ratios de traitement en temps réel et batch particulièrement

satisfaisants. Réalisé sur le site et sous le contrôle d'IBM, ce benchmark garantit aux clients une capacité à répondre à des situations de forte volumétrie, Soltim-Proval ayant démontré sa maîtrise dans la gestion de la parallélisation des traitements qui tire le meilleur profit des matériels actuels et futurs.

Au plan international, Soltim-Proval conforte également en 2006, ses activités au Maroc avec la signature de la CNOPS, organisme gérant l'assurance maladie de 3,5 millions de fonctionnaires, et de l'ANAM, Agence Nationale de l'Assurance Maladie, pour la mise en œuvre du système d'information décisionnel global de l'assurance maladie obligatoire du Maroc.

I.3.2 Flux de santé

CETIP TIERS-PAYANT

Le CETIP est leader[17] dans la gestion du tiers-payant santé en tant qu'opérateur historique de l'Association Santé-Pharma depuis 1991. La plateforme de réception et de gestion des flux du CETIP a traité en 2006 près de **75 millions de factures de tiers-payant Santé**, dont 99 % en télétransmission.

Le CETIP prend en charge pour ses clients l'ensemble des évolutions réglementaires et techniques relatives au tiers-payant (norme SESAM Vitale 1.40, Classification Commune des Actes Médicaux (CCAM), Demandes de Remboursement Electroniques (DRE), gestion du parcours de soins, etc). Le système d'information du CETIP est réalisé en coopération avec SOLTIM-Proval, filiale du Groupe CEGEDIM.

Plus de 200 organismes d'Assurance Maladie Complémentaire (AMC), près de 40 000 Professionnels de Santé (PS) et **10 millions de bénéficiaires** à travers Santé-Pharma font confiance au CETIP depuis plus de 15 ans.

A ce jour, le **tiers-payant est généralisé** à l'ensemble des professions de santé : laboratoires de biologie médicale, radiologues, kinésithérapeutes, auxiliaires de santé, centres de santé, hôpitaux.

Le CETIP opère en partenariat avec la Fédération Française des Sociétés d'Assurance et avec APRIARSA pour la maîtrise d'ouvrage déléguée.

ISANTE

Réforme de la Sécurité Sociale, individualisation des garanties, amélioration des services aux assurés, enjeu des relations avec les professionnels de santé : le secteur des assurances santé est en constante mutation.
Pour accompagner dans leurs évolutions les organismes d'assurance maladie complémentaire, et notamment les mutuelles clientes des solutions informatiques du Groupe CEGEDIM, iSanté, sa nouvelle filiale, a vocation à développer, en s'appuyant sur les solutions et les savoir-faire internes, de nouveaux services liés au front office, comme la gestion du hors nomenclature, l'articulation avec les plateformes santé, la médicalisation des prestations, les prises en charge et le tiers-payant en temps réel…

I.3.3 Echange de données informatisé

CEGEDIM-EDI

Département dédié aux échanges électroniques de documents (EDI), Cegedim-EDI propose la dématérialisation de l'ensemble des documents de la chaîne d'approvisionnement des entreprises (commande, suivis de la commande, facture,…).

Cette activité a démarré en 1991 avec le GIE Edipharm, par la création d'un système EDI entre grossistes-répartiteurs et laboratoires pharmaceutiques, puis s'est rapidement étendue :

- ⇨ aux laboratoires d'analyses médicales et au secteur de la santé animale,
- ⇨ aux secteurs de l'industrie, de la grande distribution et des services publics.

Première entreprise française à avoir obtenu en 1992 l'agrément de la DGI pour la dématérialisation fiscale des factures, Cegedim-EDI s'est imposé au fil des ans comme le leader[18] français de ce marché.

Avec Global Invoice Services (GIS), Cegedim-EDI offre la plateforme de dématérialisation en mode ASP la plus complète du marché.
GIS permet la connexion et les échanges de messages entre partenaires équipés de systèmes hétérogènes et intègre une gamme complète de services à valeur ajoutée :

- dématérialisation fiscale,
- archivage chez le client ou délégué garantissant la valeur probante du document,
- interface Web de contrôle,
- signature électronique, offre agréée et certifiée EAL3+ par la Direction Centrale de la Sécurité des Systèmes d'Information (DCSSI),
- lecture Automatique de Document,
- éditique industrielle : Global Invoice Services re-matérialise également les documents électroniques avec mise sous pli via sa filiale éditique SDI.

En 2006, Cegedim-EDI a traité pour l'ensemble de ses partenaires près de 170 millions de factures électroniques, représentant un volume financier de près de 50 milliards d'euros.

En 2007, Cegedim-EDI répond aux obligations de traçabilité des médicaments (numéro de lot, date de péremption) en déployant le message avis d'expédition entre les différents acteurs de la chaîne de distribution des produits pharmaceutiques (système Edipharm).

HOSPIT@LIS

Hospit@lis propose un portail optimisant la gestion globale des approvisionnements de médicaments, de dispositifs médicaux et de réactifs de laboratoires entre les établissements de soins et leurs fournisseurs ainsi que des bases produits de dispositifs médicaux.

Le périmètre de l'offre Hospit@lis couvre tous les échanges, de la passation des marchés publics à la facture, en passant par les commandes et leurs informations logistiques associées. De plus, Hospit@lis, à travers son portail Web, met à la disposition des praticiens de santé hospitaliers une base de données exhaustive de médicaments (BCB – Banque Claude Bernard).

Le module «Hospi-m@rchés» permet à tout organisme public de dématérialiser ses appels d'offres, de recevoir et de traiter les réponses des fournisseurs de manière sécurisée et conformément à l'article 56 du code des marchés publics. Hospit@lis améliore la traçabilité des échanges en centralisant sur son portail Web l'ensemble des informations relatives aux passations de commandes et à leur suivi pour le compte des fournisseurs.

L'intégration de 80 nouveaux adhérents au cours de l'année 2006 a permis de renforcer la présence d'Hospit@lis essentiellement auprès des établissements de santé publics et d'augmenter la volumétrie de flux transmise par le portail à destination des industriels. Hospit@lis est maintenant présent dans plus de 400 établissements de soins majeurs dont 17 centres hospitaliers universitaires et a transmis plus de 560 000 commandes en 2006.

ASPONE.FR

ASPOne.fr est le portail déclaratif historique en France, il est destiné aux entreprises, aux experts comptables, aux OGA (Organismes de Gestion Agréés) et aux AGC (Associations de Gestion et de Comptabilité). Guichet unique de télé-déclarations, cette solution entièrement sécurisée permet de télétransmettre et d'effectuer les télé-règlements de déclarations fiscales (liasse fiscale et TVA) et sociales (DUCS, DADS-U et DUE). Les déclarants bénéficient alors d'un suivi unifié, d'une seule interface et d'un interlocuteur unique pour l'ensemble de ses déclarations.

Le portail prend en charge, pour ses abonnés, l'ensemble des évolutions techniques et réglementaires et s'enrichit constamment de nouveaux services pour répondre toujours mieux aux besoins des déclarants (comme la de saisie de la TVA en ligne WEB-TVA).

Les services d'ASPOne.fr sont commercialisés, en direct sous forme d'abonnement annuel, ou via des partenaires en marque blanche, comme le portail TéléTransEDI du Crédit Lyonnais
Aujourd'hui, plus de 55 000 entreprises et 750 cabinets d'Expertise Comptable font confiance à ASPOne.fr. Cette activité témoigne de la position de CEGEDIM comme acteur de référence dans les échanges dématérialisés.

DECLARATIS

Declaratis est la filiale du Groupe CEGEDIM chargée du partenariat avec le groupe Sage pour la gestion des flux télé-déclaratifs et le développement des échanges dématérialisés des clients de l'éditeur (500 000 comptes).

Dans le cadre de ce partenariat, le service de télé-déclarations fiscales et sociales Sage DirectDeclaration (TVA, liasses fiscales…) utilise la plate-forme d'échanges dématérialisés opérée par le Groupe CEGEDIM.

I.3.4 Transmission électronique des feuilles de soins

QUALITRANS-TELEPHARMA

Qualitrans-Télépharma est un Organisme Concentrateur Technique (OCT).
Il remplit le rôle d'intermédiaire entre les professionnels de santé et les assureurs maladie obligatoires (AMO) et complémentaires (AMC). Son rôle consiste à centraliser les demandes de remboursement des Pharmaciens et à les ventiler vers les organismes payeurs concernés.

Qualitrans-Télépharma est connecté à la totalité des organismes AMO et AMC et gère l'ensemble des normes et protocoles d'échange du secteur de la santé.

Créé en 1995, Qualitrans-Télépharma a géré plus de 70 millions de Feuilles de Soins Electroniques en 2006, pour plus de 3 000 pharmaciens. A ce titre, Qualitrans-Télépharma est le deuxième[19] OCT français.

En 2006, Qualitrans-Télépharma a procédé à une refonte complète de sa plate-forme de traitement des flux. Plus modulable, à la pointe des nouvelles technologies, le nouveau système d'information de Qualitrans-Télépharma est entièrement compatible avec les nouvelles normes SESAM-Vitale 1.40. Avec ce nouveau système, Qualitrans-Télépharma permet d'intégrer avec une grande réactivité les évolutions législatives et réglementaires.

Depuis 2006, Qualitrans-Télépharma propose également de nouveaux services à valeur ajoutée, comme le suivi sur son portail Web des demandes de remboursement et des paiements.

II. TECHNOLOGIES ET SERVICES

Les métiers de gestion de bases de données et de conception de services à valeur ajoutée permettent au Groupe CEGEDIM d'accompagner ses partenaires dans leur démarche de maîtrise de la connaissance et de valorisation du capital client.

La poursuite de ces objectifs a conduit le Groupe à développer des compétences de niche en matière de Technologies et de Services. L'élargissement de la clientèle, hors du marché de la santé, témoigne du dynamisme propre de ces activités.

II.1. Technologies

Spécialiste des systèmes de gestion informatisés, le Groupe CEGEDIM a enrichi son offre dans différents domaines :

- ⇨ Capture, gestion et circulation de l'information
- ⇨ Prestations de services externalisés
- ⇨ Gestion externalisée des ressources humaines
- ⇨ Services Internet et hébergement
- ⇨ Location financière.

II.1.1 Dématérialisation, gestion et circulation de l'information

DOCUBASE SYSTEMS

Depuis 1989, Docubase Systems est éditeur et intégrateur de ses propres solutions dans le domaine de la GEIDE (Gestion Electronique de l'Information et des Documents pour l'Entreprise). L'offre Docubase Information Suite™ couvre l'ensemble des besoins de dématérialisation des flux entrants, de gestion et de conservation sécurisée des données, documents et dossiers numériques. Elle s'étend de la capture de l'information par numérisation, l'identification et la lecture Automatique des Documents (RAD / LAD), à l'importation des documents bureautiques, des e-mails et des documents provenant de l'éditique jusqu'à l'archivage sécurisé.
Une gestion optimisée des plans de classement, une circulation électronique des documents historisée, contrôlée, une consultation sécurisée s'appuyant sur les annuaires d'entreprise font des solutions Docubase, les solutions des entreprises de demain.

L'offre est constituée de composants progiciels et de boîtes à outils. Cette modularité permet de répondre aux besoins aussi bien standards que spécifiques à un environnement professionnel. L'ensemble de ces modules permet de construire une solution complète du traitement de l'information.

Outre son activité d'éditeur, Docubase Systems propose depuis fin 2004 une offre de services de dématérialisation de documents (numérisation de masse, saisie, vidéocodage) sur site client ou sur les sites de production Docubase (reprise de fonds documentaires ou archives).

Docubase est implanté depuis 1997 aux Etats-Unis afin de développer son réseau de partenaires et distributeurs et d'assurer une veille technologique active. Son réseau de 50 partenaires en France et à l'étranger lui permet d'être au plus près de ses clients et de couvrir de nombreux marchés verticaux.

II.1.2 Prestations de services externalisés

PCO CEGEDIM
Prestation Conseil Outsourcing

PCO Cegedim apporte aux entreprises les services d'infogérance et les solutions technologiques qui permettent de sécuriser, d'administrer et de superviser les différents composants des systèmes distribués, d'une manière simplifiée, intégrée et centralisée.

Son domaine de compétence recouvre la valorisation du système d'information des grands groupes, collectivités locales, administrations, établissements d'enseignement et/ou de recherche.

L'offre de PCO Cegedim s'articule autour de 3 axes opérationnels :

- ⇨ L'infogérance du système d'information s'appuyant sur les bonnes pratiques ITIL (Vente, location, gestion de parc, informatisation des écoles)
- ⇨ L'intégration de solutions d'administration et de sécurité pour le système et le réseau (Gestion des vulnérabilités, SSO, authentification forte, FW/VPN, anti-virus, anti-spam, publication d'applications, supervision des systèmes, réseaux et messageries)
- ⇨ Les services managés (SOC, NOC et stockage des médias de sauvegarde).

PCO Cegedim, en liaison avec ses partenaires éditeurs et constructeurs, propose des solutions adaptées aux nouvelles attentes du marché.

II.1.3 Gestion externalisée de la paie et des ressources humaines

CEGEDIM SRH

Avec plus de 2 millions de bulletins de paie émis chaque année, Cegedim SRH s'est imposé en l'espace de 10 ans comme le numéro 2 français[20] du marché de l'externalisation de la paie et des ressources humaines.
Au sein du Groupe CEGEDIM, ce sont plus de 150 personnes qui œuvrent chaque jour sur le marché des solutions RH.

Dans un contexte légal particulièrement changeant et complexe, la vocation de Cegedim SRH est d'accompagner les entreprises dans la gestion quotidienne de la paie, le pilotage et la valorisation du capital humain.
Grâce à son système d'information complet et modulaire, son offre de services s'appuie à la fois sur :

⇨ **Une expertise métier et de conseil**
Fort de plus de 10 années d'expérience dans l'optimisation des processus de gestion des ressources humaines, les équipes de Cegedim SRH accompagnent les clients dans la conduite de leurs projets (assistance à maîtrise d'ouvrage, à l'exploitation, à l'optimisation des processus RH…) et les conseillent au quotidien pour assurer l'efficience de leur SIRH.

⇨ **Un panel de services**
Orchestré autour de grands domaines fonctionnels (paie / GTA / administration du personnel, Intranet RH, pilotage social, GRH et GED), ce panel de services couvre également l'hébergement des moyens informatiques, la maintenance du système, la sauvegarde des données, la veille légale et conventionnelle, la formation et l'accompagnement au changement.

⇨ **Une plate-forme technologique : « TEAMS [RH] »**
Fruit de l'innovation, **TEAMS[RH]** est la première solution SIRH globale et modulaire du marché développée avec une technologie Java à 100 %. Avec une architecture modulaire et une approche orientée processus, **TEAMS[RH]** permet de délivrer un service sur mesure. Souples, disponibles et innovants, ces services répondent à tous les besoins d'externalisation. Qu'ils soient liés à des enjeux organisationnels, stratégiques ou conjoncturels, **TEAMS[RH]** s'adapte et accompagne les entreprises quel que soit leur contexte, leur taille et leur secteur d'activité.

II.1.4 Services Internet et hébergement

MIDIWAY

Filiale de Soltim, Midiway est une webagency qui réalise des sites internet, extranet et intranet et y intègre les services (webservices) fournis par Soltim ou tout autre prestataire.

Midiway s'est spécialisé dans deux secteurs d'activités sectoriels auxquels elle apporte à la fois une compétence fonctionnelle et un savoir-faire technique :

- **Dans le domaine de l'assurance de personnes**, Midiway complète les offres progiciels de SOLTIM par des prestations de services pour accompagner les clients dans leur positionnement sur Internet en faisant un lien opérationnel entre les solutions techniques et la communication (gestion de contenu, personnalisation de la relation avec les assurés, vente en ligne, intégration de webservices…)
- **Dans le domaine du tourisme** : Midiway propose Resanetpro, une solution complète de présentation d'offres touristiques en réseau et de réservation en ligne avec paiement électronique sécurisé. Cette solution équipe des structures publiques de Tourisme aux différents niveaux (Régional, Départemental et Offices de Tourismes) avec une plate-forme collaborative largement paramétrable et ouverte vers les différents producteurs de biens et de services.

CEGEDIM HEBERGEMENT : UN DATACENTER A L'ETAT DE L'ART

CEGEDIM met à disposition de ses clients des infrastructures réseau et techniques éprouvées :

- accès Internet redondant et ultra-rapide (2 liens de 2 Gb/s, 3 opérateurs Internet distincts),
- 3 salles mortes dans 2 bâtiments distincts, supervisées 24h/24, 7j/7
- protection thermique, hygrométrique, climatique, électrique (onduleurs redondants)
- systèmes anti-effraction (contrôles biométriques),
- infrastructures de stockage SAN, de haute disponibilité,
- grands systèmes IBM et outils d'exploitation redondants,
- 600 serveurs en environnement "open".

II.1.5 Location financière

CEGELEASE

Cegelease, avec ses marques Cofidata, Pharmalease et Médilease est une société de location financière qui propose des offres de financement aux officines pharmaceutiques et aux médecins.

II.2. Services

Le Groupe CEGEDIM a valorisé son savoir-faire en matière de bases de données, en développant des fichiers professionnels utilisés dans le domaine de la communication Business to Business. Afin de satisfaire au souhait de ses clients de disposer d'un prestataire unique pour la réalisation de leurs opérations de promotion, CEGEDIM a progressivement intégré l'ensemble de la chaîne du marketing direct.

II.2.1 Bases de données Entreprises, CRM et services associés

CEGEDIM COMMUNICATION DIRECTE (CCD)

Cegedim Communication Directe a pour vocation de concevoir, gérer et commercialiser différentes bases de données marketing et commerciales, qui en font le premier[21] producteur français d'adresses professionnelles. CCD fournit, à toute entreprise qui communique vers le monde professionnel, des données qui, depuis leur collecte jusqu'à leur fourniture, ont fait l'objet de travaux de mises à jour et d'enrichissements à partir de sources multiples.

Fourniture de données

- Bases de données Entreprises et Dirigeants : 325 000 sociétés, classées par chiffre d'affaires, avec téléphone et fax. Plus de 563 000 fonctions opérationnelles qualifiées .
- Bases de données Principal Dirigeant : 2 813 813 sièges sociaux renseignés du premier dirigeant (PDG, DG, gérant…) ou d'un dirigeant d'entreprise unipersonnelle avec téléphone et fax.
- Base Sirène source INSEE (rediffuseur officiel depuis 1981) : 4 675 081 établissements (répertoire exhaustif des entreprises).
- Bases de données professionnelles : professions libérales, administrations, élus, hôtels-restaurants, clubs du 3ème âge.
- Bases de données Santé France.

Traitements informatiques (personne morale et personne physique)

- Normalisation, restructuration, clearing.
- Déduplication, rapprochement, consolidation de données.

Travaux sur les bases «Entreprises»

- Audit de bases de données.
- Sirénage.
- Nettoyage et enrichissement des données.
- Maintenance de «données clients» à partir de mises à jour propres à CCD.
- Analyse des données, profil clients.
- Segmentation B to B, Score CEGEDIM d'Affinité : modélisation d'informations financières pour développer une méthode de segmentation optimale de la prospection B to B.

Pour proposer l'ensemble de ces prestations, CCD s'appuie sur des programmes et outils dont certains sont uniques en France, comme la base de données «SOURCE» (historisation de l'ensemble des changements des numéros de SIRET depuis 1993).

Gestion d'abonnement

SIGA : Progiciel répondant à toutes les exigences dans le domaine de la gestion des abonnements et de la connaissance client (presse et vente à distance).

Prestation globale et intégrée dans le marketing direct

CCD propose à ses clients l'ensemble des étapes de la chaîne «marketing direct», via ses filiales spécialisées (étude, impression, routage, mise sous pli).

CEGEDIM MARKETING PROCESS (CMP)

Cegedim Marketing Process est un bureau d'études spécialisé dans la conception d'applications éditiques complexes et récurrentes (campagnes de documents de gestion et transactionnels ou de marketing direct haut volume).

CMP assure le back office intégral de la relation client, du document papier au document électronique, l'ingénierie complète des opérations de marketing direct et la logistique des documents de gestion pour les grands opérateurs du service et les acteurs de la finance.

Son savoir-faire high-tech est issu de son expertise du document : aide à la conception, impression numérique, organisation du document électronique et gestion des nouveaux médias de communication.

II.2.2 Editique / Mise sous pli / Logistique / Routage

SDI

Véritable centre de production de documents certifié ISO 9001 V2000, intégré et automatisé, SDI propose l'ensemble des prestations de l'éditique traditionnelle associées aux nouvelles technologies en matière d'archivage, d'hébergement, de suivi et de contrôle de production.

Le site de SDI, d'une superficie actuelle de 15 000 m^2, comprenant des possibilités d'extension, met à la disposition de ses clients un parc complet d'imprimantes laser continu et page à page, noir ou couleur, et de mise sous plis avec lecture optique OMR – BCR – OCR.
L'architecture ainsi déployée permet à cette entité de développer des prestations d'infogérance éditique, de gestion et de marketing direct dans un environnement industriel. SDI prend en charge tout ou partie des éditions et de la mise sous pli des grands émetteurs de documents, qui souhaitent externaliser leurs productions de gestion (factures, relevés de comptes, paies) ou de communication marketing (mailings, courriers…).

En étroite collaboration avec la Business Unit « Opérateurs de Flux » du Groupe CEGEDIM, SDI complète ses prestations éditiques par une offre d'archivage, de consultation électronique et de dématérialisation des différents flux courriers ou factures pour l'ensemble de ses clients partenaires.

MEDIPOST

MEDIPOST a intégré, sur les 8 500 m^2 de son site, une logique industrielle complète pour le traitement du courrier, tournée plus particulièrement vers le marketing direct. La vocation de MEDIPOST est d'assurer à ses clients les prestations informatiques sur leurs fichiers pour répondre aux tarifications spécifiques de LA POSTE et des travaux de personnalisation (continu ou page à page). MEDIPOST intègre aussi les opérations de façonnage off ou on-line, le conditionnement sous pli ou sous film et le routage postal de leurs opérations de communications écrites de marketing direct et de gestion.

Dotée d'outils de dernière génération, la société MEDIPOST met en œuvre des opérations complexes assurant à ses partenaires le meilleur succès de leurs campagnes.

II.2.3 Imprimerie

PHARMAPOST

Pharmapost, société certifiée ISO 9001, est une imprimerie industrielle plus particulièrement spécialisée dans l'impression et le façonnage de papiers fins. En 2006 elle a produit 380 millions de notices pharmaceutiques à plat, pliées, en bobines simples et doubles, se situant ainsi au rang des premiers fabricants français.

II.2.4 Gestion des échantillons médicaux

TRACERE
3S
PHARMASTOCK

Les laboratoires pharmaceutiques recherchent les systèmes les plus conformes aux obligations de traçabilité et de distribution des échantillons. Le Groupe CEGEDIM réunit des savoir-faire en terme de gestion de fichiers professionnels de santé et met à la disposition de ses clients deux offres :

- ⇨ L'offre Tracere, destinée à répondre aux besoins de la visite médicale ou aux besoins spécifiques des médecins, en terme d'échantillons,
- ⇨ L'offre 3S destinée à répondre aux demandes d'échantillons des professionnels de santé.

Ces offres s'appuient sur la société Pharmastock, établissement pharmaceutique dépositaire spécialisée dans la gestion et les expéditions des échantillons à destination des médecins ainsi que pour la documentation des visiteurs médicaux.

6.1.2 Produits ou services lancés sur le marché durant l'exercice 2006

Le Groupe CEGEDIM a mis en place une politique d'innovation permanente afin de mieux servir ses clients en apportant constamment de nouvelles fonctionnalités aux offres existantes. Les principales nouveautés relatives à chaque produit ou service ont été mentionnées dans l'exposé des métiers au chapitre 6.1.1. auquel il convient donc de se reporter.

En 2006, on peut notamment souligner les évolutions suivantes :

- en matière de CRM : nouveautés OneKey ciblées, pour une valeur ajoutée accrue (hôpital en France, groupements au UK, calculs de potentiel...), succès de l'offre multi-pays OneKey Connect (fichier médecins), lancement d'une offre SFA régionalisée et cohérente (Teams / Target Amérique Latine, Trends Middle East).

- en matière de bases de données stratégiques : création de la business unit CSD « Cegedim Strategic Data » et définition d'un portefeuille d'offres cohérent et étendu : CSD Patient Data, CSD Promotion Data, CSD Communication Follow-up, et CSD Primary Market Research. Cette nouvelle gamme fait également l'objet d'une modernisation des process de production, pour bénéficier de manière homogène aux clients mondiaux du Groupe dans 55 pays.

- concernant les professionnels de santé : extension en Europe des offres « logiciels médecins » avec une prise de participation significative dans la société MILLENNIUM en Italie et l'acquisition du leader espagnol STACKS, également présent au Chili. En France, le Groupe se dote d'une offre logicielle destinée au personnel para-médical (notamment kinésithérapeutes et infirmiers), avec l'acquisition du spécialiste RM Ingénierie ; retenu dans le cadre de l'expérimentation du Dossier Médical Personnel, CEGEDIM a contribué à l'ouverture et à la gestion de 6 000 dossiers patients en Aquitaine Nord et Alsace.

- s'agissant des activités « Assurances et flux de santé » : après le démarrage réussi du régime d'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) pour les travailleurs salariés du secteur privé du Maroc, SOLTIM-PROVAL a pris en charge en 2006 la refonte globale du système d'information de la CNOPS, organisme gestionnaire de l'assurance maladie des fonctionnaires marocains.

- dans les Technologies et services : poursuite de la forte progression des solutions de location financière pour les pharmaciens français, applicables à l'environnement général de la pharmacie et lancement de la marque Medilease, propre aux médecins.

6.2 Principaux marchés

6.2.1 Présentation des principaux marchés sur lesquels intervient le Groupe CEGEDIM

Chiffre d'affaires	2006			2005		
(En milliers d'euros)	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
CRM et données stratégiques	110 312	134 300	244 612	109 576	119 310	228 886
Professionnels de santé	74 119	51 521	125 640	60 314	47 113	107 427
Assurances et flux de santé	73 559	3 706	77 265	73 829	1 139	74 968
Technologies et services	90 689	3 003	93 692	86 850	3 208	90 058
TOTAL	**348 679**	**192 530**	**541 209**	**330 569**	**170 770**	**501 338**

6.2.1.1 CRM et données stratégiques

Chiffres clés

45 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe CEGEDIM.
Présence géographique : 75 pays, sur les 5 continents.
Principaux clients : départements marketing et vente des laboratoires pharmaceutiques.

Concurrence

Les offres de services de CEGEDIM sont uniques pour l'industrie pharmaceutique et très différenciées des offres concurrentes. CEGEDIM est en effet la seule société combinant à la fois des outils de CRM et des bases de données stratégiques, fortement imbriqués.

A part aux Etats-Unis où CEGEDIM ne dispose pas encore de son propre fichier médecins, CEGEDIM fournit systématiquement aux clients de ses offres CRM, la liste des médecins cibles vers lesquels ils dirigent leurs actions marketing-vente. Les fichiers médecins constituent en effet la donnée essentielle aux laboratoires pharmaceutiques pour orienter leurs forces de vente sur le terrain. CEGEDIM est propriétaire de ses bases de données médecins OneKey, et les met à jour quotidiennement.
La plupart des concurrents de CEGEDIM ne disposent pas de fichiers médecins, ou seulement sur une échelle géographique réduite (Dendrite en Europe).

Outre les fichiers médecins OneKey, CEGEDIM conçoit une gamme complète de bases de données stratégiques permettant aux laboratoires pharmaceutiques de mieux comprendre où sont vendus les médicaments, par qui ils sont prescrits, pourquoi et dans quelle mesure leurs actions marketing sont efficaces. L'objectif est de mettre à leur disposition les informations nécessaires à la définition de leurs stratégies marketing et vente.
Les concurrents de CEGEDIM en matière d'offres CRM n'exercent pas cette compétence, ou de façon ponctuelle et essentiellement sur leur marché domestique (Dendrite). En outre, le premier concurrent sur ce métier (IMS) n'exerce aucune activité de CRM.
De façon plus détaillée, les concurrents de CEGEDIM sur ces deux axes de métier sont les suivants.

CRM

- Dendrite Inc. (USA) : Dendrite est fortement implanté sur son marché domestique (USA) et au Japon, mais occupe des positions plus limitées en Europe, où CEGEDIM reste leader en nombre de postes installés.
- Oracle (Siebel), Microsoft et SAP : Ces sociétés sont des généralistes du logiciel, qui, à l'inverse de CEGEDIM, ne s'adressent pas seulement au secteur de la santé. Elles axent leurs prestations sur la fourniture de logiciels, au contraire de CEGEDIM qui fournit ses solutions en mode externalisé, en leur associant une gamme complète de services (hébergement, maintenance, hot-line, gestion du parc, formations, etc.). Oracle a finalisé le rachat de Siebel à la fin du mois de mai 2006, devenant ainsi leader mondial du CRM généraliste, avec 5 millions d'utilisateurs finaux en production.
- Update est un éditeur autrichien spécialisé dans le CRM qui dispose d'une solution dédiée santé : update.healthcare et cible principalement le marché européen.

- ⇨ Il existe en outre de nombreux concurrents locaux dans les différents pays. Aux USA le marché reste ouvert, notamment pour les laboratoires américains de biotechnologie. CEGEDIM a racheté en 2005, la société Target Software, valeur montante du CRM sur ce segment.

A propos de Dendrite, cf. également le chapitre 5.2.3. du présent Document de Référence.

Données stratégiques

- ⇨ IMS, est le numéro 1 mondial du marché, par le chiffre d'affaires. La France avec le GERS et CEGEDIM, est l'un des rares pays où la part de marché de IMS est négligeable.
- ⇨ NDC Health (National Data Corp.) a quitté l'Europe en 2004 et ses activités américaines ont été scindées et rachetées en 2005 par Per-Sé Technologies (McKesson) et Wolters Kluwer.
- ⇨ Les généralistes Taylor Nelson Sofres plc et GFK proposent également des études ad'hoc dans le domaine médical.
- ⇨ Synovate Healthcare (très présent en Amérique du Sud et en Asie) et Verispan sont des concurrents plus récents.
- ⇨ On dénombre toujours de nombreux concurrents locaux sur ce marché.

Principales tendances du marché

L'industrie pharmaceutique au niveau mondial demeure une industrie prospère qui malgré la pression concurrentielle, le développement du marché des génériques, les tentatives de régulation étatique, maintient des taux de croissance et de profitabilité parmi les meilleurs du monde. Ce marché affiche une croissance moyenne de 7 à 10 % par an ces vingt dernières années.

Selon une étude publiée dans Les Echos, le marché mondial du médicament en 2006 a atteint 643 milliards de dollars (contre moins de 200 milliards de dollars en 1990), ce qui représente une croissance de 7 % par rapport à 2005. Le marché Nord-Américain (États-Unis et Canada) reste le marché le plus important avec 45 % des ventes de médicaments de la planète et une croissance de 8 % en 2006. La croissance mondiale est également tirée par les pays émergents, les ventes ayant progressé de près de 13 % en Amérique Latine et de 10 % dans la zone Afrique-Asie Australie.
En Europe, cinq pays représentent plus de 70 % des ventes. Parmi ceux-là, l'Allemagne et la France sont les deux pays où la consommation de médicaments est la plus importante.

CEGEDIM fournit principalement des solutions destinées aux départements vente et marketing des laboratoires pharmaceutiques, aussi est-il essentiel de comprendre l'organisation des dépenses liées à la promotion des ventes. Le niveau des dépenses de promotion représente environ 12,7 % du chiffre d'affaires réalisé par l'industrie pharmaceutique mondiale. Selon les études publiées par Cegedim Strategic Data (CSD), Groupe CEGEDIM, et qui tiennent lieu de référence dans le milieu de l'industrie pharmaceutique, les montants consacrés à la promotion en 2006 dans le monde sont proches de 81,5 milliards de dollars repartis en 66 % liés à la visite médicale, 10 % pour les échantillons distribués, 9 % de dépenses dites DTC (Direct To Consumer) et enfin près de 15 % en promotion de type relations publiques, voix de presse, Internet.

Tendances de l'industrie pharmaceutique mondiale

L'industrie pharmaceutique continue de se concentrer par "méga-fusions". Certains experts estiment que cette vague de consolidation n'est pas terminée et il est probable qu'il ne reste qu'une dizaine de géants de la pharmacie d'ici dix à quinze ans. Pour ne citer que cette opération, Sanofi Aventis reste le premier groupe européen et l'un des leaders mondiaux avec près de 100 000 collaborateurs dans le monde et plus de 28 milliards d'euros de chiffre d'affaires.
Les fonctions ventes et marketing sont, avec la qualité de la R&D, les principaux critères différenciants pour l'industrie pharmaceutique. Aussi une attention de plus en plus forte est-elle portée sur les nouvelles formes de promotion notamment via Internet, ainsi que sur la notion de retour sur investissement, "ROI" des projets CRM.
La notion de DTC "Direct To Consumer" est également une des tendances lourdes de ce marché. Le "patient" lui-même devient une cible privilégiée pour les responsables marketing des laboratoires pharmaceutiques aux USA. Cependant, cette tendance est surtout perceptible sur le marché américain, le cadre légal européen limitant pour le moment ce type d'activité.

Tendances de l'industrie pharmaceutique européenne et française

Depuis 1995, la France est le premier pays producteur de médicaments de l'Union Européenne. En 2005, on dénombre plus de 250 centres de production en France, 339 entreprises industrielles, 400 entreprises consacrées strictement à la biotechnologie et 100 000 salariés opérant sur ce marché. La France est aussi le 3ème exportateur mondial de médicament (source LEEM).
La promotion constitue le principal levier d'optimisation de la fonction marketing et vente au sein des laboratoires. En dépit des tentatives de régulation des pouvoirs publics, elle continue de bénéficier de moyens importants : plus de 3,46 milliards de dollars en 2006 (contre 3,5 milliards de dollars pour la recherche), soit environ 10 % du chiffre d'affaires.
A titre d'exemple, les dépenses de promotion des laboratoires français en 2006 se décomposent en 69,8 % liés à la visite médicale, 0,6 % pour les échantillons distribués, 12,8 % de dépenses dites DTC et 16,8 % en promotion de type relations publiques, voix de presse, Internet.
(Source : CSD, Groupe CEGEDIM).

6.2.1.2 Professionnels de santé

Chiffres clés

24 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe CEGEDIM.
Présence géographique : France, Grande-Bretagne, Belgique, Espagne, Italie et Chili.
Principaux clients : médecins, pharmaciens et personnels para-médicaux.

Concurrence

Il convient de segmenter l'analyse en fonction du marché et du pays.

- Logiciels médecins au Royaume-Uni : CEGEDIM, avec sa filiale In Practice Systems, est le 2ème acteur du marché, en nombre de cabinets médicaux utilisateurs de logiciels, après EMIS et devant iSoft.
- Logiciels médecins en France : CEGEDIM est le leader du marché français en nombre de médecins informatisés, devant Axilog (filiale de Compugroup) et Imagine Editions (logiciel Hellodoc). RM Ingénierie, filiale de CEGEDIM depuis mars 2006, est également le numéro 1 français des logiciels destinés aux kinésithérapeutes devant Epsilog.
- Logiciels médecins en Belgique : Le marché belge compte de nombreux petits acteurs, dont CEGEDIM, dans les premières places.
- Logiciels pharmaciens en France : CEGEDIM, avec ses filiales Alliadis et Data Conseil, est le 2ème acteur en nombre de pharmacies (après Pharmagest Interactive, devenu numéro 1 par le nombre de pharmacies clientes depuis son acquisition du CIP) mais occupe la 1ère position par la taille des pharmacies clientes.
- Logiciels pharmaciens au Royaume-Uni : CEGEDIM est entré sur ce marché fin 2004, avec l'acquisition des sociétés CEGEDIM Rx et Enigma, qui lui confèrent une position de leader en nombre d'officines britanniques informatisées.
- En matière de promotion, CEGEDIM est le leader français, tant sur le lieu de vente (PLV en pharmacie) par le nombre de pharmacies intégrées dans son réseau d'affichage, que sur le lieu de prescription (compte tenu de son parc de médecins informatisés).

Tendances des principaux marchés

CEGEDIM s'attache à fournir à l'ensemble des professionnels de santé des outils de gestion performants, qui les accompagnent dans leur pratique quotidienne. Les médecins et les pharmaciens, notamment en France et au Royaume-Uni, sont les clients de référence du Groupe. Les effectifs de ces professionnels donnent une bonne estimation du marché potentiel de CEGEDIM (Source : Bases de données TVF, Groupe CEGEDIM).

Population 2006 France

Médecins :	**Total**	**dont Libéraux**
Généralistes	75 202	55 921
Spécialistes	105 587	44 054
Kinésithérapeutes	36 154	34 146

Pharmaciens d'officine :	**Total**
Pharmaciens d'officine généraliste	28 757
Pharmaciens adjoints	16 310
Pharmacies d'officines	22 785

Population 2006 Grande-Bretagne

Médecins :	**Total**
Généralistes	51 586
Spécialistes hospitaliers	56 550

Pharmaciens :	**Total**
Pharmaciens dans l'hôpital	6 584
Pharmacies d'officines	13 409

Informatisation des médecins en France

Une grande majorité des cabinets médicaux français, près de 90 % selon les chiffres les plus communément cités, est informatisée. Toutefois, le niveau d'informatisation concerne essentiellement la gestion des feuilles de soins électroniques : seulement 40 à 60 % des médecins informatisés utilisent un dossier patient informatisé, pour consigner leurs diagnostics, leurs prescriptions et mettre à jour le profil de leur patient (pathologies, allergies, antécédents familiaux, résultats d'analyses...). On peut néanmoins noter que l'utilisation quotidienne d'Internet se généralise dans les cabinets médicaux, dont la grande majorité est équipée d'un accès Internet, le plus souvent en haut-débit.

Globalement, le marché de l'informatisation des médecins en France, qui repose sur le volontariat individuel, reste relativement stable ces dernières années. Les voies d'amélioration sont nombreuses, tant en nombre de médecins équipés que d'adhésion à des outils plus sophistiqués.
La mise en place du Dossier Médical Personnel en France à partir de 2008 devrait être un facteur positif pour relancer la croissance du marché. Le projet est entré dans sa phase d'expérimentation en 2006, mais il n'est pas aujourd'hui question d'y adjoindre des subventions publiques pour inciter la participation des médecins.

Informatisation des médecins et des pharmaciens au Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, tous les médecins sont informatisés. Ils y sont incités par les autorités de santé qui encadrent et promeuvent une réforme de fonds du système de santé. Cette réforme touche l'ensemble des acteurs : médecins, pharmaciens, hôpitaux, auxquels est consacrée une enveloppe de plus de 19 milliards de livres sterling sur 10 années. Elle impose notamment l'adhésion à des niveaux progressifs d'interopérabilité entre les différents acteurs, pour instaurer une communication fluide au sein d'un réseau commun.

Niveau 0 : Conformité aux normes RFA99
Niveau 1 : Niveau 0 + Agenda partagé ville-hôpital
Niveau 2 : Niveau 1 + Transmission électronique des feuilles de soins entre cabinets médicaux et pharmacies
Niveau 3 : Niveau 2 + Transmission électronique des dossiers patients entre médecins
Niveau 4 : Niveau 3 + Hébergement centralisé des applications
Niveau 5 : Niveau 4 + Service de connexion centralisé au dossier patient
Niveau 6 : Niveau optimal d'intégration.

La plupart des fournisseurs de logiciels assurent une conformité de Niveau 2, pour fin 2006.

Cette réforme insuffle un certain dynamisme au marché britannique, en sollicitant des évolutions technologiques de la part des fournisseurs, tels que CEGEDIM avec ses filiales In Practice Systems (logiciels médecins), Enigma et CEGEDIM Rx (logiciels pharmaciens). Ces évolutions trouvent ensuite leurs débouchés grâce aux incitations financières du gouvernement, qui subventionne les professionnels de santé afin qu'ils investissent dans l'informatisation de leurs cabinets et officines.

Informatisation des pharmaciens en France

L'ensemble des 22 785 officines françaises est aujourd'hui informatisé : le marché des logiciels pharmaciens est donc un marché de renouvellement. Ce marché reste toutefois dynamique, étant donné les fortes évolutions technologiques auxquelles il a été, et continue d'être, exposé, notamment en rapport avec la dématérialisation des flux (tant pour la gestion du tiers payant avec l'assurance maladie, que des commandes aux grossistes et aux laboratoires). Les nouveaux enjeux réglementaires tels que le Dossier Pharmaceutique, l'évolution de l'environnement SESAM-Vitale, les objectifs de substitution, la création de SEL (Sociétés d'Exercice Libéral), la traçabilité et la codification des produits, sont autant de thèmes qui engagent les évolutions de l'outil informatique à court ou moyen terme.

6.2.1.3 Assurances et flux de santé

Chiffres clés

14 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe CEGEDIM.
Présence géographique : France et Afrique francophone.
Principaux clients : compagnies d'assurance et mutuelles de santé.

Concurrence

Depuis l'acquisition de la société Proval en 2003, Soltim (filiale de CEGEDIM) est devenue la référence de ce marché, en matière de progiciels packagés. Les concurrents ne proposent, en effet, pas de solution standard, mais sont à même d'offrir des solutions spécifiques à chaque client, sur la base du cahier des charges exigé. On peut citer CSC, qui bénéficie d'une bonne audience dans le domaine de l'assurance. Les autres concurrents sont de grands généralistes de l'ingénierie et de l'intégration tels qu'Accenture, Atos, ou Sopra.

S'agissant des flux de santé, on compte trois opérateurs techniques de gestion de flux de tiers payant en France : le Cetip, filiale de CEGEDIM (premier opérateur en nombre de flux gérés, avec 75 millions de flux en 2006), Viamedis et Almerys (Orange Business Services).

Principales tendances du marché

Logiciels pour l'assurance santé

Le marché de l'assurance de personnes en France poursuit son développement en valeur avec une croissance de plus de 16 % en 2006, tirée par l'assurance vie et par la santé. La concentration du marché reste très active dans le monde de la mutualité, avec l'émergence d'acteurs gérant plusieurs millions de bénéficiaires, tels Harmonie Mutuelles qui en revendique plus de 3 millions. Ce groupement Mutualiste vient de choisir le progiciel Aneto de CEGEDIM (Soltim-Proval) pour refondre sons système d'information en assurance santé.
Parallèlement, la réforme du régime d'assurance maladie en France complexifie le système et génère, par conséquent, de nouveaux besoins. Ainsi, le projet du DMP (Dossier Médical Personnel) impacte non seulement l'entité de CEGEDIM qui participe à sa mise en place, mais également les solutions « Professionnels de Santé » proposées par Cegedim Logiciels Médicaux et les solutions « SI Assureurs de Personnes » proposées par Soltim-Proval.
Au niveau international, le Groupe CEGEDIM étend ses services aux marchés dont le régime d'assurance santé est proche du système français, notamment en Afrique francophone, avec un succès confirmé au Maroc.

Flux de santé

La France est dotée d'un système de santé moderne, ou la transmission de l'information dématérialisée est devenue la norme. Plus de 230 000 professionnels de santé sont équipés de systèmes "SESAM-Vitale" et près de 85 millions de feuilles de soins électroniques sont échangées chaque mois.
En décembre 2006, 97 % des pharmaciens télé-transmettent leurs données, ainsi que plus de 83 % des médecins généralistes et 63 % des médecins spécialistes (Source GIE SESAM-Vitale).

La dématérialisation sécurisée des flux dans le domaine de la santé touche de façon opérationnelle tous les acteurs de la complémentaire avec la mise en œuvre de la carte Vitale2 (Mutualité) de la carte DUO (FFSA – Fédération Française des Sociétés d'Assurance) : ces systèmes vont permettre le développement de systèmes de services de tiers-payants national en complémentaire santé, auprès de la plupart des établissements de soins et de professionnels de santé.

6.2.1.4 Technologies et services

Chiffres clés

17 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe CEGEDIM.
Présence géographique : France (tous métiers), Grande Bretagne (paie et RH), Suisse (paie et RH) et Etats-Unis (gestion électronique de documents).
Principaux clients : entreprises de tout secteur (banque, téléphonie, presse, édition, ...), y compris, environ pour moitié, des entreprises liées au monde de la santé.

Concurrence

Les activités de la division « Technologies et services » recouvrent des opérations de marketing direct, la gestion des ressources humaines, la gestion électronique de documents, des prestations informatiques externalisées et de location financière.
L'avantage concurrentiel important de cette division est l'intégration des différents services permettant aux clients de CEGEDIM de bénéficier d'une offre globale.
Il existe un grand nombre de concurrents pour ces différents métiers. On peut souligner que Cegedim SRH est le numéro 2 en France en matière de service en gestion externalisée des ressources humaines. Son principal concurrent est ADP GSI.

6.3 Evénements exceptionnels ayant influencé les renseignements fournis aux chapitres 6.1. et 6.2.

Aucun événement exceptionnel n'affecte les renseignements fournis aux chapitres 6.1. et 6.2.

6.4 Degré de dépendance de CEGEDIM

La société CEGEDIM ne dépend ni de brevets, ni de licences. Le Groupe est propriétaire de ses moyens d'exploitation. Aucun partenariat ou contrat spécifique en matière commerciale n'a d'incidence sur une part du chiffre d'affaires supérieure à 5 %. En raison de son activité de prestataire de services, le Groupe ne connaît pas de dépendance particulière vis-à-vis des fournisseurs.

6.5 Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle

Les sources des éléments chiffrés présentés dans le chapitre 6 du présent Document de Référence sont généralement citées dans le texte, ou explicités dans des renvois détaillés ci-dessous. Les thèmes évoqués dans

l'étude de marché (6.2.) proviennent de la consultation de sites Internet, presse spécialisée, études de marché du type Gartner et Eurostaf et de discussions avec des spécialistes de l'industrie pharmaceutique.

[1] CEGEDIM est leader en Europe en nombre d'utilisateurs de ses solutions de CRM
[2] CEGEDIM est l'un des principaux éditeurs européens de logiciels pour les professionnels de santé, en nombre de postes installés
[3] Cf. note 1
[4] La base de données ONEKEY est la référence de l'industrie pharmaceutique européenne, en nombre de pays couverts et de données renseignées, ainsi qu'en nombre d'utilisateurs
[5] CSD est l'une des principales société d'études de marché de par sa représentativité internationale (55 pays couverts)
[6] CEGEDIM est leader sur le marché des logiciels pharmaciens au Royaume-Uni, en nombre de postes installés
[7] Infosanté Roumanie est leader sur le marché des données de vente en Roumanie, en chiffre d'affaires par rapport à ses concurrents
[8] Cf. note 2
[9] Cf. note 2
[10] Au Royaume-Uni, In Practice Systems est leader en nombre de postes de logiciels médecins installés, dans l'environnement WINDOWS
[11] Millennium est le premier éditeur de logiciels médecins en Italie en nombre de postes installés
[12] STACKS est le leader en Espagne en nombre de postes installés avec ses logiciels médecins
[13] La BCB est le principal acteur du marché web en France au regard du déploiement de cette base de données sur les outils utilisés au quotidien par les professionnels de santé (logiciels, intranets, portails,….)
[14] Mail Group est leader en France des Bus Mailings médicaux par le nombre de plis traités
[15] RNP est la référence française de la publicité sur le lieu de vente, par le nombre d'officines couvertes par son réseau d'affichage
[16] Les solutions de Soltim-Proval sont leader sur le marché français, en matière de progiciels packagés (par opposition aux principaux concurrents qui proposent des développements à façon, sur mesure)
[17] Le CETIP est le leader en France en nombre de flux de tiers-payant traités par an
[18] Cegedim-EDI est le leader français compte-tenu de sa part de marché occupée dans la dématérialisation des flux commandes/factures entre laboratoires pharmaceutiques et grossistes répartiteurs
[19] Qualitrans-Télépharma est le deuxième OCT du marché en fonction du nombre de Feuilles de Soins Electroniques traitées chaque année et du nombre de Professionnels de Santé utilisateurs
[20] Cegedim SRH est le numéro 2 français de l'externalisation de la paie et des ressources humaines selon un article publié par le CXP en octobre 2006
[21] CCD est le premier producteur d'adresses professionnelles en France sur le secteur des professionnels de santé par le nombre de références gérées et d'utilisateurs

CHAPITRE 7 - ORGANIGRAMME

7.1 Groupe CEGEDIM et place de CEGEDIM au sein du Groupe

CEGEDIM SA est une filiale de Financière Cegedim, holding animatrice du Groupe CEGEDIM. Elle est la seule société cotée du Groupe et n'appartient pas à un autre groupe.

CEGEDIM SA intervient dans les domaines suivants :

Informatique : développement et mise au point de la plupart des outils informatiques utilisés par les autres départements et filiales du Groupe pour fournir les prestations qu'ils vendent. C'est également le centre d'exploitation informatique du Groupe.

Services centralisés : traitement de la paie, gestion des salariés, facturation, comptabilité et reporting mensuel. Tous les principes de sécurité, d'assurance et de confidentialité en vigueur dans les métiers de l'infogérance informatique sont respectés. Les services centralisés concernent également la gestion des questions fiscales, juridiques, sociales, comptables, d'organisation et d'audit, les assurances, les achats, la communication externe et la propriété intellectuelle. Ces charges sont affectées mensuellement aux filiales du Groupe suivant des clés de répartition propres à chaque famille de prestations.

CEGEDIM SA exerce aussi un rôle opérationnel avec ses départements :

Statistiques : gestion du fichier des produits pharmaceutiques français, traitement et établissement pour le compte du GERS (GIE regroupant l'ensemble des laboratoires pharmaceutiques installées en France) des statistiques de vente de tous les produits pharmaceutiques à partir des données collectées auprès des grossistes répartiteurs et des laboratoires en France.

CCD / CMP (CEGEDIM Communication Directe / CEGEDIM Marketing Process) : conception, gestion et commercialisation de différentes bases de données nominatives (adresses professionnelles et services associés de marketing direct) ainsi que gestion et traitement de fichiers pour le compte de tiers.

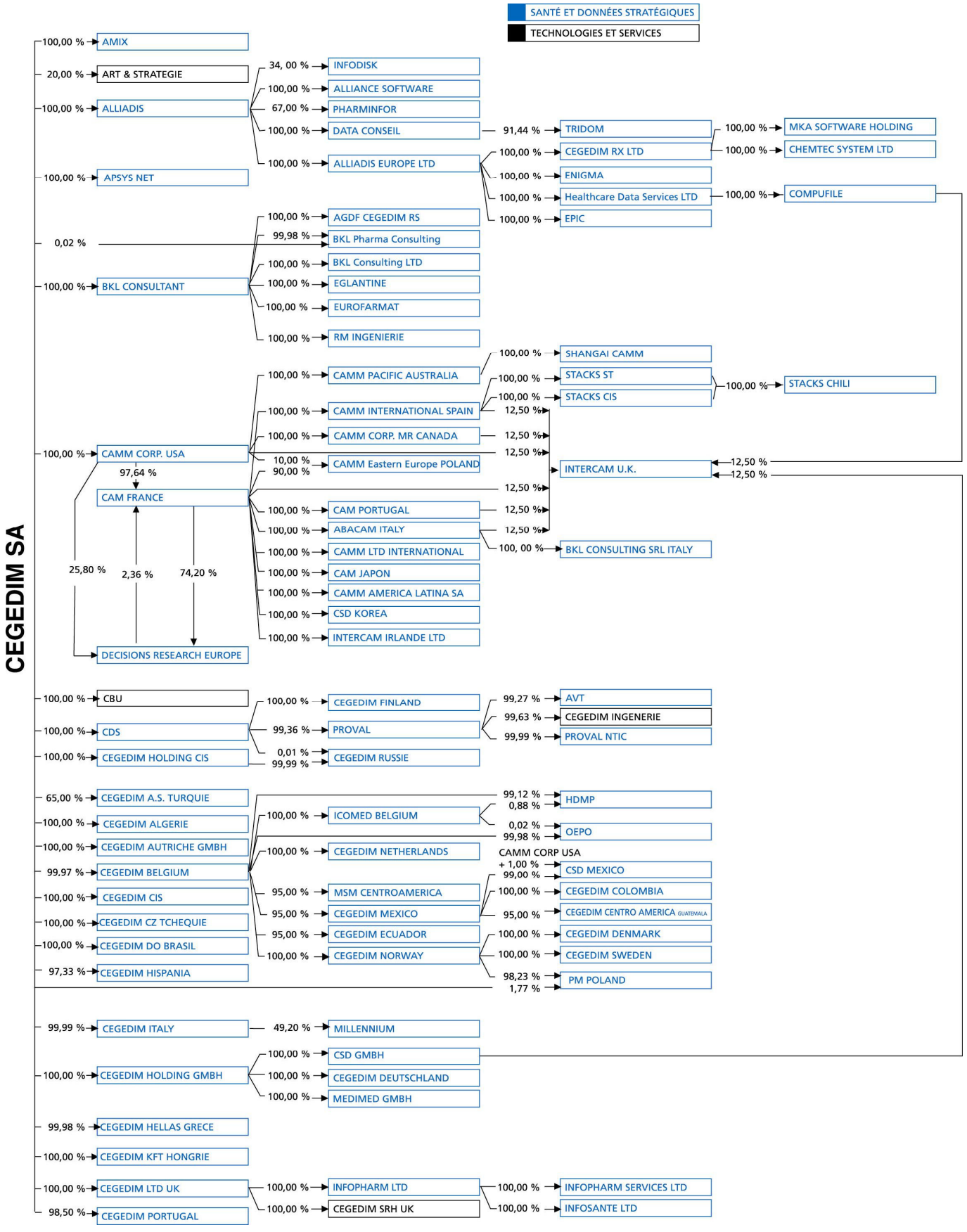
EDI : Echange de Données Informatisé ; activité de concentrateur de données dans la transmission des commandes et factures entre laboratoires, grossistes répartiteurs et hôpitaux (système Edipharm) et transmission des factures subrogatoires entre pharmacies et organismes payeurs (Télépharma). Hébergement d'applicatifs développés par le Groupe et gestion de flux.

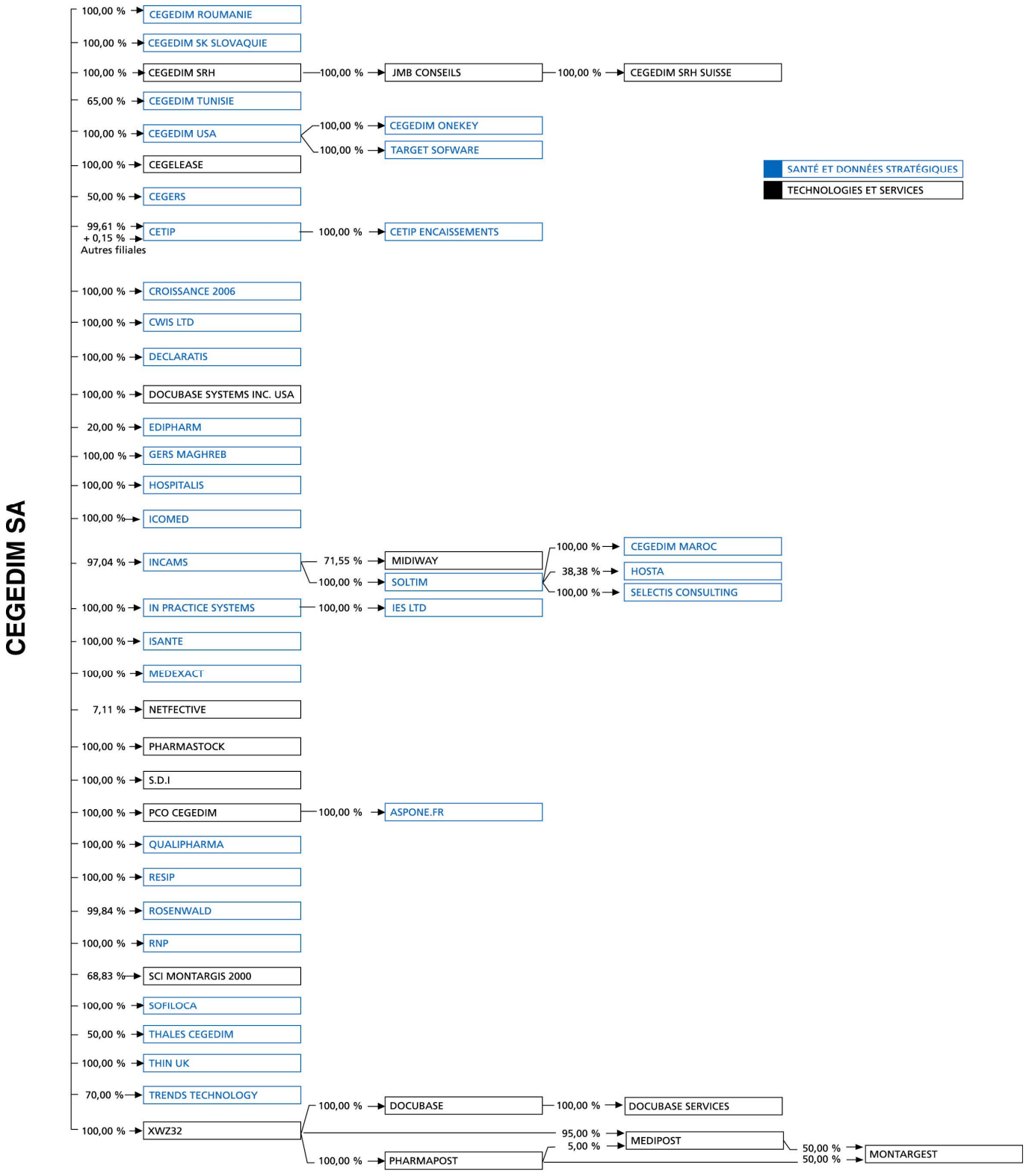
DMP : développement et expérimentation des applicatifs requis pour la gestion des dossiers médicaux.

7.2 Liste des filiales de CEGEDIM

La liste des filiales du Groupe, leur pays d'origine et le pourcentage de contrôle figurent en note 1 des comptes consolidés, au chapitre 20 du présent Document de Référence.

L'organigramme du Groupe est présenté en page suivante.


SANTÉ ET DONNÉES STRATÉGIQUES
TECHNOLOGIES ET SERVICES
CEGEDIM SA
100,00 % AMIX
20,00 % ART & STRATEGIE
100,00 % ALLIADIS
100,00 % APSYS NET
0,02 %
100,00 % BKL CONSULTANT
100,00 % CAMM CORP. USA
97,64 %
CAM FRANCE
25,80 %
2,36 %
74,20 %
DECISIONS RESEARCH EUROPE
100,00 % CBU
100,00 % CDS
100,00 % CEGEDIM HOLDING CIS
65,00 % CEGEDIM A.S. TURQUIE
100,00 % CEGEDIM ALGERIE
100,00 % CEGEDIM AUTRICHE GMBH
99,97 % CEGEDIM BELGIUM
100,00 % CEGEDIM CIS
100,00 % CEGEDIM CZ TCHEQUIE
100,00 % CEGEDIM DO BRASIL
97,33 % CEGEDIM HISPANIA
99,99 % CEGEDIM ITALY
100,00 % CEGEDIM HOLDING GMBH
99,98 % CEGEDIM HELLAS GRECE
100,00 % CEGEDIM KFT HONGRIE
100,00 % CEGEDIM LTD UK
98,50 % CEGEDIM PORTUGAL
34, 00 % INFODISK
100,00 % ALLIANCE SOFTWARE
67,00 % PHARMINFOR
100,00 % DATA CONSEIL
100,00 % ALLIADIS EUROPE LTD
100,00 % AGDF CEGEDIM RS
99,98 % BKL Pharma Consulting
100,00 % BKL Consulting LTD
100,00 % EGLANTINE
100,00 % EUROFARMAT
100,00 % RM INGENIERIE
100,00 % CAMM PACIFIC AUSTRALIA
100,00 % CAMM INTERNATIONAL SPAIN
100,00 % CAMM CORP. MR CANADA
10,00 %
90,00 % CAMM Eastern Europe POLAND
100,00 % CAM PORTUGAL
100,00 % ABACAM ITALY
100,00 % CAMM LTD INTERNATIONAL
100,00 % CAM JAPON
100,00 % CAMM AMERICA LATINA SA
100,00 % CSD KOREA
100,00 % INTERCAM IRLANDE LTD
100,00 % CEGEDIM FINLAND
99,36 % PROVAL
0,01 %
99,99 % CEGEDIM RUSSIE
100,00 % ICOMED BELGIUM
100,00 % CEGEDIM NETHERLANDS
95,00 % MSM CENTROAMERICA
95,00 % CEGEDIM MEXICO
95,00 % CEGEDIM ECUADOR
100,00 % CEGEDIM NORWAY
49,20 % MILLENNIUM
100,00 % CSD GMBH
100,00 % CEGEDIM DEUTSCHLAND
100,00 % MEDIMED GMBH
100,00 % INFOPHARM LTD
100,00 % CEGEDIM SRH UK
91,44 % TRIDOM
100,00 % CEGEDIM RX LTD
100,00 % ENIGMA
100,00 % Healthcare Data Services LTD
100,00 % EPIC
100,00 % SHANGAI CAMM
100,00 % STACKS ST
100,00 % STACKS CIS
12,50 %
12,50 %
12,50 %
12,50 %
12,50 %
12,50 %
12,50 %
100, 00 % BKL CONSULTING SRL ITALY
99,27 % AVT
99,63 % CEGEDIM INGENERIE
99,99 % PROVAL NTIC
99,12 %
0,88 % HDMP
0,02 %
99,98 % OEPO
CAMM CORP USA
+ 1,00 % CSD MEXICO
99,00 %
100,00 % CEGEDIM COLOMBIA
95,00 % CEGEDIM CENTRO AMERICA GUATEMALA
100,00 % CEGEDIM DENMARK
100,00 % CEGEDIM SWEDEN
98,23 %
1,77 % PM POLAND
100,00 % INFOPHARM SERVICES LTD
100,00 % INFOSANTE LTD
100,00 % MKA SOFTWARE HOLDING
100,00 % CHEMTEC SYSTEM LTD
100,00 % COMPUFILE
100,00 % STACKS CHILI
12,50 %
12,50 %
INTERCAM U.K.


CEGEDIM SA
SANTÉ ET DONNÉES STRATÉGIQUES
TECHNOLOGIES ET SERVICES
100,00 % CEGEDIM ROUMANIE
100,00 % CEGEDIM SK SLOVAQUIE
100,00 % CEGEDIM SRH
100,00 % JMB CONSEILS
100,00 % CEGEDIM SRH SUISSE
65,00 % CEGEDIM TUNISIE
100,00 % CEGEDIM USA
100,00 % CEGEDIM ONEKEY
100,00 % TARGET SOFWARE
100,00 % CEGELEASE
50,00 % CEGERS
99,61 %
+ 0,15 %
Autres filiales
CETIP
100,00 % CETIP ENCAISSEMENTS
100,00 % CROISSANCE 2006
100,00 % CWIS LTD
100,00 % DECLARATIS
100,00 % DOCUBASE SYSTEMS INC. USA
20,00 % EDIPHARM
100,00 % GERS MAGHREB
100,00 % HOSPITALIS
100,00 % ICOMED
97,04 % INCAMS
71,55 % MIDIWAY
100,00 % CEGEDIM MAROC
38,38 % HOSTA
100,00 % SELECTIS CONSULTING
100,00 % SOLTIM
100,00 % IN PRACTICE SYSTEMS
100,00 % IES LTD
100,00 % ISANTE
100,00 % MEDEXACT
7,11 % NETFECTIVE
100,00 % PHARMASTOCK
100,00 % S.D.I
100,00 % PCO CEGEDIM
100,00 % ASPONE.FR
100,00 % QUALIPHARMA
100,00 % RESIP
99,84 % ROSENWALD
100,00 % RNP
68,83 % SCI MONTARGIS 2000
100,00 % SOFILOCA
50,00 % THALES CEGEDIM
100,00 % THIN UK
70,00 % TRENDS TECHNOLOGY
100,00 % DOCUBASE
100,00 % DOCUBASE SERVICES
100,00 % XWZ32
95,00 % MEDIPOST
5,00 %
50,00 % MONTARGEST
50,00 %
100,00 % PHARMAPOST

CHAPITRE 8 - PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS

8.1 Immobilisations corporelles importantes, existantes ou planifiées, y compris les propriétés immobilières louées et toute charge majeure pesant dessus

Seules 8 sociétés, sur les 138 que compte le Groupe consolidé, sont propriétaires de constructions ou de terrains, pour une valeur nette comptable de 3,2 M€ au 31 décembre 2006.

Pour l'essentiel, les sociétés du Groupe CEGEDIM sont donc locataires des immeubles dans lesquels elles exercent leurs activités.

Notamment, CEGEDIM SA est locataire de l'ensemble des locaux qu'elle occupe à Boulogne-Billancourt. Certains loyers sont versés à des sociétés (holding animatrice Financière Cegedim ou différentes SCI) ayant des administrateurs communs avec CEGEDIM SA, comme indiqué dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes reproduit en annexe au présent Document de Référence. Le total des loyers concernés (locaux et parkings) s'élève à 3,8 M€ pour l'année 2006. Les loyers sont établis à des conditions de marché et le resteront.

8.2 Utilisation des immobilisations corporelles au regard de l'environnement

Comme indiqué au chapitre 4.4.2., les activités du Groupe CEGEDIM, compte tenu de leur nature essentiellement immatérielle, n'ont pas de répercussions significatives sur l'environnement. L'utilisation des immobilisations corporelles, au regard de l'environnement, n'appelle donc pas de remarque particulière.

CHAPITRE 9 - EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

9.1 Description et évolution de la situation financière de CEGEDIM

Le Rapport de gestion du Conseil d'administration de CEGEDIM SA donne une description de la situation financière de CEGEDIM SA et du Groupe. Il figure au chapitre 26 du présent Document de Référence.

9.2 Résultat d'exploitation

Le Rapport de gestion du Conseil d'administration de CEGEDIM SA (figurant au chapitre 26 du présent Document de Référence) donne, le cas échéant, une description :

- des acteurs importants, évènements inhabituels ou peu fréquents et des nouveaux développements influant sur le revenu d'exploitation ;
- des raisons pour lesquelles apparaissent des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets.

A l'exception des développements exposés au chapitre 4.3.1., à la connaissance de la Société, il n'existe pas de stratégie ou de facteurs spécifiques, de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique susceptibles d'influer directement ou indirectement sur les opérations de CEGEDIM.

CHAPITRE 10 - TRÉSORERIE ET CAPITAUX

Cf. chapitre 4.1. du présent Document de Référence.

CHAPITRE 11 - RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

Le Rapport de gestion du Conseil d'administration de CEGEDIM SA donne une description de la politique de recherche et de développement appliquée par le Groupe CEGEDIM. Il figure au chapitre 26 du présent Document de Référence.

Cf. également le chapitre 4.3.2., relatif à la propriété intellectuelle.

CHAPITRE 12 - INFORMATION SUR LES TENDANCES

En 2005, pour la première fois dans l'existence du Groupe, le chiffre d'affaires réalisé hors de France dans le secteur « CRM et données stratégiques », a dépassé le chiffre d'affaires réalisé en France. Cette tendance s'est confirmée en 2006. Ayant fait le plein de parts de marché dans l'hexagone, le Groupe CEGEDIM a su poser des jalons solides au niveau international, qui lui permettent aujourd'hui d'assurer sur le long terme la poursuite de son expansion. Tous secteurs confondus, près de 36 % du chiffre d'affaires consolidé 2006 sont réalisés hors de France (contre 33 % en 2005).
L'accroissement de la part relative des activités internationales est amené à se poursuivre à l'avenir.

Les principales tendances ayant influé sur les opérations de l'émetteur et susceptibles de se poursuivre sur l'exercice en cours, ont été décrites au chapitre 6.2.1. du présent Document de Référence (principaux marchés).

CHAPITRE 13 - PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE

Le Groupe ne communique pas de prévisions ni d'estimations du bénéfice.

CHAPITRE 14 - ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

14.1 Nom, adresse professionnelle et fonctions des mandataires sociaux

Conseil d'administration (au cours de l'exercice 2006)

- Jean-Claude Labrune, Président Directeur Général et Fondateur de CEGEDIM SA
- Financière Cegedim SAS, société exerçant des activités de holding animatrice, représentée par Pierre Marucchi, également Directeur Général Délégué de CEGEDIM SA
- GERS, GIE regroupant les laboratoires pharmaceutiques opérant en France, représenté par François Blanot
- Alliance Santé Distribution SA, société détenue par le répartiteur pharmaceutique Alliance Unichem, représentée par Jean-Louis Mery
- Laurent Labrune, Président Directeur Général de la société CEGEDIM SRH, filiale de CEGEDIM SA.

  Jean-Claude Labrune est le père de Laurent Labrune.

L'adresse professionnelle des administrateurs est située au siège de la Société.

Liste des mandats occupés au cours des 5 dernières années en dehors des filiales du Groupe CEGEDIM

ADMINISTRATEUR	SOCIETE / MANDAT	DEBUT	FIN
Jean-Claude LABRUNE	BRUN PDG	8/01/1985	11/03/2002
	CEGEDIM Administrateur DG PDG	12/04/1989 20/12/1989 18/08/1994	
	FINANCIÈRE CEGEDIM Président du Conseil d'administration Président (SAS)	21/07/1997 24/06/2005	24/06/2005
	JCL Gérant	30/11/1994	
Pierre MARUCCHI	CEGEDIM représentant de FINANCIÈRE CEGEDIM au Conseil d'administration DG DGD	12/04/1989 18/08/1994 23/04/2002	23/04/2002
	IRIS Gérant	1997	
	Laboratoire BIODIM Président (SAS)	7/12/2001 30/06/2003	4/09/2002 23/06/2006
Laurent LABRUNE	CEGEDIM Administrateur	18/04/2001	
	BRUN co-gérant	11/03/2002	29/12/2006
	FINANCIÈRE CEGEDIM Administrateur + DGD	21/11/2005	
Jean-Louis MERY	ALLIANCE SANTE France Président du Directoire Président (SAS)	23/06/2001 13/06/2003	6/03/2003
	ALLIANCE SANTE DISTRIBUTION Administrateur PDG	30/04/1997 29/04/2003	29/04/2003
	ALLIANCE SANTE Président (SAS)	1999	
	LOCAPHARM Administrateur	23/10/1991	12/06/2003
	SEREX ALLIANCE SANTE Administrateur	27/02/1998	13/06/2003
	ALPHEGA représentant d'Alliance Santé Distribution au Conseil d'administration	2001	
	OUEST REPARTITION représentant d'Alliance Santé Distribution au Conseil d'administration et Administrateur	07/2003	
	CEGEDIM représentant d'Alliance Santé Distribution au Conseil d'administration	05/2003	
	ALLIANCE SAT Administrateur	05/2000	13/06/2003
	ELVETEC SERVICE Administrateur	1998	13/06/2003

ADMINISTRATEUR	SOCIETE	MANDAT	DEBUT	FIN
François BLANOT	CEGEDIM	représentant du GERS au Conseil d'administration	02/2005	
	GIE GERS	Administrateur Président	03/2001 01/2003	

PDG : Président Directeur Général SAS : Société par Actions Simplifiée.
DG : Directeur Général
DGD : Directeur Général Délégué

Jean-Claude Labrune et Pierre Marucchi exercent, par ailleurs, divers autres mandats au sein des filiales françaises et étrangères du Groupe CEGEDIM.

Expérience

Jean-Claude Labrune est diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers. Au cours de ses années d'expérience chez IBM, en tant qu'ingénieur commercial, il démarche notamment l'industrie pharmaceutique. Il a été parmi les promoteurs de groupes de réflexion professionnels réunissant les directeurs informatiques des laboratoires pharmaceutiques, tels que le CEDHYS. Soucieux d'apporter des réponses aux problématiques soulevées par la profession, il crée CEGEDIM en 1969.

Pierre Marucchi est diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications, de l'Université de Stanford (USA) et du Centre d'Etudes Supérieures Bancaires. Il est également Membre de l'Institut des Actuaires Français. Pierre Marucchi débute sa carrière en 1977 au Crédit Lyonnais où il occupe différentes fonctions techniques et commerciales. Il rejoint la direction du Groupe CEGEDIM en 1984.

Laurent Labrune est diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers. Il rejoint CEGEDIM en 1995, où il occupe notamment le poste de coordination des développements informatiques du Groupe, avant de prendre la direction de la filiale CEGEDIM SRH.

Le GIE GERS, en tant que groupement des laboratoires pharmaceutiques opérant en France, est un administrateur parfaitement informé des attentes de l'industrie. Il exerce une vigilance particulière sur la nature et la qualité des services fournis par CEGEDIM et constitue une force de proposition particulièrement avisée.

La société Alliance Santé Distribution, filiale d'un des principaux répartiteurs pharmaceutiques européens – Alliance Unichem, fait également bénéficier CEGEDIM de son excellente connaissance du marché pharmaceutique. Elle contribue à des échanges de vue fructueux sur les opportunités, les enjeux et les stratégies propres à l'environnement de CEGEDIM.

Déclaration

Au cours des cinq dernières années et à la connaissance de la Société :

- aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'encontre d'un membre des organes d'administration et de direction
- aucun membre des organes d'administration et de direction n'a été associé à une faillite, une mise sous séquestre ou une liquidation
- aucune incrimination et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée contre ces personnes par des autorités statutaires ou réglementaires et des organismes professionnels désignés
- aucun membre des organes d'administration et de direction n'a été empêché par un tribunal d'agir en sa qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction de CEGEDIM.

Chaque administrateur doit au moins détenir une action de CEGEDIM SA. Il n'existe pas de restriction particulière concernant l'éventuelle cession de cette participation.

CHAPITRE 15 - RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES

15.1 Montant des rémunérations totales et avantages de toute nature versés, durant l'exercice, de manière directe ou indirecte, nominativement à chaque mandataire social, par CEGEDIM et par toute société du Groupe

En € Exercice 2006	Rémunération totale	Partie fixe	Partie variable	Partie variable exceptionnelle	Jetons de présence	Avantage en nature
Jean-Claude Labrune	660 812	650 112			10 700	Voiture de direction
Pierre Marucchi	372 597	242 653	119 494		10 450	Voiture de direction
Laurent Labrune	101 851	94 351			7 500	Voiture de direction
François Blanot	7 500				7 500	
Jean-Louis Mery	7 500				7 500	

Le montant de la partie variable est fonction des résultats du Groupe (P. Marucchi).
Il n'existe pas d'engagements pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.
Il n'existe pas de systèmes de stock-option (options de souscription ou d'achat) au sein du Groupe CEGEDIM.
Il n'existe pas d'instruments financiers donnant accès au capital, ni d'autres instruments optionnels de quelque nature que ce soit, souscrits par les dirigeants ou les salariés dans le cadre d'opérations réservées.

15.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages

Il n'existe pas de régimes complémentaires de retraite spécifiques mis en place pour certains mandataires sociaux.
Toutes les informations utiles relatives au calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite sont présentées dans les Principes comptables et la note 15 (engagement retraite) des comptes consolidés, figurant au chapitre 26 du présent Document de Référence.

CHAPITRE 16 - FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1 Date d'expiration du mandat actuel des administrateurs de CEGEDIM SA et période durant laquelle ils sont restés en fonction

Jean-Claude Labrune est entré en fonction le 1er décembre 1969.

La société Financière Cegedim, entrée en fonction le 12 avril 1989, est représentée par Pierre Marucchi depuis cette même date.

Le GIE GERS, entré en fonction le 6 mars 1995, est représenté par François Blanot depuis le mois de février 2005.

La société Alliance Santé Distribution, entrée en fonction le 15 novembre 2000, est représentée par Jean-Louis Mery depuis le mois de mai 2003.

Laurent Labrune est entré en fonction au Conseil d'administration le 18 avril 2001.

Les mandats des administrateurs de CEGEDIM SA ont été renouvelés le 28 avril 2004 pour 6 ans (soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2009). Monsieur Laurent Labrune a été nommé pour une durée de 6 années, expirant à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2006.

16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat

Néant.

16.3 Informations concernant le comité d'audit et le comité de rémunération

La société CEGEDIM ne possède ni comité d'audit ni comité de rémunération.

16.4 Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur en France

CEGEDIM n'applique pas les recommandations des rapports Viénot (1995 et 1999) et Bouton (2002) en matière de gouvernement d'entreprise.

CEGEDIM se conforme à l'ensemble des prescriptions du Droit des sociétés et du Code de commerce régissant les règles de fonctionnement et d'organisation de ses organes d'administration et de direction. La Société considère que ces dispositions légales offrent des garanties tout à fait satisfaisantes et adaptées, pour l'exercice et le contrôle des pouvoirs de ses organes de direction.

CHAPITRE 17 - SALARIÉS

17.1 Effectifs du Groupe CEGEDIM à la clôture

Les effectifs totaux du Groupe (CDI, CDD) à la date de clôture des trois derniers exercices sont présentés dans le tableau suivant.

Effectifs	31-déc-06	31-déc-05	31-déc-04
CRM et données stratégiques	2 460	2 359	1 995
Professionnels de santé	1 311	1 155	1 007
Assurances et flux de santé	519	500	513
Santé et données stratégiques	**4 290**	**4 014**	**3 515**
Technologies et services	**678**	**682**	**665**
Total	**4 968**	**4 696**	**4 180**

17.2 Participation des dirigeants dans le capital et stock options

Au 31 décembre 2006,

- Jean-Claude Labrune, Président directeur général de CEGEDIM, détient au nominatif 38 496 actions de CEGEDIM, représentant 0,41 % du capital et 0,47 % des droits de vote
- Pierre Marucchi, Directeur général délégué de CEGEDIM, détient au nominatif 3 326 actions de CEGEDIM, dont 16 donnant droit à vote double, représentant une part négligeable du capital et des droits de vote.

  A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres membres des organes d'administration et de direction qui soient inscrits au nominatif.

Cf. également chapitre 18.1. du présent Document de Référence.

Il n'existe pas de systèmes de stock-option (options de souscription ou d'achat) au sein du Groupe CEGEDIM, ni en faveur des dirigeants, ni en faveur de toute autre catégorie de personnel.

17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de CEGEDIM

Il n'existe pas de systèmes de stock-option (options de souscription ou d'achat) au sein du Groupe CEGEDIM, ni en faveur des dirigeants, ni en faveur de toute autre catégorie de personnel.

Il existe des accords de participation des salariés aux fruits de l'expansion, conformes aux dispositions légales, avec application de la formule de calcul de droit commun. La participation peut être, au choix du salarié, versée sur un support en Fonds Commun de Placement, ou laissée dans un compte courant bloqué dans les comptes de l'entreprise.

Au 31 décembre 2006 le Fonds Commun de Placement d'Entreprise est composé de 58 000 actions CEGEDIM, représentant 0,62 % du capital.

CHAPITRE 18 - PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1 Composition de l'actionnariat aux 31 décembre 2005 et 2006

Actionnariat au 31 décembre 2005	Nombre d'actions détenues	% Détenu	Nombre de votes simples	Nombre de votes doubles		Total voix	% droits de vote
				Actions	Voix		
FINANCIERE CEGEDIM	6 462 044	69,25%	23 500	6 438 544	12 877 088	12 900 588	77,25%
ALLIANCE SANTÉ DISTRIBUTION	933 145	10,00%	0	933 145	1 866 290	1 866 290	11,18%
J-C LABRUNE	38 496	0,41%	38 496	0	0	38 496	0,23%
GERS	36 788	0,39%	0	36 788	73 576	73 576	0,44%
PUBLIC	1 810 244	19,40%	1 799 428	10 816	21 632	1 821 060	10,90%
CEGEDIM SA	50 732	0,54%	0	0	0	0	0,00%
Total	**9 331 449**	**100%**	**1 861 424**	**7 419 293**	**14 838 586**	**16 700 010**	**100%**

Actionnariat au 31 décembre 2006	Nombre d'actions détenues	% Détenu	Nombre de votes simples	Nombre de votes doubles		Total voix	% droits de vote
				Actions	Voix		
FINANCIERE CEGEDIM	6 221 044	66,67%	29 000	6 192 044	12 384 086	12 413 088	75,22%
ALLIANCE SANTÉ DISTRIBUTION	933 145	10,00%	0	933 145	1 866 290	1 866 290	11,31%
FINANCIERE DE L'ECHIQUIER	484 430	5,19%	484 430	0	0	484 430	2,94%
J-C LABRUNE	38 496	0,41%	0	38496	76992	76 992	0,47%
GERS	36 788	0,39%	0	36 788	73 576	73 576	0,45%
PUBLIC	1 576 363	16,90%	1 565 547	10 816	21 632	1 587 179	9,62%
CEGEDIM SA	41 183	0,44%	0	0	0	0	0,00%
Total	**9 331 449**	**100%**	**2 078 977**	**7 211 289**	**14 422 576**	**16 501 555**	**100%**

A la connaissance de la Société, à la date du présent Document de Référence, les actionnaires détenant plus de 5 % du capital ou des droits de vote sont Financière Cegedim, ALLIANCE SANTÉ DISTRIBUTION et FINANCIERE DE L'ECHIQUIER.

⇨ Financière Cegedim est une SAS au capital de 479 240 € (RCS Nanterre 340 651 132) détenue majoritairement par Jean-Claude Labrune. Elle exerce des activités de holding animatrice.

⇨ ALLIANCE SANTÉ DISTRIBUTION est une SA au capital de 22 107 536,00 € (RCS Nanterre 025 420 068) détenue majoritairement par le Groupe Alliance Unichem (répartiteur pharmaceutique). Elle change de dénomination sociale en 2007 pour s'appeler : Alliance Healthcare.

⇨ FINANCIERE DE L'ECHIQUIER est une société de Gestion de Portefeuille indépendante, spécialiste des actions, qui appartient à 100% à ses dirigeants et à ses salariés. Elle occupe aujourd'hui l'une des toutes premières places en France au sein des sociétés de gestion à capitaux privés.

⇨ Les derniers franchissements de seuil déclarés sont les suivants :

⇨ 28 mars 2001 : ALLIANCE SANTE DISTRIBUTION (seuil de 10 %)

⇨ 23 novembre 2006 : FINANCIERE DE L'ECHIQUIER (seuil de 5 %)

18.2 Droits de votes particuliers

Cf. ci-dessus chapitre 18.1., et chapitre 21.2.3. du présent Document de Référence.

18.3 Contrôle de CEGEDIM

CEGEDIM est contrôlée par la société Financière Cegedim, cf. ci-dessus chapitre 18.1.

18.4 Accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle

Aucun pacte d'actionnaire n'a été déclaré auprès des autorités boursières ou porté à la connaissance de la Société. (Un pacte d'actionnaires est une convention prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions admises aux négociations sur un marché réglementé, ou dont l'admission est demandée, et portant sur au moins 0,5 % du capital ou des droits de vote de la société qui a émis ces actions).
A la connaissance de la Société, il n'existe aucun accord dont la mise en oeuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

CHAPITRE 19 - OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS

Les conventions réglementées ayant été soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration sont détaillées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes figurant au chapitre 26 du présent Document de Référence.

La note 29 de l'annexe aux comptes consolidés 2006, figurant au chapitre 20 du présent Document de Référence, fournit un détail chiffré des opérations avec les parties liées.

CHAPITRE 20 - INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR

Les informations financières historiques sont présentées pour les deux derniers exercices 2005 et 2004 selon les nouvelles normes IFRS mise en place à fin 2005.

20.1 Informations financières historiques - Comptes sociaux

20.1.1 Comptes sociaux – CEGEDIM SA

- Bilan Actif
- Bilan Passif
- Compte de résultat

BILAN ACTIF (en millers d'euros)

Rubriques	Montant Brut	Amortissement et provision	Euros/Net 31/12/06	Euros/Net *Pro forma* 31/12/05	Euros/Net 31/12/05	Euros/Net 31/12/04
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais de développement	13 097	121	12 976	6 150	6 150	
Concessions, brevets et droits similaires	495	125	371	433	433	
Fonds commercial	174	174	0			
Autres immobilisations incorporelles	5 017	3 272	1 746	1 312	1 251	541
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Constructions	1 115	454	661	712	0	105
Installations techniques, outillage	24 186	15 005	9 181	10 897	10 448	8 265
Autres immobilisations corporelles	1 908	1 627	281	410	387	581
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Autres participations	244 078	52 236	191 842	200 313	199 549	184 703
Prêts	110 470	12 865	97 605	79 374	78 865	49 699
Autres immobilisations financières	4 779	0	4 779	5 053	4 799	5 295
ACTIF IMMOBILISE	**405 320**	**85 879**	**319 441**	**304 653**	**301 882**	**249 189**
STOCKS ET EN-COURS						
Stocks de marchandises et matières premières	92		92	79	79	93
Avances, acomptes versés sur commandes	321		321	169	129	232
CREANCES						
Créances clients et comptes rattachés	48 254	736	47 518	45 783	27 805	28 589
Autres créances	8 859		8 859	6 144	3 556	3 921
Capital souscrit et appelé, non versé				500		
Valeurs mobilières de placement	5 913		5 913			
Disponibilités	7 456		7 456	9 780	8 469	13 391
COMPTES DE REGULARISATION						
Charges constatées d'avance	2 216		2 216	2 100	1 845	1 468
ACTIF CIRCULANT	**73 111**	**736**	**72 375**	**64 555**	**41 883**	**47 695**
Charges à répartir						
Écarts de conversion actif	1 704		1 704	1 069	1 038	1 988
TOTAL GENERAL	**480 134**	**86 615**	**393 519**	**370 277**	**344 803**	**298 872**

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2006	31/12/2005 *Pro forma*	31/12/2005	31/12/2004
	Euros	Euros	Euros	Euros
Capital social	8 891	8 891	8 891	8 891
Prime d'émission de fusion, d'apport	73 732	73 732	73 732	73 732
Réserve légale	889	889	889	889
Réserves réglementées	2 926	3 435	3 435	3 435
Autres réserves	45 031	38 572	38 572	30 620
Report à nouveau	71	40	40	0
RESULTAT DE L'EXERCICE	32 490	25 091	13 135	14 298
Provisions réglementées	1 249	2 110	2 073	2 080
CAPITAUX PROPRES	**165 279**	**152 760**	**140 767**	**133 945**
Provisions pour risques	7 266	6 941	6 909	2 472
Provisions pour charges	1 537	1 354	958	746
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**8 803**	**8 294**	**7 868**	**3 218**
DETTES FINANCIERES				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	155 099	157 992	155 764	127 342
Emprunts et dettes financières divers	27 402	7 873	7 352	9 208
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	168	143	101	82
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 066	14 863	11 099	9 407
Dettes fiscales et sociales	20 652	24 155	15 235	13 624
DETTES DIVERSES				
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés	0	544	500	475
Autres dettes	1 512	758	3 382	1 481
Produits constatés d'avance	245	189	29	90
DETTES	**219 143**	**206 516**	**193 461**	**161 709**
Ecarts de conversion passif	295	2 707	2 707	0
TOTAL GENERAL	**393 519**	**370 277**	**344 803**	**298 872**

COMPTE DE RESULTAT PREMIERE PARTIE

(En milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2006 KEuros	31/12/2005 *Pro forma* KEuros	31/12/2005 KEuros	31/12/2004 KEuros
Ventes de marchandises France	32	44	44	34
Production vendue de biens France	29	46	46	34
Production vendue de services France	81 880	79 176	79 176	76 585
Production vendue de services Hors France	11 054	12 058	12 058	9 262
CHIFFRES D'AFFAIRES NET	**92 995**	**91 325**	**91 325**	**85 913**
Production immobilisée	6 947	6 150	6 150	
Reprises s/amortissements-provisions et transfert de charges	869	986	986	537
Autres produits	237	1 338	1 338	18
PRODUITS D'EXPLOITATION	**101 048**	**99 799**	**99 799**	**86 469**
Achats de marchandises	17	39	39	27
Variation de stocks de marchandises et matières premières	-13	14	14	38
Achats de matières premières et approvisionnements	46	16	16	113
Autres achats et charges externes	46 827	40 868	40 868	35 838
Impôts, taxes et versements assimilés	2 663	2 557	2 557	2 181
Salaires et traitements	24 925	23 704	23 704	22 472
Charges sociales	11 790	11 417	11 417	10 180
Dotations aux amortissements sur immobilisations	5 173	4 769	4 769	4 856
Dotations aux provisions sur actif circulant	161	76	76	665
Dotations aux provisions pour risques et charges	261	273	273	214
Autres charges	136	96	96	128
CHARGES D'EXPLOITATION	**91 986**	**83 829**	**83 829**	**76 711**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**9 061**	**15 969**	**15 969**	**9 758**

COMPTE DE RESULTAT DEUXIEME PARTIE

(En milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2006 KEuros	31/12/2005 *Pro forma* KEuros	31/12/2005 KEuros	31/12/2004 KEuros
Produits financiers de participations	15 854	13 919	13 919	14 656
Autres intérêts et produits assimilés	17 011	16 717	4 728	2 525
Reprises sur provisions et transferts de charges	6 913	8 482	8 482	9 563
Différences positives de change	57	364	364	895
PRODUITS FINANCIERS	**39 835**	**39 481**	**27 493**	**27 638**
Dotations financières aux amortissements et provisions	16 831	17 589	17 589	15 816
Intérêts et charges assimilées	14 647	6 066	6 034	4 905
Différences négatives de change	136	66	66	882
CHARGES FINANCIERES	**31 614**	**23 721**	**23 689**	**21 604**
RESULTAT FINANCIER	**8 222**	**15 760**	**3 804**	**6 034**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**17 283**	**31 730**	**19 774**	**15 792**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0	0	687
Produits exceptionnels sur opérations en capital	14 184	154	154	2 555
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 404	365	365	1 335
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**15 588**	**520**	**520**	**4 577**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 422	507	507	2 582
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	525	358	358	728
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**1 947**	**865**	**865**	**3 310**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**13 641**	**-345**	**-345**	**1 267**
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	659	1 092	1 092	313
Impôt sur les bénéfices	-2 225	5 202	5 202	2 448
TOTAL DES PRODUITS	**156 471**	**139 799**	**127 811**	**118 683**
TOTAL DES CHARGES	**123 981**	**114 709**	**114 677**	**104 386**
RESULTAT NET	**32 490**	**25 091**	**13 135**	**14 298**
RESULTAT NET PAR ACTION (en euros)	**3,48**	**2,69**	**1,41**	**1,53**
RESULTAT AVANT IMPOT PAR ACTION (en euros)	**3,24**	**3,25**	**1,97**	**1,79**
RESULTAT COURANT PAR ACTION (en euros)	**1,85**	**3,40**	**2,12**	**1,69**

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales détenues A plus de 50%	Capital social (1)	Capitaux propres autres que capital social (1)	% de contrôle	Valeur comptable des titres détenus Valeur brute
AMIX	160	4	100,00%	8
ALLIADIS	1 244	12 513	100,00%	44 224
APSYS NET	80	-347	100,00%	956
BKL Consultants	647	-576	100,00%	20 662
CBU	15	-59	100,00%	15
CDS	10 008	-8 026	100,00%	12 518
CEGELEASE	10 000	802	100,00%	10 219
CEGEDIM SRH	5 000	-517	100,00%	10 446
CEGEDIM HOLDING CIS	400	-1 179	100,00%	420
CETIP	749	3 240	99,66%	1 179
DECLARATIS	40	-505	100,00%	88
HOSPITALIS	37	-1 878	100,00%	37
ICOMED	3 087	2 172	100,00%	189
INCAMS	38	13 286	97,04%	586
MEDEXACT	250	-868	100,00%	0
PCO CEGEDIM	2 737	-3 427	100,00%	3 053
PHARMASTOCK	76	73	100,00%	76
QUALIPHARMA	10	-40	100,00%	234
RESIP	159	871	100,00%	20 435
RNP	495	2 718	100,00%	2 430
ROSENWALD	101	-214	99,84%	1 000
I SANTE (ex SANTESTAT)	8	-566	100,00%	8
SDI	37	154	100,00%	5 579
SOFILOCA	15	548	100,00%	15
XWZ 32	37	0	100,00%	37
CAM CORP INTERNATIONAL USA	13 400	13 917	100,00%	16 739
DOCUBASE SYSTEMS INC USA	2	-320	100,00%	2
CEGEDIM INC USA	5 379	-929	100,00%	5 379
CEGEDIM DO BRESIL	716	-404	100,00%	716
CEGEDIM HOLDING GMBH	11 559	16 994	100,00%	12 600
CEGEDIM GMBH (Autriche)	130	12	100,00%	130
CEGEDIM LTD	64	-6 169	100,00%	64
IN PRACTICE SYSTEMS (Angleterre)	19 845	25 111	100,00%	0
THIN (Angleterre)	2	-308	100,00%	188
CEGEDIM WORLD INT.SERVICES LT	60 000	67 054	100,00%	60 000
CEGEDIM HUNGARY KFT	90	590	100,00%	89
CEGEDIM TURKEY	88	-261	65,00%	40
CEGEDIM HELLAS	358	946	99,98%	360
CEGEDIM ROUMANIA SRL	19	1 021	100,00%	1 031
CEGEDIM SK (Slovaquie)	8	224	100,00%	8
CROISSANCE 2006 (Luxembourg)	1 378	6 431	100,00%	6 243
CEGEDIM Belgique	75	6 634	99,97%	75
GERS MAGHREB (Tunisie)	12	-121	100,00%	16
CEGEDIM TUNISIE	302	-808	65,00%	196
CEGEDIM ALGERIE	85	69	100,00%	85
CEGEDIM CIS (ex : CEI STAT) Tchéq	6	-307	100,00%	1 142
CEGEDIM CZ Tchéquie	29	1 369	100,00%	29
CEGEDIM Italie	1 000	3 962	99,99%	1 025
CEGEDIM TRENDS (Egypte)	14	262	70,00%	434
CEGEDIM Espagne	810	351	97,33%	1 611
CEGEDIM Portugal	50	1 842	98,50%	495

Filiale détenue à moins de 50 %	Capital social	Capitaux propres autres que capital social	% de contrôle	Valeur comptable des titres détenus Valeur brute
ART & STRATEGIE	42	8	20,00%	13
CEGERS	46	935	50,00%	23
EDIPHARM	15	152	20,00%	3
AGDF CEGEDIM RS (ex ICSF)	82	-287	0,00%	0
NETFECTIVE TECHNOLOGY	444	1 756	7,11%	899
THALES CEGEDIM	37	26	50,00%	19
BKL Pharma Consulting (Belgique)	62	-470	0,01%	0
CEGEDIM POLAND SP	510	111	1,77%	10

(1) Le capital et les capitaux propres des filiales hors zone euro sont indiqués pour leur contre-valeur en milliers d'euros aux dates historiques.

Valeur comptable des titres détenus Valeur nette	Prêts et avances consentis non remboursés Valeur brute	Provision	Provision Risque	Chiffre d'affaires H.T. (2)	Résultat net (2)	Dividendes reçus
8				2 483	28	
44 224	15 000			42 822	2 071	
817	420			146	-28	
66	12 800			9 884	-3 057	
0			43	0	-110	
4 342	23 000			0	-266	
10 219				40 451	1 344	
5 148				11 391	-109	
0	1 332	779		0	-1 160	
1 179				9 319	532	393
0	472		465	385	-154	
0			808	815	-155	
189				13 138	1 748	3 244
586				1 896	2 430	485
0			31	3 885	1 817	
546	900	900		11 236	-1 239	
8				3 211	48	505
234				1 702	-88	
19 893				2 986	854	1 144
2 430				19 869	2 579	2 012
620				1 023	-113	
0			558	10	-489	
3 005	1 307			11 418	852	
15	1 600			1 979	171	
37	13 585			0	0	
16 739	532			3 953	135	
0	694	522		402	42	
2 989	21 679			75	263	
0	911	201	201	1 170	-527	
7 464				957	-304	
12				659	362	
0	9 024	9 024	3 255	3 782	-1 186	
0				38 819	6 559	
6	113			705	-26	
60 000				10	2 134	
89				2 001	58	
0			170	2 730	126	
360				4 966	528	411
1 031				3 396	534	
8				652	63	
6 243				0	227	
75				5 583	1 030	
0	25	25		20	-122	
0	1 047	525		147	-249	
69				97	-58	
671	390			529	-65	
29				3 395	174	
1 025				10 699	793	
434				550	227	
323				2 908	-503	
495				4 479	706	

Valeur comptable des titres détenus Valeur nette	Prêts et avances consentis non remboursés Valeur brute	Provision	Provision Risque	Chiffre d'affaires H.T.	Résultat net	Dividendes reçus
10	260			660	287	
23				4 587	163	180
3				3 344	81	16
0				1 754	-260	
158				8 192	916	
19				2 430	26	
0				769	-132	
2	789			5 431	254	

(2) Le chiffre d'affaires et le résultat net des filiales hors zone euro sont indiqués pour leur contre-valeur en milliers d'euros au cours moyen annuel de l'exercice 2006.

20.1.2 Annexes aux comptes sociaux - CEGEDIM SA

NOTE 1 : FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 2006

A) TRANSMISSION UNIVERSELLE DU PATRIMOINE

CEGEDIM SA a absorbé les sociétés TVF, SANTESURF, et PHARMA CRM. Cette Transmission Universelle du Patrimoine s'est réalisée le 30 décembre 2006 sans rétroactivité comptable. En conséquence, le bilan de CEGEDIM SA au 31 décembre 2006 est constitué d'une part des éléments d'actif et de passif de la société et d'autre part des éléments d'actif et de passif des sociétés absorbées. Concernant le compte de résultat au 31 décembre 2006, CEGEDIM SA tient compte des boni et mali de fusion liés aux TUP.

Des comptes pro forma pour l'exercice 2005 ont été établis en tenant compte des informations présentées ci-dessus, afin de fournir une information comparative.

B) ACTIVATION DE FRAIS DE DEVELOPPEMENT

Des frais de développement de projets internes ont été activés en immobilisations incorporelles pour un montant de 6 947 K€, les conditions posées par le Plan Comptable Général pour cette activation étant remplies.

C) CESSION DE TITRES

CEGEDIM SA a cédé les titres des sociétés Pharmapost, Medipost et Docubase Système à XWZ 32, CEGEDIM SA a réalisé à ce titre une plus-value de 12 532 K€.

NOTE 2 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
Les principales règles et méthodes utilisées sont les suivantes :

A) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les actifs incorporels de CEGEDIM SA sont essentiellement constitués de frais de développement et de logiciels acquis.

Dépenses de recherche et développement

CEGEDIM engage des coûts dans le cadre d'opérations de développement de projets internes.
Les dépenses engagées pour la phase de recherche d'un projet interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont en-courues.

Les coûts de développement de nouveaux projets internes sont immobilisés dès lors que les critères suivants sont strictement respectés (Règlement n° 2004-06 du CRC) :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

En cas de non respect des critères, les coûts de développement sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.
Les coûts de développement comprennent toutes les dépenses pouvant être directement attribuées à l'immobilisation incorporelle et qui sont nécessaires à sa création, sa production et sa préparation afin d'être en mesure de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.
Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire à compter de la mise en service de l'immobilisation sous-jacente et sont calculés sur la base de la durée prévisible de l'utilisation de celle-ci.

Immobilisations acquises

Les immobilisations incorporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties linéairement sur leur durée d'utilité économique.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

	amort. pour dépréciation	
	durée	mode
Concessions	entre 5 et 20 ans	Linéaire
Logiciels	entre 1 et 5 ans	Linéaire

B) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée d'utilité économique. La base amortissable retenue est constituée du coût d'acquisition. Les durées d'utilité sont revues périodiquement et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Les immobilisations corporelles de CEGEDIM SA sont essentiellement constituées de matériel informatique et d'agencements et installations.

Les durées et modes d'amortissement retenus sont généralement les suivants :

Matériel informatique

- micro ordinateurs destinés à un usage bureautique : entre 3 et 4 ans en linéaire
- systèmes serveurs : amortissement linéaire entre 5 et 15 ans

Agencements et installations

Les agencements et installations ont une durée d'utilisation de 8 à 15 ans (l'essentiel étant sur 8 ans).
L'amortissement est constitué selon le mode linéaire.

C) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires d'acquisition.

Les titres de participations font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire devient durablement inférieure à leur valeur comptable. La valeur d'inventaire s'apprécie en fonction de la quote-part des capitaux propres de la filiale ou du sous-groupe concernés en tenant compte des perspectives d'avenir et éventuellement des probabilités de non recouvrement des prêts ou comptes courants.

Les provisions estimées nécessaires s'imputent sur les titres de participations, les prêts ou comptes courants ou sont comptabilisées en provisions pour risques et charges.

Les actions propres détenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale sont valorisées à leur prix d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée si le cours moyen du dernier mois de l'exercice est inférieur à la valeur d'acquisition. La provision est égale à cet écart.

D) COMPTES CLIENTS

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.
Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée. Ainsi, les clients douteux sont systématiquement dépréciés à 100 % et les créances échues de plus de six mois sont suivies au cas par cas et, éventuellement, dépréciées à hauteur du risque estimé de non recouvrement.

E) ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite sont comptabilisés en provision pour charges. CEGEDIM SA applique en effet les dispositions de la recommandation du CNC n° 2003-R-01 du 1er avril 2003 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, et de ce fait la méthode préférentielle.

Les engagements de CEGEDIM SA sont couverts partiellement par des fonds versés à un organisme financier ; le montant de ces placements dédiés vient donc en déduction de l'engagement total, au passif du bilan.

L'engagement actuariel est calculé selon la méthode des unités de crédit projetées et sur la base d'évaluations qui intègrent notamment des hypothèses de progression des salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs et de rentabilité des placements dédiés. Les changements liés aux modifications périodiques des hypothèses actuarielles précédemment listées, relevant de la situation financière et économique générale ou aux conditions démographiques, sont comptabilisés en compte de résultat.

F) RECONNAISSANCE DES REVENUS

Les revenus de CEGEDIM SA sont principalement constitués de prestations de services et, le cas échéant, de ventes de logiciels et de matériels.

Prestations de services

Les principales catégories de prestations de services et les modes de reconnaissance des revenus sont les suivants :

- l'accès aux bases de données de CEGEDIM fait généralement l'objet d'un abonnement, avec une facturation périodique (mensuelle ou annuelle) ; le chiffre d'affaires est ensuite enregistré à l'avancement, sur la base du temps écoulé ;
- les études standards et spécifiques fournies par CEGEDIM sont comptabilisées lors de leur livraison aux clients ;
- les traitements informatiques réalisés pour le compte de clients sont enregistrés lors de la réalisation de la prestation ;

- les services de support (assistance, maintenance...) font l'objet d'un contrat généralement annuel, calculé sur la base d'un forfait en rapport avec les coûts et les moyens engagés par CEGEDIM pour assurer ces prestations. Les produits relatifs à ces contrats sont enregistrés prorata temporis sur la durée du contrat et donnent lieu à la comptabilisation de produits constatés d'avance.

Ventes de logiciels et de matériels

Ces ventes sont enregistrées lors de la livraison, cocomitante à l'installation chez le professionnel. Les éventuels escomptes et rabais sont enregistrés en diminution des ventes.

G) OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice. Les différences résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours sont portées au bilan en "écarts de conversion". Les pertes latentes de change non couvertes font l'objet d'une provision pour risque.

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS

(Valeurs brutes en milliers euros)

Rubriques	Solde au 31/12/2005	TUP (1)	Acquisitions apports	Cessions sorties	Solde au 31/12/2006
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**11 438**	**436**	**8 001**	**1 091**	**18 784**
Constructions sur sol d'autrui	0	1 115	0	0	1 115
Installations techniques, outillage	23 165	1 689	3 103	3 769	24 186
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 686	195	27	0	1 908
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**24 851**	**2 999**	**3 129**	**3 769**	**27 209**
Autres participations	241 349	6 203	640 (2)	4 114	244 078
Prêts, autres immobilisations financières	93 279	3 051	39 228 (3)	20 309	115 249
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**334 628**	**9 254**	**39 868**	**24 424**	**359 327**
TOTAL GENERAL	**370 917**	**12 689**	**50 998**	**29 284 0**	**405 320**

(1) Apport des sociétés absorbées (TVF, SANTESURF et PHARMA CRM) dans CEGEDIM au 30 décembre 2006.

(2) Augmentation de la valeur des titres de participation.

(3) Augmentation des prêts aux filiales.

NOTE 4 : AMORTISSEMENTS

Situations et mouvements de l'exercice	Solde au 31/12/2005	TUP (1)	Dotations	Reprises	Solde au 31/12/2006
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 604	403	775	1 091	**3 691**
Constructions sur sol d'autrui	0	454	0	0	454
Installations techniques, outillage	12 717	1 345	4 253	3 309	15 005
Matériel de bureau et informatique	1 300	182	146	0	1 627
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**14 016**	**1 982**	**4 398**	**3 309**	**17 087**
TOTAL GENERAL	**17 620**	**2 385**	**5 173**	**4 401**	**20 778**

	Ventilation des dotations			Dérogatoire		
	Linéaire	TUP (1)	Dégressif	Dotations	TUP (1)	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**775**	**403**				
Constructions sur sol d'autrui	0	454				
Installations techniques, outillage	4 253	1 345		525	54	1 404
Matériel de bureau et informatique	146	182				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**4 398**	**1 982**	**0**	**525**	**54**	**1 404**
TOTAL GENERAL	**5 173**	**2 385**	**0**	**525**	**54**	**1 404**

(1) Apport des sociétés absorbées (TVF, SANTESURF, PHARMA CRM) dans CEGEDIM au 30 décembre 2006.

NOTE 5 : PROVISIONS

Rubriques	Solde au 31/12/2005	TUP (1)	Dotations	Reprises	Solde au 31/12/2006
Amortissements dérogatoires	2 073	54	525	1 404	1 249
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	**2 073**	**54**	**525**	**1 404**	**1 249**
Provisions pour litiges	75	6	27	75	32
Provisions pour pertes de change	1 038	61	1 643	1 038	1 704
Provisions pour pensions et obligations similaires	958	451	235	108	1 537
Provisions pour risques sur titres de participations	5 796	0	1 384	1 650	5 530
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARG	**7 868**	**518**	**3 288**	**2 871**	**8 803**
Titres de participation	41 800	2 778	9 988	2 330	52 236
Autres immobilisations financières	9 615	1 329	3 816	1 895	12 865
Provisions pour dépréciation de créances clients	682	83	161	190	736
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	**52 097**	**4 190**	**13 965**	**4 415**	**65 837**
TOTAL GENERAL	**62 038**	**4 762**	**17 778**	**8 690**	**75 888**
Dotations et reprises d'exploitation			422	373	
Dotations et reprises financières			16 831	6 913	
Dotations et reprises exceptionnelles			525	1 404	

(1) Apport des sociétés absorbées (TVF, SANTESURF, PHARMA CRM) dans CEGEDIM au 30 décembre 2006.

NOTE 6 : ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES

Etat des créances	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'1 an
Prêts	110 470		110 470
Autres immobilisations financières	4 779		4 779
Clients douteux ou litigieux	1 883	1 883	
Autres créances clients	46 370	46 370	
Personnel et comptes rattachés	152	152	
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	1	1	
Etat : impôt sur les bénéfices	6 079	6 079	
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 273	1 273	
Etat : créances diverses	104	104	
Groupe et associés	0	0	
Débiteurs divers	1 250	1 250	
Charges constatées d'avance	2 216	2 216	
TOTAL GENERAL	**174 578**	**59 328**	**115 249**
Prêts accordés en cours d'exercice (1)	41 710		
Remboursements obtenus en cours d'exercice	19 720		

(1) Prêts accordés en cours d'exercice par les sociétés absorbées 2 794 K€.

Aucune créance ne présente d'échéance supérieure à 5 ans.

Etat des dettes	Montant brut	à 1 an au plus	plus d'1 an, 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts à 1 an maximum à l'origine	47 360	47 360		
Emprunts à plus d' 1 an à l'origine	107 739	29 530	78 209	
Emprunts et dettes financières divers	27 402	24 552	2 850	
Fournisseurs et comptes rattachés	14 066	14 066		
Personnel et comptes rattachés	8 803	8 803		
Sécurité Sociale, autres organismes sociaı	3 621	3 621		
Etat : impôt sur les bénéfices	0	0		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	6 795	6 795		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	1 433	1 433		
Dettes s/immobilisations et comptes rattac	0	0		
Groupe et associés	752	752		
Autres dettes	760	760		
Produits constatés d'avance	245	245		
TOTAL GENERAL	**218 975**	**137 917**	**81 059**	**0**
Emprunts souscrits en cours exercice	35 000			
Emprunts remboursés en cours exercice	32 147			

NOTE 7 : RETRAITE

	Par un fonds d'assurance	Par une provision pour charge
Engagement de retraite couvert	**1 251 K€**	**1 537 K€**

Les salariés bénéficient, lors de leur départ à la retraite, du versement d'une indemnité de départ à la retraite telle que définie dans la convention collective.

Afin de financer les engagements liés à ces indemnités, un régime d'évaluation actuarielle a été mis en place. Le montant total de l'engagement s'élève à 2 509 642 € dont 1 251 220 € versés à une compagnie d'assurance.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

hypothèses économiques	taux d'intérêt net :	4,5 %
	augmentation des salaires :	2,0 % inflation comprise
hypothèses démographiques	mortalité :	Les tables de mortalité utilisées sont les tables prospectives par génération (TPG93)
	mobilité :	5,0 % par an jusqu'à 35 ans 3,0 % jusqu'à 45 ans 1,5 % jusqu'à 50 ans et 0 % après.
Age de départ à la retraite		mise à la retraite à 62 ans pour les non cadres mise à la retraite à 65 ans pour les cadres

Convention collective :

La société CEGEDIM est rattachée à la convention collective nationale de la Pharmacie.

NOTE 8 : PÉRIMÈTRE D'INTÉGRATION FISCALE

CEGEDIM SA est la société-mère tête de Groupe.

Les sociétés suivantes sont intégrées fiscalement en qualité de membre :

ALLIADIS, ALLIANCE SOFTWARE, AGDF CEGEDIM RS, APSYS NET, AMIX, ASPONE.FR, BKL THALES, CBU, CDS, CEGEDIM INGENIERIE, CEGEDIM SRH, CEGELEASE, CETIP, CETIP ENCAISSEMENTS, DATA CONSEIL, HOSPITALIS, ICOMED, INCAMS, PCO CEGEDIM, PHARMASTOCK, QUALIPHARMA, RESIP, RNP, ROSENWALD, I SANTE, SDI, SELECTIS, SOFILOCA, SOLTIM, PROVAL SA, PROVAL NTIC, PROVAL AVT.

- Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme s'il n'y avait pas intégration fiscale.
- L'économie d'impôt des filiales déficitaires est comptabilisée en gain immédiat dans la société mère et s'élève à 2 085 K€ pour 2006 (2 431 K€ pour 2005).
- Les déficits des sociétés incluses dans l'intégration fiscale ont bénéficié à la société mère.
- Les sociétés qui seraient suceptibles de redevenir bénéficiaires à un terme non encore défini génèreraient éventuellement une charge d'impôt future supplémentaire évaluée à 9 973 K€ au 31 décembre 2006 chez CEGEDIM SA.

NOTE 9 : IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MERE DE CEGEDIM : FINANCIERE CEGEDIM

SA détenue principalement par M. Labrune, sa famille et par certains membres du Conseil d'administration de CEGEDIM SA.

NOTE 10 : ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN

Rubriques	Entreprises consolidées	Participations
ACTIF IMMOBILISÉ		
Participations	243 166	912
Prêts	109 321	1 149
ACTIF CIRCULANT		
Créances clients, comptes rattachés	13 454	126
Autres créances	213	14
DETTES		
Dettes fournisseurs, comptes ratt.	5 150	
Autres dettes	143	

NOTE 11 : AVANCE AUX DIRIGEANTS

Conformément à l'article L 225-43 du Code de commerce, il n'a été alloué aux dirigeants de la société ni avance, ni crédit.

NOTE 12 : DÉTAIL DES PRODUITS À RECEVOIR

Rubriques	Montants
Clients, factures à établir	968
Clients et comptes rattachés	968
Fournisseurs, avoirs à recevoir	291
Divers, produits à recevoir	895
Autres créances	1 186
Banques, intérêts à recevoir	0
TOTAL	**2 154**

NOTE 13 : DÉTAIL DES CHARGES A PAYER

Rubriques	Montants
Intérêts courus à payer sur emprunts	307
Intérêts courus à payer sur participation	122
Intérêts courus à payer sur découvert	0
Emprunts et dettes financières	429
Fournisseurs, factures à recevoir	3 129
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 129
Provision pour congés payés	4 299
Provision RTT	910
Personnel, autres charges à payer	2 311
État, charges à payer	1 433
Dettes fiscales et sociales	8 953
Clients, avoirs à établir	745
Charges à payer, divers	767
Autres dettes	1 512
TOTAL	**14 023**

NOTE 14 : COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombres de titres			Valeur nominale		
	à clôture d'exercice	créés pendant exercice	créés par division	en début d'exercice	à clôture d'exercice	en début d'exercice du nominal
Actions ordinaires	9 331 449			9 331 449	0,9528	0,9528

NOTE 15 : TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Primes	Réserve légale	Réserves règlementées	Autres réserves	Report à Nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions règlementées	Total
Au 31.12.2004 (1)	**8 891**	**73 732**	**889**	**3 435**	**30 620**	**0**	**14 298**	**0**	**131 865**
méthode (CRC 2002-10)								2 080	2 080
Au 31.12.2004 (1) Pro forma	**8 891**	**73 732**	**889**	**3 435**	**30 620**	**0**	**14 298**	**2 080**	**133 945**
Augmentation du capital									0
Réduction du capital									0
Résultat 2004					14 298		-14 298		0
Dividendes					-6 345				-6 345
Report à Nouveau						40			40
Provisions réglementées								-7	-7
Résultat 2005							13 135		13 135
Au 31.12.2005 (1)	**8 891**	**73 732**	**889**	**3 435**	**38 572**	**40**	**13 135**	**2 073**	**140 767**
Augmentation du capital									0
Réduction du capital									0
Résultat 2005				-510	13 645		-13 135		0
Dividendes					-7 185				-7 185
Report à Nouveau						32			32
Provisions réglementées								-824	-824
Résultat 2006							32 490		32 490
Au 31.12.2006 (1)	**8 891**	**73 732**	**889**	**2 926**	**45 031**	**71**	**32 490**	**1 249**	**165 279**

(1) Capitaux propres avant répartition

NOTE 16 : VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Rubriques	Chiffres d'affaires		
	France	Hors France	Total
Ventes de marchandises	32		32
Production de biens	29		29
Production de services	81 880	11 054	92 934
TOTAL	**81 941**	**11 054**	**92 995**

NOTE 17 : QUOTE-PART DE RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN

	Résultat global	Résultat transféré
EDIPHARM	81	16
TOTAL	**81**	**16**

NOTE 18 : CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Nature des charges		Montant
Valeurs comptables des immobilisations corporelles cédées		464
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	(1)	958
Dotation aux Amortissements Dérogatoires		525
TOTAL		**1 947**

Nature des produits		Montant
Produit de cession des immobilisations corporelles		405
Produit de cession des immobilisations financières	(1)	13 585
Boni sur rachat d'actions propres		194
Reprise sur Amortissements Dérogatoires		1 404
TOTAL		**15 588**

(1) dont cession titres PHARMAPOST, MEDIPOST et DOCUBASE SYSTEMS à XWZ 32.

NOTE 19 : RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	17 283	-432	17 715
Economie d'IS sur déficit/sociétés intégrées		-2 085	2 085
Restitution d'IS sur sociétés intégrées		316	-316
Neutralisation de l'IS intégration fiscale		-418	418
Résultat exceptionnel à court terme	13 641	4 547	9 094
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	-659	-30	-630
Impôt sociétés tuppées[(1)]		-4 103	4 103
Retenue à la source		1	-1
IS années antérieures		-21	21
RESULTAT COMPTABLE	**30 264**	**-2 225**	**32 490**

(1) La provision pour impôt comptabilisée dans les comptes des sociétés absorbées, soit 4 103 K€ à la date de la transmission, a été reprise. Hors effet de cette reprise, la charge d'impôt s'établit à -1 877 K€

NOTE 20 : SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE ET LATENTE

La fiscalité différé est la suivante :

- Organic : 159 K€
- Construction : 96 K€
- Participation : 659 K€
- Provision départ en retraite : 1 537 K€

L'impôt différé correspondant s'élève à 843 K€

NOTE 21 : REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs s'est élevé à 37,5 K€ en 2006 et est comptabilisé dans le poste "Autres charges" du compte de résultat.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Avantages à court terme (salaires, primes, etc)	160	385
Avantages postérieurs à l'emploi	*néant*	*néant*
Indemnités de rupture de travail	*néant*	*néant*
Avantages comptabilisés	160	385
Indemnités de rupture de contrat de travail	*néant*	*néant*
Avantages non comptabilisés	*néant*	*néant*

NOTE 22 : EFFECTIF AU 31 DECEMBRE 2006

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	353
Non cadres	204
Apprentis	4
TOTAL	**561**

NOTE 23 : ENDETTEMENT FINANCIER

(En milliers d'euros)

		31/12/2006	31/12/2005
Emprunts et dettes financières à long terme (> 5 ans)	(1)	0	1 989
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 1 an, < 5 ans)	(1)	81 059	73 207
Emprunts et dettes financières à court terme (< 1 an)	(1)	54 082	37 243
Concours bancaires courants	(2)	47 360	50 676
Total dettes financières		182 501	163 115
Total trésorerie active	(3)	13 368	8 469
Endettement financier net		169 133	154 646
CAF		27 322	27 412

(1) Nouveaux emprunts : 35 000 K€
(2) Concours bancaires courants -> avances aux filiales
(3) dont compte IBL Invest. Bank pour 7 412 K€
dont compte GBP Crédit Lyonnais 30 K€
dont souscription Sicav 5 913 K€.

CONDITIONS DES PRINCIPAUX EMPRUNTS	VALEUR RESIDUELLE
TAUX EURIBOR	
Année 2007	1 562
Année 2009	7 375
Année 2010	59 622
- Taux Euribor avec SWAP taux plancher 2,10% taux plafond 2,82% sur l'emprunt au CA (15 600 K€) sur le total de (59 622 K€)	
Année 2011	38 873

NOTE 24 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

CAUTION DE CEGEDIM à SES FILIALES

- **FILIALE PHARMASTOCK**
  Caution solidaire de sa filiale PHARMASTOCK au profit de la société BATICENTRE concernant l'exécution des conditions de l'opération de crédit-bail à hauteur de 299 K€ (autorisation CA du 13 août 2002).

- **FILIALE MEDIPOST**
  Caution bancaire (crédit agricole) de sa filiale MEDIPOST au profit de la Poste du Loiret à hauteur de 1 253 K€ (autorisation CA du 28 mars 2006).
  Caution solidaire de sa filiale MEDIPOST au profit de France PAQUETS à hauteur de 200 K€.
  Caution solidaire de sa filiale MEDIPOST au profit de BNP PARIBAS Lease Group pour toutes les sommes dues au titre de l'acquisition en crédit-bail de machines BUHRS (autorisation CA du 29 novembre 2002).

- **FILIALE SDI**
  Caution bancaire (BNP) au profit de la Poste à hauteur d'1 million d'euros (autorisation CA du 29 novembre 2002).
  Caution bancaire (Société Générale) au profit de la Poste à hauteur de 3 millions d'euros (autorisation CA du 22 avril 2005).
  Caution au profit de BNP PARIBAS Lease Group pour toutes les sommes dues au titre de l'acquisition en crédit-bail de machines (autorisation CA du 29 novembre 2002).

- **FILIALE CEGELEASE**
  Garantie donnée en cas de défaillance de sa filiale CEGELEASE dans le cadre du bail avec la société GUILAUR Sarl (autorisation CA du 3 septembre 2003).
  Caution solidaire de sa filiale CEGELEASE pour un contrat de financement conclu avec la C.G.L (Compagnie Générale de Location) dans la limite d'un encours de 7 millions d'euros (autorisation CA du 5 décembre 2003).
  Caution solidaire de sa filiale CEGELEASE dans le cadre de deux contrats de prêt pour un total de 30 millions d'euros que cette dernière a sollicité auprès du CREDIT LYONNAIS et de la SOCIETE GENERALE (durée maximale de 3 ans) - (autorisation du CA du 30 décembre 2005).

- **FILIALE INFOPHARM LTD**
  Garantie en faveur de la société SDA Pharmaceuticals (autorisation du CA du 28 avril 2006).

D'autres cautions bancaires (LCL) ont été versées par CEGEDIM pour un montant de 7 K€ au profit du CENTRE HOSPITALIER P. ARDIER et 230 K€ au profit de C.R.P.C.E.N.

NANTISSEMENTS TITRES FILIALES

Il existe des nantissements et gages de titres dans le cadre d'emprunt dont l'encours total au 31 décembre est de 48 919 K€.

NOTE 25 : ACTIONS PROPRES

La société CEGEDIM a procédé en 2002 au rachat de 59 319 actions pour un montant total de 3 435 K€ conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale du 23 avril 2002.

Au cours de l'année 2006, la société a procédé à la cession de 9 549 de ces actions pour un montant de 731 K€. En 2005, la société a vendu 8 587 de ces actions pour un montant de 661 K€.

	Qtés	Montant en K€
Solde à nouveau au 01/01/2006	50 732	2 926
Acquisitions 2006	-	-
Cessions 2006	9 549	537
Solde au 31/12/2006	41 183	2 389

NOTE 26 : INFORMATION RELATIVE AU DIF (Droit Individuel à Formation)

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés au 31/12/2006 est de 40 213 dont 38 933 n'ayant pas donné lieu à demande.

20.1.3 Rapport Général des Commissaires aux comptes

Comptes Annuels – Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CEGEDIM, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Principes comptables

Activation des frais de développement

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur recouvrable et nous nous sommes assurés que le paragraphe « Principes comptables - Immobilisations incorporelles et dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée.

Estimations comptables

Valorisation des participations

Les titres de participation figurant à l'actif du bilan de votre société sont évalués selon les méthodes présentées dans la NOTE 2 § C) de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons procédé à des appréciations spécifiques des éléments pris en considération pour les estimations des valeurs d'inventaire et, le cas échant, vérifié le calcul des provisions pour dépréciation.
Ces appréciations n'appellent pas de remarque particulière de notre part, tant au regard de la méthodologie appliquée que du caractère raisonnable des évaluations retenues ainsi que des informations fournies dans les notes annexes.

Engagements de retraite

La NOTE 2 § E) de l'annexe aux comptes annuels précise les modalités d'évaluation des engagements de retraite. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner

les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note 7 de l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée.
Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Courbevoie et Paris le 12 avril 2007

Les Commissaires aux comptes

GRANT THORNTON

100 RUE DE COURCELLES – 75849 PARIS CEDEX 17
TEL : +33 (0) 1 56 21 03 03

Michel COHEN
Commissaire aux Comptes

MAZARS & GUÉRARD

61 RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE
TÉL : +33 (0) 1 49 97 60 00

Jean-Paul STEVENARD
Commissaire aux Comptes

20.2 Informations financières historiques - Comptes consolidés

20.2.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2006 - Groupe CEGEDIM

- Bilan consolidé
- Compte de résultat consolidé
- Tableau de variation des capitaux propres consolidés
- Tableau de variation de périmètre
- Flux de trésorerie à partir des résultats des entreprises intégrées
- Information sectorielle

BILAN ACTIF (EN MILLIERS D'EUROS)

ACTIF	Note	31/12/2006 K Euros Net	31/12/2005 K Euros Net	31/12/2004 K Euros Net
Capital souscrit non appelé				
ÉCARTS D'ACQUISITION (Note 5)	1	**203 584**	**180 510**	**132 706**
Frais de développement		16 692	8 388	0
Concessions, brevets, marques		1 004	1 608	1 540
Autres immobilisations incorporelles		24 080	21 996	21 404
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Note 3)		**41 776**	**31 992**	**22 944**
Terrains		444	197	197
Constructions		2 723	2 097	1 984
Installations techniques		32 483	32 250	28 038
Autres immobilisations corporelles		7 090	6 780	6 304
Immobilisations en cours		17	57	79
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 4)		**42 757**	**41 381**	**36 602**
Titres de participation		173	296	88
Titres des sociétés mises en équivalence (Note 7)		6 018	413	155
Prêts		367	1 175	1 290
Autres immobilisations financières		11 741	4 036	3 875
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (Note 9)		**18 299**	**5 920**	**5 408**
Etat - Impôt différé (Note 23)		**7 215**	**9 200**	**8 928**
Créances clients : part à (+) d'un an (Note 10)		**40 480**	**31 556**	**40 328**
Autres créances : part à (+) d'un an (Note 11)		**409**	**382**	**1 129**
ACTIF NON COURANT		**354 520**	**300 941**	**248 045**
En-cours de services (Note 8)		888	1 115	1 392
Marchandises (Note 8)		6 936	6 568	5 057
Avances, acomptes sur commandes		1 006	587	790
Créances clients : part à (-) d'un an (Note 10)		185 681	153 144	117 521
Capital appelé non versé		0	47	50
Autres créances : part à (-) d'un an (Note 11)		23 226	17 381	22 911
Equivalents de trésorerie		1 073	210	1 181
Trésorerie		38 555	49 470	45 794
Charges constatées d'avance		7 553	7 603	7 448
ACTIF COURANT		**264 918**	**236 125**	**202 144**
TOTAL GENERAL		**619 438**	**537 066**	**450 189**

Note	Reclassement	31/12/2005	31/12/2004
1	Reclassement en 2006 du poste "Fonds commercial" en "Ecarts d'acquisition" : Eléments identifiés comme indissociables des écarts d'acquistion avec une durée de vie indéfinie.	19 973	19 469

BILAN PASSIF (EN MILLIERS D'EUROS)

PASSIF	31/12/2006 K Euros Net	31/12/2005 K Euros Net	31/12/2004 K Euros Net
Capital social	8 891	8 891	8 891
Prime d'émission	14 981	14 981	14 981
Réserves groupe	158 205	126 937	99 093
Réserves de conversion groupe	-238	-238	-238
Écart de conversion groupe	-1 765	1 297	-2 919
RESULTAT GROUPE	**38 653**	**37 627**	**34 102**
Subventions d'investissement			
Provisions règlementées			
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	**218 727**	**189 495**	**153 910**
Intérêts minoritaires (réserves)	1 523	1 493	2 072
Intérêts minoritaires (résultat)	265	265	278
INTERETS MINORITAIRES	**1 788**	**1 758**	**2 350**
CAPITAUX PROPRES	**220 515**	**191 253**	**156 260**
Dettes financières à + d'un an (note 17)	95 168	95 203	49 236
Impôts différés passifs (note 23)	3 744	2 420	3 191
Provisions (note 13)	7 793	6 515	4 476
Autres passifs non courants	34	1 767	13 346
PASSIF NON COURANT	**106 739**	**105 905**	**70 249**
Dettes financières à - d'un an (note 17)	120 059	85 337	76 498
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 126	44 600	40 682
Dettes fiscales et sociales	82 339	78 305	77 640
Provisions (note 13)	1 471	1 947	1 866
Autres passifs courants (note 18)	35 189	29 719	26 994
PASSIF COURANT	**292 184**	**239 908**	**223 680**
TOTAL GENERAL	**619 438**	**537 066**	**450 189**

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2006 (EN MILLIERS D'EUROS)

Rubriques	31/12/2006 K Euros Net	31/12/2005 K Euros Net	31/12/2004 K Euros Net
Ventes de marchandises France	27 093	24 777	16 687
Ventes de marchandises Hors France	19 201	15 875	17 844
Production vendue de biens France	7 448	5 561	5 088
Production vendue de biens Hors France	5 977	7 843	614
Production vendue de services France	314 138	300 230	284 149
Production vendue de services Hors France	167 351	147 052	109 974
CHIFFRE D'AFFAIRES	**541 208**	**501 338**	**434 356**
Autres produits de l'activité			
Production immobilisée	12 017	10 299	
Achats consommés	-37 391	-34 768	-25 676
Charges externes (Note 19)	-164 219	-154 425	-129 875
Impôts et taxes	-11 324	-9 994	-8 472
Frais de personnel	-247 189	-226 886	-193 302
Dotations aux amortissements	-24 764	-24 083	-22 691
Dotations et reprises aux provisions	-2 335	-1 118	-995
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-98	-277	-114
Autres produits et charges d'exploitation	294	790	1 477
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**66 199**	**60 876**	**54 708**
Autres produits et charges opérationnels			
RESULTAT OPERATIONNEL	**66 199**	**60 876**	**54 708**
Produits de trésorerie & d'équivalents de trésorerie	3 158	4 587	5 553
Cout de l'endettement financier brut	-9 946	-7 262	-5 873
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (Note 22)	**-6 788**	**-2 675**	**-320**
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS			
Impôts sur les bénéfices	-16 830	-21 266	-19 079
Impôts différés sur les bénéfices	-3 486	908	-856
CHARGE D'IMPOT (Note 24)	**-20 316**	**-20 358**	**-19 935**
QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	**-177**	**49**	**-73**
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION	**38 918**	**37 892**	**34 380**
RESULTAT NET D'IMPOT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION			
RESULTAT NET CONSOLIDE	**38 918**	**37 892**	**34 380**
PART DU GROUPE	**38 653**	**37 627**	**34 102**
Intérêts minoritaires	265	265	278
Nombre d'actions hors auto contrôle	9 290 266	9 280 717	9 272 130
RESULTAT PAR ACTION en Euros (Note 25)	**4,2**	**4,1**	**3,7**
Instruments dilutifs	néant	néant	néant
RESULTAT DILUE PAR ACTION en Euros (Note 26)	**4,2**	**4,1**	**3,7**

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2006

(en milliers d'euros)		Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Ecarts de conversion	Total part Groupe	Minoritaires	TOTAL
Solde au 01/01/2005 IFRS		**8 891**	**14 981**	**133 061**	**134**	**-3 157**	**153 910**	**2 350**	**156 260**
Opérations sur capital									
Opérations sur titres auto-détenus					699		699		699
Distribution de dividendes	(1)			-6 345			-6 345	-259	-6 604
Résultat 2005				37 627			37 627	265	37 892
- Impact correction activation ID antérieur					*-303*		*-303*		*-303*
- Impact écart actuariel retraite					*-683*		*-683*		*-683*
- Impact divers					*138*		*138*		*138*
Résultats enregistrés directement en capitaux propres					-848		-848		-848
Écarts de conversion						4 216	4 216	10	4 226
Autres variations							0	-12	-12
Variations de périmètre					236		236	-596	-360
Solde au 31/12/2005 IFRS		**8 891**	**14 981**	**164 343**	**221**	**1 059**	**189 495**	**1 758**	**191 253**
Opérations sur capital									
Opérations sur titres auto-détenus					696		696		696
Distribution de dividendes	(1)			-7 185			-7 185	-235	-7 420
Résultat 2006				38 652			38 652	265	38 917
- Impact correction activation ID antérieur	(2)				*-52*		*-52*		-52
- Impact correction amortissements	(2)				*182*		*182*		182
- Impact divers					*1*		*1*		1
Résultats enregistrés directement en capitaux propres					131		131		131
Écarts de conversion						-3 062	-3 062	-20	-3 082
Autres variations							0	-22	-22
Variations de périmètre							0	42	42
Solde au 31/12/2006 IFRS		**8 891**	**14 981**	**195 810**	**1 048**	**-2 003**	**218 727**	**1 788**	**220 515**

(1) : Le montant total des dividendes est distribué au titre d'actions ordinaires. Il n'existe pas d'autre catégorie d'actions. Il n'y a pas eu d'émission, de rachats ou de remboursement de titres de capitaux sur l'année 2006.

(2) : Correction d'erreur suite au passage aux IFRS : Amortissements et retraitement d'un crédit-bail. Compte tenu du caractère non significatif de ces corrections, il n'y a pas eu d'établissements de compte pro forma sur l'année 2005.

TABLEAU DE VARIATION DE PÉRIMÈTRE

Le groupe a fait l'objet d'une variation de périmètre selon le détail suivant :

Entreprises concernées	% de détention de l'exercice	% de détention de l'exercice précédent	Méthode de consolidation de l'exercice	Méthode de consolidation de l'exercice précédent	Observations
Entreprise entrant dans le périmètre					
INFODISK	34,00%		M.E		Création en février 2006
RM INGENIERIE	100,00%		I.G.		Rachat en mars 2006
MILLENNIUM	49,20%		M.E		Rachat en février 2006
CEGEDIM STRATEGIC DATA KOREA LLC	100,00%		I.G.		Création en mai 2006
CEGEDIM STRATEGIC DATA MEXICO	100,00%		I.G.		Création en juillet 2006
GERS MAGHREB	100,00%		I.G.		Rachat en juillet 2006
EUROFARMAT	100,00%		I.G.		Rachat en septembre 2006
EGLANTINE INFORMATIQUE	100,00%		I.G.		Rachat en septembre 2006
XWZ32	100,00%		I.G.		Création en novembre 2006
STACKS CONSULTING E INGENIERA DE SOFTWARE	100,00%		I.G.		Rachat en décembre 2006
STACKS SERVICIOS TECNOLOGICOS S.L.	100,00%		I.G.		Rachat en décembre 2006
STACKS SERVICIOS TECNOLOGICOS S.L. CHILE LTDA	100,00%		I.G.		Rachat en décembre 2006
CEGEDIM FINLAND	100,00%		I.G.		Création en décembre 2006

Entreprises concernées	% de détention de l'exercice	% de détention de l'exercice précédent	Méthode de consolidation de l'exercice	Méthode de consolidation de l'exercice précédent	Observations
Entreprise sortant du périmètre					
PROVAL SUISSE		100,00%		I.G.	Liquidation en juin 2006
LONGEST		99,99%		I.G.	Liquidation en décembre 2006
CEI LIMITED		100,00%		I.G.	Dissolution au 31/12/2006
CAM INTERNATIONAL GMBH		100,00%		I.G.	Fusion dans BKL GMBH
DECISIONS RESEARCH AMERICA		100,00%		I.G.	Fusion dans CAM Corp. International
EASYCOM GMBH		100,00%		I.G.	Fusion dans Cegedim Deutschland GMBH
DECISIONS RESEARCH ASIA		100,00%		I.G.	Fusion dans Cegedim Strategic Data Australia Pty
SYNAPSE INFORMATIQUE		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à Alliadis au 30/12/2006
TVF		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à Cegedim au 30/12/2006
SANTESURF		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à Cegedim au 30/12/2006
PHARMA CRM WW		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à Cegedim au 30/12/2006
MEDICOM		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à Plexus au 30/12/2006
VISUALTIM		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à Soltim au 30/12/2006
SOS INFORMATIQUE		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à C&D Santé 30/12/2006
MEDLINE		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à C&D Santé au 30/12/2006
PLEXUS		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à BKL au 30/12/2006
CLM		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à BKL au 30/09/2006
MEDIANE TECHNOLOGIE		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à BKL au 30/12/2006
C&D SANTE		100,00%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à BKL au 30/12/2006
PHARMINFOR		66,67%		I.G.	En cours de liquidation

FLUX DE TRÉSORERIE A PARTIR DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES INTÉGRÉES AU 31 DECEMBRE 2006 (EN MILLIERS D'EUROS)

Rubriques		31/12/2006 K Euros	31/12/2005 K Euros
Résultat net consolidé		38 917	37 892
Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		177	- 49
. Dotations aux amortissements et provisions		26 859	23 583
. Plus ou moins values de cession		- 56	- 43
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		**65 897**	**61 383**
. Coût de l'endettement financier		4 410	3 228
. Charges d'impôt		20 316	20 358
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		**90 623**	**84 969**
. Impôt versé		- 16 829	- 21 266
Plus : variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		- 21 439	- 17 057
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(A)	**52 355**	**46 646**
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		- 16 055	- 15 296
Acquisitions d'immobilisations corporelles		- 35 390	- 33 907
Acquisitions d'immobilisations financières		- 7 908	- 430
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 400	1 448
Cessions d'immobilisations financières		225	504
Incidence des variations de périmètre		- 27 553	- 41 247
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		16	14
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(B)	**- 85 265**	**- 88 914**
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		- 7 185	- 6 345
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		- 235	- 259
Augmentation de capital en numéraire		-	-
Emissions d'emprunts		69 515	100 682
Remboursements d'emprunts		- 49 752	- 40 309
Intérêts financiers versés		- 4 410	- 3 228
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(C)	**7 933**	**50 541**
VARIATION DE TRESORERIE	(A+ B+C)	**- 24 977**	**8 273**
Trésorerie d'ouverture		8 441	167
Trésorerie de clôture		- 16 536	8 441
Incidence des variations de cours des devises		-	-

INFORMATION SECTORIELLE AU 31 DECEMBRE 2006 (EN MILLIERS D'EUROS)

INFORMATIONS SECTORIELLES

		Secteurs Primaires					Secteurs secondaires	
31 DECEMBRE 2006		CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et flux de santé	Technologies et services	TOTAL	TOTAL France	TOTAL Reste du monde
Eléments de Compte de résultat								
PRODUITS SECTORIELS								
A	Ventes Hors Groupe	244 612	125 640	77 265	93 692	**541 209**	348 679	192 530 (*)
B	Ventes aux autres secteurs du Groupe	21 772	9 015	1 869	8 648	**41 304**	40 531	774
A+B	**CA total du secteur**	**266 384**	**134 655**	**79 134**	**102 340**	**582 513**	**389 210**	**193 304**
RESULTAT SECTORIEL								
C	**Résultat opérationnel du secteur**	**39 087**	**15 183**	**6 266**	**5 661**	**66 197**		
MARGE OPERATIONNELLE (en %)								
C/A	Marge opérationnelle Hors Groupe	16,0%	12,1%	8,1%	6,0%	12,2%		
C/B	Marge opérationnelle sectorielle	14,7%	11,3%	7,9%	5,5%	11,4%		
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS SECTORIELS		9 866	4 210	3 946	6 742	**24 764**		

(*)	CA consolidé 2006	France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Reste du monde	Total
	Répartition géographique	348 679	70 184	67 789	54 557	**541 209**
	%	64%	13%	13%	10%	**100%**

Eléments de Bilan

ACTIFS SECTORIELS (en valeur nettes)								
	Ecarts d'acquisition :	89 693	79 136	30 007	4 747	203 584	85 966	117 618
	Immobilisations incorporelles :	16 900	5 521	17 872	1 483	41 776	34 869	6 907
	Immobilisations corporelles :	18 882	7 527	3 266	13 082	42 757	35 403	7 354
	Total net	**125 475**	**92 184**	**51 145**	**19 312**	**288 117**	**156 238**	**131 879**
INVESTISSEMENTS de l'EXERCICE (en valeurs brutes)								
	Ecarts d'acquisition	164	25 411	526	38	**26 139**	14 400	11 739
	Immobilisations incorporelles	9 383	3 369	2 778	212	**15 742**	11 733	4 009
	Immobilisations corporelles	7 401	3 451	1 736	22 803	**35 391**	31 590	3 801
	Total brut	**16 948**	**32 231**	**5 040**	**23 053**	**77 272**	**57 723**	**19 549**
PASSIFS SECTORIELS								
	Provisions	3 402	2 673	1 843	1 346	**9 264**		
	Avances et acomptes reçus sur commandes	423	2 986	5	555	**3 969**		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 379	11 713	5 977	13 057	**53 126**		
	Dettes fiscales et sociales	40 416	18 071	14 046	9 806	**82 339**		
	Autres dettes	1 037	3 111	1 519	133	**5 800**		
	Total	**67 657**	**38 554**	**23 390**	**24 897**	**154 498**		

INFORMATION SECTORIELLE AU 31 DECEMBRE 2005 (EN MILLIERS D'EUROS)

		Secteurs Primaires					Secteurs secondaires	
	31 DECEMBRE 2005	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et flux de santé	Technologies et services	TOTAL	TOTAL France	TOTAL Reste du monde
Eléments de Compte de résultat								
	PRODUITS SECTORIELS							
A	Ventes Hors Groupe	228 886	107 427	74 968	90 058	**501 339**	330 569	170 770 (*)
	RESULTAT SECTORIEL							
C	**Résultat opérationnel du secteur**	**39 354**	**9 385**	**6 065**	**6 071**	**60 875**		
	MARGE OPERATIONNELLE (en %)							
C/A	Marge opérationnelle Hors Groupe	17,2%	8,7%	8,1%	6,7%	12,1%		

(*)	CA consolidé 2005	France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Reste du monde	Total
	Répartition géographique	330 569	59 769	62 359	48 641	**501 339**
	%	66%	12%	12%	10%	**100%**

Eléments de Bilan

ACTIFS SECTORIELS (en valeur nettes)							
Ecarts d'acquisition :	93 125	53 195	29 482	4 708	180 510	71 566	108 944
Immobilisations incorporelles :	10 368	2 361	17 757	1 506	31 992	27 118	4 874
Immobilisations corporelles :	20 349	5 912	2 783	12 280	41 324	34 511	6 813
Total net	**123 842**	**61 468**	**50 022**	**18 494**	**253 826**	**133 195**	**120 631**
INVESTISSEMENTS de l'EXERCICE (en valeurs brutes)							
Ecarts d'acquisition	43 326	2 659	1 816	0	**47 801**	3 386	44 415
Immobilisations incorporelles	8 291	2 254	3 325	170	**14 040**	11 898	2 142
Immobilisations corporelles	10 935	3 704	749	18 041	**33 429**	29 469	3 960
Total brut	**62 552**	**8 617**	**5 890**	**18 211**	**95 270**	**44 753**	**50 517**

PASSIFS SECTORIELS					
Provisions	3 115	2 211	1 703	1 433	**8 462**
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 430	3 616	30	506	**5 582**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 813	8 400	4 636	12 752	**44 601**
Dettes fiscales et sociales	45 037	11 180	12 888	9 200	**78 305**
Autres dettes	2 975	3 053	1 341	105	**7 474**
Total	**71 370**	**28 460**	**20 598**	**23 996**	**144 424**

Des modifications ont été apportées aux comptes IFRS arrêtés au 31 décembre 2005, initialement publiés au BALO. Le poste fonds commercial a été reclassé en écarts d'acquisition et nous avons réaffecté les écarts d'acquisition par sociétés acheteuses.

ECARTS D'ACQUISITION 2005 (en valeurs nettes)

(en milliers d'euros)	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et flux de santé	Technologies et services	TOTAL
Ecarts d'acquisition (valeurs nettes) du secteur initialement publié	91 916	50 992	16 016	1 613	**160 537**
Impact réaffectation Ecarts d'acquisition par sociétés acheteuses	-5 425	-2 848	5 501	2 772	**0**
Reclassement du poste Fonds commercial en écarts d'acquisition	6 634	5 051	7 965	323	**19 973**
Ecarts d'acquisition (valeurs nettes) du secteur au 31 décembre 2005	**93 125**	**53 195**	**29 482**	**4 708**	**180 510**

INVESTISSEMENTS 2005 (en valeurs brutes)

(en milliers d'euros)	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et flux de santé	Technologies et services	TOTAL
Ecarts d'acquisition du secteur initialement publié	37 225	9 634	441		**47 300**
Impact réaffectation Ecarts d'acquisition par sociétés acheteuses	5 699	-7 074	1 375	0	**0**
Reclassement du poste Fonds commercial en écarts d'acquisition	402	99			**501**
Ecarts d'acquisition du secteur au 31 décembre 2005	**43 326**	**2 659**	**1 816**	**0**	**47 801**

20.2.2 Annexes aux comptes consolidés - Groupe CEGEDIM

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2006

En 2006, le Groupe CEGEDIM a procédé à plusieurs acquisitions dans le secteur des « Professionnels de santé » , lui permettant notamment d'étendre à la fois son portefeuille d'offres (secteur para-médical) et sa présence internationale (Espagne, Chili, Italie).

- CEGEDIM, par l'intermédiaire de sa filiale Cegedim Logiciels Médicaux, a acquis 100% des actions de la société RM Ingenierie, leader français des logiciels destinés aux kinésithérapeutes, également concepteur d'une gamme complète de logiciels médicaux et para-médicaux pour les infirmiers, orthophonistes, orthoptistes, sages-femmes, pédicures, podologues…
  Les activités acquises représentent un chiffre d'affaires de l'ordre de 6,5 millions d'euros (en année pleine) et contribuent aux résultats consolidés à compter de mars 2006. L'opération a été financée par emprunt.

- A partir de son implantation espagnole, CEGEDIM a également réalisé l'acquisition de 100 % du groupe STACKS, leader des logiciels médecins en Espagne avec plus de 30 000 utilisateurs, également présent au Chili. Ces activités, acquises fin décembre 2006, représentent un chiffre d'affaires de plus de 6 millions d'euros en année pleine, et contribueront aux résultats du Groupe à compter de 2007. L'opération a été financée par emprunt.

- Il convient également de noter la prise de participation minoritaire (49 %) du Groupe CEGEDIM dans la société MILLENNIUM, premier éditeur de logiciels médecins en Italie avec plus de 11 000 postes. L'opération a été financée par fonds propres. Ces activités sont consolidées par mise en équivalence.

Le Groupe CEGEDIM continue également de développer ses bases de données destinées à l'industrie pharmaceutique, avec la création de filiales en Corée et au Mexique (études marketing), et l'acquisition de GERS Maghreb (statistiques de ventes).
Les activités de CRM bénéficient d'une nouvelle implantation en Finlande.

PRINCIPES COMPTABLES

REFERENTIEL COMPTABLE

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe CEGEDIM sont établis au 31 décembre 2006 conformément aux normes comptables internationales telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS ("International Financial Reporting Standards"), les IAS ("International Accounting Standards") et leurs interprétations d'application obligatoire à la date d'arrêté.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de CEGEDIM SA du 12 mars 2007 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Révisions de normes, nouvelles normes et interprétations applicables en 2006

Les nouvelles normes et interprétations révisées publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et par l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et approuvées par l'Union Européenne n'ont pas eu d'effet sur les comptes 2006 du Groupe CEGEDIM.

BASES D'EVALUATION

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur.

Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts et de leurs instruments de couverture sont évaluées à la juste valeur.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révise ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les hypothèses et estimations concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs (hypothèses décrites au § "dépréciations d'actifs" et dans la note 5) ;
- l'évaluation des engagements de retraite (hypothèses décrites dans la note 15).

METHODES DE CONSOLIDATION

Les filiales et participations sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au Groupe alors que les filiales et participations cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle.

- Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale, même si le pourcentage de détention est inférieur à 50 %. Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise de manière à tirer avantage de ses activités. La méthode de l'intégration globale mise en oeuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

- Les participations sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires, telles que les sociétés en participation, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

- Les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient un pourcentage de droits de vote supérieur ou égal à 20 %. Selon cette méthode, le Groupe enregistre sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé la "quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence".

La liste des entités consolidées est présentée en note 1. Certaines sociétés, non significatives au regard du Groupe, ne sont pas consolidées.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 - Regroupements d'entreprises.

Les actifs, passifs, et passifs éventuels de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur, au terme d'une période d'évaluation pouvant atteindre 12 mois suivant la date d'acquisition.

La différence existant entre le coût d'acquisition et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition sous réserve des éventuelles affectations dans des postes identifiables d'actifs et de passifs. De manière générale, les acquisitions réalisées par le Groupe correspondent à des acquisitions de parts de marché conduisant à des affectations limitées des écarts d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs identifiés acquis, l'écart est immédiatement reconnu en résultat.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise. La norme IAS 21 (§ 47) impose que les écarts d'acquisition dégagés en devises soient, à chaque clôture comptable, comptabilisés au cours de clôture et non au cours historique.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis, conformément à la norme IAS 36 révisée, à des tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an (voir § "dépréciations d'actifs"). Le cas échéant, les pertes de valeur sont comptabilisées dans le poste "Autres produits et charges opérationnels".

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises séparément (principalement des logiciels) sont enregistrées au bilan à leur coût historique. Elles sont ensuite évaluées au coût amorti, selon le traitement de référence de la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles.
Les actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (principalement des fonds de commerce) sont enregistrés au bilan à leur juste valeur. Leur valeur fait l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer qu'aucune perte de valeur ne doit être comptabilisée.
Les immobilisations incorporelles, à l'exception des fonds de commerce, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité économique. La valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Les pertes de valeur résultant des tests d'évaluation sont comptabilisées, le cas échéant, en « Autres produits et charges opérationnels ».

Fonds de commerce – Ecarts d'acquisition

Les fonds de commerce acquis dans le cadre de regroupements d'entreprise, dont la durée de consommation des avantages économiques futurs n'est pas déterminable, ne sont pas amortis. En revanche, conformément à la norme IAS 36 révisée, ils sont soumis à des tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an (voir § « dépréciations d'actifs »). Lorsque la valeur actuelle du fonds de commerce est inférieure à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée du montant de la différence. La valeur actuelle est estimée en fonction de la rentabilité présente et future de l'activité concernée.

Dépenses de recherche et de développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement de nouveaux projets internes sont immobilisées dès lors que les critères suivants sont strictement respectés, conformément à la norme IAS 38 :

- le projet est nettement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;

- la faisabilité technique du projet est démontrée et le Groupe a l'intention et la capacité financière de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet ;

- il est probable que le projet développé génèrera des avantages économiques futurs qui bénéficieront au Groupe.

En cas de non respect des critères, les dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les amortissements sont pratiqués à compter de la mise en service de l'immobilisation sous-jacente et sont calculés sur la base de la durée prévisible de l'utilisation de celle-ci.

Immobilisations acquises

Les immobilisations incorporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties linéairement sur leur durée d'utilité économique.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Concessions	entre 5 et 20 ans	mode linéaire
Logiciels	entre 1 et 5 ans	mode linéaire

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de matériel informatique et de matériel industriel et sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles.

Les amortissements sont calculés sur la base d'une durée d'utilité économique, la base amortissable retenue étant le coût d'acquisition, diminué le cas échéant de la valeur résiduelle estimée.

Le mode d'amortissement retenu est le mode linéaire.

Les durées d'amortissement retenues sont généralement les suivantes :

- Matériel informatique :
  micro ordinateurs destinés à un usage bureautique : entre 3 et 4 ans
  systèmes serveurs : entre 5 et 10 ans

- Matériel industriel :
  matériel d'imprimerie et de routage : entre 8 et 10 ans
  matériel et outillage industriel : entre 5 et 8 ans

- Agencements et installations : 8 ans
- Matériel de transport : 4 ans
- Matériel de bureau : 4 ans
- Mobilier : 8 ans

Par ailleurs, la norme IAS 16 impose l'approche par composant pour les immobilisations décomposables constituées d'éléments ayant chacun des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent. Sont concernées au sein du Groupe CEGEDIM les constructions constituées de bureaux à usage administratif et de locaux à usage industriel (atelier, entrepôt, zone de stockage…) pour lesquels des plans d'amortissement distincts ont été établis en fonction de la durée d'utilisation des différents composants (gros œuvre, façades et étanchéité, installations générales et techniques, agencements).

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues périodiquement et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels ».

Contrats de location-financement

Les biens utilisés dans le cadre de contrats de location sont immobilisés à leur juste valeur, en contrepartie d'une dette financière, lorsque ces contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les paiements des loyers sont ventilés entre la charge financière (enregistrée au poste « coût de l'endettement financier net ») et l'amortissement de la dette.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location financement sont amortis selon les mêmes durées que les biens, de catégorie identique, acquis en propre.

Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunt encourus pendant la période d'acquisition des actifs sont comptabilisés en charge lorsqu'ils sont encourus, conformément au traitement de référence de la norme IAS 23 - Coûts d'emprunt.

DEPRECIATIONS D'ACTIFS

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs long terme selon le processus suivant :

- pour les actifs corporels et incorporels amortis, le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations. Ces indices sont identifiés par rapport à des critères externes ou internes. Le cas échéant, un test de dépréciation est réalisé en comparant la valeur nette comptable à la valeur recouvrable, qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : prix de vente diminué du coût de cession ou valeur d'utilité.

- pour les actifs incorporels non amortis (principalement les fonds de commerce) et les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Le cas échéant, les pertes de valeur résultant des tests de dépréciation sont comptabilisées en « Autres produits et charges opérationnels ».

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les actifs testés, sur une durée de 4 ans. Ces flux de trésorerie futurs résultent des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe. L'actualisation est réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital (WACC) du Groupe à la date d'évaluation (6,70% au 31 décembre 2006 et 7,30% au 31 décembre 2005).

Le WACC est le coût moyen pondéré du capital après impôt du Groupe. Il est pondéré en fonction des valeurs de marché respectives de la dette financière nette et des fonds propres du Groupe. Le coût du capital correspond au taux sans risque majoré d'une prime de risque et d'un bêta, déterminés en fonction des paramètres de marché applicables à CEGEDIM. Le coût de la dette après impôt est calculé sur la base du coût moyen de la dette en 2006, et du taux d'impôt du Groupe en 2006.
Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ces actifs peuvent être affectés. L'UGT est le plus petit groupe d'actifs qui inclut l'actif testé et qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT correspondent généralement à un ensemble d'entités contribuant au même secteur d'activité (nature des prestations) et exploitant les mêmes outils.

Les UGT suivent le découpage des principaux secteurs d'activité du Groupe, eux-mêmes découpés plus finement selon des composantes métier distinctes, lorsqu'elles sont pertinentes au sens des flux de trésorerie. Dans certains cas, la composante géographique prime sur la composante métier, en raison des synergies mises en place dans les pays ou sur certaines régions, conduisant alors à la définition d'UGT géographiques.

On distingue notamment les UGT :

- CRM et Données Stratégiques de CEGEDIM qui regroupent des compétences à prépondérance métier, exercées dans plusieurs pays, dans le secteur CRM et données stratégiques ;

- Logiciels médecins, Logiciels pharmaciens et Activités promotionnelles, dans le secteur Professionnels de santé ;

- Logiciels assurances et les activités d'Opérateur de flux de santé, dans le secteur Assurances et flux de santé ;

- ainsi que les activités de Location financière, à dominante Technologie ou de Marketing direct, du secteur Technologies et services.

Les écarts d'acquisition sont affectés au moment de leur première comptabilisation. L'affectation aux UGT est cohérente avec la manière dont la direction du Groupe suit la performance des opérations et apprécie les synergies liées aux acquisitions.

Une perte de valeur est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable. Lorsque l'UGT testée comporte un écart d'acquisition, la dépréciation lui est affectée prioritairement.

Si une perte de valeur était constatée sur 2006, elle serait comptabilisée dans les comptes et mentionnées dans les notes annexes.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Ils sont initialement enregistrés au coût d'acquisition, puis évalués ultérieurement à leur juste valeur, lorsque celle-ci peut être déterminée de façon fiable.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique séparée des capitaux propres jusqu'à la cession effective des titres, date à laquelle elles sont recyclées en résultat.

Par ailleurs, lorsqu'une perte de valeur identifiée est considérée comme durable au regard des circonstances, celle-ci est comptabilisée en résultat financier.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Les créances financières à long terme sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est jugé significatif.

IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et des passifs du Groupe. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été entérinés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sur les différences temporelles déductibles et sur le report en avant de pertes fiscales non utilisées sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs permettront l'imputation des pertes fiscales non encore utilisées.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité fiscale et qu'ils ont des échéances de renversement identiques.

STOCKS DE MARCHANDISES ET EN-COURS DE SERVICES

Stocks de marchandises

Les stocks de marchandises sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable est inférieure à la valeur d'inventaire (valeur nette de réalisation).

En cours de services

La valeur d'inventaire se compose uniquement des coûts directs constatés sur les contrats en cours de réalisation. Une dépréciation est constatée quand la facturation à venir sur les travaux en cours ne permet pas de couvrir les coûts directs correspondants.

CREANCES CLIENTS ET CREANCES D'EXPLOITATION

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et que les effets de l'actualisation sont significatifs.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur sont enregistrées en produits financiers.

ACTIONS PROPRES

Conformément à la norme IAS 32, les actions propres sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition, en réduction des capitaux propres consolidés.

Les gains (pertes) découlant de la cession des actions propres sont ajoutés (déduites) des réserves consolidées pour leurs montants nets des effets d'impôt.

Les ventes des actions propres sont comptabilisées selon la méthode FIFO.

PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe une obligation probable du Groupe, résultant d'évènements passés, dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente et dont le montant peut être raisonnablement évalué. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie de ressources ne sont pas fixés avec précision.

Au cas où la perte ou le passif n'est ni probable ni mesurable de façon fiable, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements.

Les provisions sont estimées au cas par cas ou sur des bases statistiques et actualisées lorsque leur échéance est supérieure à un an.
Les principales provisions dans le Groupe CEGEDIM (hors indemnités de départ en retraite) sont destinées à couvrir les litiges salariés, clients et fournisseurs.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Régimes à cotisations définies

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire lorsque les engagements font l'objet de cotisations versées par les sociétés du Groupe à des organismes extérieurs qui prennent en charge l'engagement correspondant au paiement des allocations ou au remboursement des frais médicaux, ces cotisations sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au titre duquel elles sont dues, aucun passif n'étant retenu au bilan.

Régimes à prestations définies

Il s'agit principalement des engagements de retraite. Lorsque ces engagements sont directement pris en charge par les sociétés du Groupe, le montant de l'engagement actuariel correspondant donne lieu à provision au bilan, la variation de cet engagement étant comptabilisée dans le résultat opérationnel courant de l'exercice, y compris l'effet d'actualisation financière.

L'engagement actuariel est calculé selon la méthode des unités de crédit projetées et sur la base d'évaluations propres à chaque pays et à chaque société du Groupe ; ces évaluations intègrent notamment des hypothèses de progression des salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs et de rentabilité des placements dédiés. Les changements liés aux modifications périodiques des hypothèses actuarielles précédemment listées, relevant de la situation financière et économique générale ou aux conditions démographiques, sont reconnus immédiatement dans le montant de l'engagement du Groupe, par la contrepartie des capitaux propres consolidés.

Par ailleurs, l'impact sur l'évaluation de la provision pour indemnité de départ en retraite des changements de régime liés aux amendements des conventions collectives fait l'objet d'un étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés.

Enfin, lorsque cet engagement est couvert partiellement ou en totalité par des fonds versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers, le montant de ces placements dédiés vient en déduction, au bilan de l'engagement.

DETTES FINANCIERES

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les éventuels frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée et sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le taux d'intérêt effectif.

Dans le cas de dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Le Groupe utilise des instruments financiers pour couvrir son exposition aux risques de variation des taux d'intérêts. La politique du Groupe est de n'opérer sur les marchés financiers qu'à des fins de couverture d'engagements liés à son activité et non à des fins spéculatives.

Ces instruments comprennent des accords de swap et font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur (élément comptabilisé au bilan) : comptabilisation symétrique des variations de juste valeur de l'élément couvert et de l'instrument de couverture en résultat.

RECONNAISSANCE DES REVENUS

Les revenus du Groupe CEGEDIM sont principalement constitués de prestations de services et de ventes de logiciels et de matériels.

Prestations de services

Les principales catégories de prestations de services et les modes de reconnaissance des revenus sont les suivants :

- l'accès aux bases de données du Groupe fait généralement l'objet d'un abonnement, avec une facturation périodique (mensuelle ou annuelle) ; le chiffre d'affaires est ensuite enregistré à l'avancement, sur la base du temps écoulé ;
- les études standards et spécifiques fournies par le Groupe sont comptabilisées lors de leur livraison aux clients ;
- les traitements informatiques réalisés pour le compte de clients sont enregistrés lors de la réalisation de la prestation ;
- les services de support (assistance, maintenance...) font l'objet d'un contrat généralement annuel, calculé sur la base d'un forfait en rapport avec les coûts et les moyens engagés par le Groupe pour assurer ces prestations. Les produits relatifs à ces contrats sont enregistrés prorata temporis sur la durée du contrat et donnent lieu à la comptabilisation de produits constatés d'avance.

Ventes de logiciels et de matériels

Ces ventes sont enregistrées lors de la livraison, concomitante à l'installation chez le professionnel. Les éventuels escomptes et rabais sont enregistrés en diminution des ventes.

METHODES DE CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVISES

Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date d'enregistrement des transactions. A la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture.

Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le résultat financier. Ces opérations sont très limitées en nombre. Par conséquent, aucune gestion spécifique du risque de change n'est effectuée.

Etats financiers des entités étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro.
Les états financiers des entités étrangères utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euros en utilisant :

- le cours de clôture officiel pour les actifs et passifs ;
- le cours moyen de l'exercice clôturé pour les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie ;
- le cours historique pour les capitaux propres.

Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "écarts de conversion Groupe" des capitaux propres consolidés.

Par ailleurs, les écarts de conversion portant sur les comptes courants intra-Groupe et pouvant être assimilés à du capital sont enregistrés dans la même rubrique "écarts de conversion Groupe" depuis l'exercice 2002.

Enfin, l'écart de conversion correspondant aux filiales de la zone EURO a été inscrit en «Réserves de conversion Groupe» dans les capitaux propres consolidés.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie consolidés est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat net avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie, constitués d'instruments de placement, sous déduction des découverts et encours bancaires.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de premier niveau repose sur le découpage des activités du Groupe en quatre secteurs d'activité :

- CRM et données stratégiques, regroupant l'ensemble des activités dédiées aux laboratoires pharmaceutiques ;

- Professionnels de santé, regroupant les activités d'édition de logiciels professionnels destinés aux médecins, aux pharmaciens et aux professions para-médicales, ainsi que les activités promotionnelles dirigées vers ces mêmes professionnels ;

- Assurances et flux de santé, regroupant les métiers d'édition de progiciels destinés aux mutuelles et compagnies d'assurance santé, ainsi que les activités d'opérateurs de flux de santé ;

- Technologies et services, regroupant les activités fondées sur l'extension des savoir-faire du Groupe, initialement développés en support aux activités santé.

Le découpage de premier niveau correspond à l'organisation du reporting interne du Groupe, qui conduit à l'élaboration des outils de pilotage utilisés par la Direction du Groupe. C'est également l'axe retenu pour la communication financière.
L'information sectorielle de second niveau propose un découpage géographique. Les activités réalisées en France demeurent prépondérantes (64 % du chiffre d'affaires consolidé). Le découpage de second niveau met donc en évidence la dichotomie France / hors France. Cette analyse est affinée pour le chiffre d'affaires consolidé, afin de mettre en évidence l'exposition du Groupe aux différentes devises, pour autant que cette information présente un caractère significatif (plus de 10 % du total consolidé). Les autres postes de l'information sectorielle ne sont pas différenciés par zone géographique, car le seuil de signification de 10 % n'est généralement pas atteint, ou dès lors que ces précisions conduiraient à révéler des informations de nature confidentielle.

Les prix de transfert au sein du Groupe sont afférents à des conventions courantes conclues à des conditions normales.

GESTION DES RISQUES

Risques de marché

79 % des activités du Groupe sont réalisées par des filiales situées dans la zone Euro, ce qui expose CEGEDIM à un risque de change relativement limité.

Les devises représentant une part significative du chiffre d'affaires consolidé sont la livre sterling (13 % du CA) et le dollar (environ 2,6 %). Il n'existe pas de couverture particulière permettant de prévenir les fluctuations de ces devises par rapport à l'euro, ce qui est susceptible d'exposer le Groupe à un risque de taux plus ou moins significatif selon les années.

Les emprunts sont suivis de façon centralisée (cf supra : commentaires relatifs à CEGEDIM SA). Seule la maison mère a mis en place, lorsque nécessaire, une couverture des emprunts par un swap tunnel.

Risques juridiques

Bien que le secteur de la santé soit très réglementé, le Groupe CEGEDIM en tant que prestataire de services, n'est pas soumis à une réglementation particulière, hormis les déclarations faites systématiquement à la CNIL (ou ses équivalents locaux), relatives à l'ensemble des fichiers et bases de données dont il est soit propriétaire, soit gérant.

Les contraintes de confidentialité qui s'imposent au Groupe sont directement en rapport avec ce qui précède. Il n'existe pas de lien ou de dépendance avec d'autres sociétés dont le seuil soit suffisamment significatif pour avoir une incidence sensible sur CEGEDIM.

Les actifs nécessaires à l'exploitation sont détenus par le Groupe CEGEDIM. Il n'existe pas de dispositions fiscales particulières applicables au Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige non provisionné dans les comptes, susceptible d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société ou du Groupe.

Risques industriels et liés à l'environnement

Les activités du Groupe CEGEDIM, compte tenu de leur nature essentiellement immatérielle (logiciels, bases de données, prestations intellectuelles), n'ont pas de répercussions significatives sur l'environnement.
Agissant dans le secteur des technologies et des services liés à l'information et aux bases de données, le Groupe CEGEDIM a pour priorité d'apporter à ses clients et partenaires toute satisfaction concernant la sécurité des systèmes et des données. Le rapport du Président sur le contrôle interne, présenté en annexe, détaille les mesures mises en oeuvre en matière de sécurité des systèmes d'information au sein du Groupe CEGEDIM.
Les risques industriels sont également couverts par des polices d'assurance adéquates.

NOTES ET TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES

NOTE 1 : LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES (FRANCE)

Entreprises	Etablissement Principal		N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Sociétés intégrées globalement (France)						
CEGEDIM	127-137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	350 422 622	100,00%	100,00%	IG
AGDF CEGEDIM RS	Parc d'activité Cadera - Av.d'ariane	MERIGNAC	400 082 046	100,00%	100,00%	IG
ALLIANCE SOFTWARE	Le Crystal Palace -369/371 Promenade des Anglais	NICE	407 702 208	100,00%	100,00%	IG
ALLIADIS	3, impasse des Chênes	NIORT	342 280 609	100,00%	100,00%	IG
AMIX	Le Gros Moulin	MONTARGIS	339 137 895	100,00%	100,00%	IG
APSYS NET	137 rue d'Aguesseau	BOULOGNE	438 099 582	100,00%	100,00%	IG
ASP ONE FR	137, rue d'aguesseau	BOULOGNE	452 265 622	100,00%	100,00%	IG
AVT ADVANCED TECHNOLOGIES	22 rue Camille Roy	LYON	380 188 292	99,27%	98,64%	IG
BKL CONSULTANTS	122, rue d'Agueseau	BOULOGNE	353 754 088	100,00%	100,00%	IG
CAM France	90-92 route de la reine	BOULOGNE	318 024 338	100,00%	100,00%	IG
C B U	573, av. d'Antibes	MONTARGIS	343 263 190	100,00%	100,00%	IG
C D S	137, rue d'aguesseau	BOULOGNE	344 480 066	100,00%	100,00%	IG
CEGERS	137, rue d'aguesseau	BOULOGNE	340 576 693	50,00%	50,00%	IG
CEGEDIM INGENIERIE	326, rue du Gros Moulin	MONTARGIS	402 338 719	99,63%	98,99%	IG
CEGEDIM S.R.H.	17, rue de l'Ancienne Mairie	BOULOGNE	332 665 371	100,00%	100,00%	IG
CEGELEASE	Rue de la Zamin	CAPINGHEM	622 018 091	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM HOLDING CIS	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	452 742 976	100,00%	100,00%	IG
CETIP	122, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	410 489 165	99,81%	99,81%	IG
CETIP ENCAISSEMENTS	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	440 796 621	100,00%	99,81%	IG
DATA CONSEIL	52, Jean Jacques Rousseau	NANTERRE	422 630 335	100,00%	100,00%	IG
DECLARATIS	137, rue d'aguesseau	BOULOGNE	453 094 534	100,00%	100,00%	IG
DECISION RESEARCH EUROPE	95, rue de Billancourt	BOULOGNE	322 548 371	100,00%	100,00%	IG
DOCUBASE SYSTEMS	56, rue de Billancourt	BOULOGNE	352 164 537	100,00%	100,00%	IG
DOCUBASE SERVICES	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	383 963 352	100,00%	100,00%	IG
EGLANTINE INFORMATIQUE	1 av des cités unies d'Europe	VENDOME	344 040 183	100,00%	100,00%	IG
EUROFARMAT	33-35, rue de Chazelles	PARIS	489 278 978	100,00%	100,00%	IG
HOSPITALIS	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	452 121 320	100,00%	100,00%	IG
ICOMED	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	333 046 274	100,00%	100,00%	IG
INCAMS	95, rue de Billancourt	PARIS	429 216 351	97,04%	97,04%	IG
I SANTE	137, rue d' Aguesseau	BOULOGNE	433 937 729	100,00%	100,00%	IG
JMB CONSEILS	127, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	315 842 856	100,00%	100,00%	IG
MEDEXACT	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	432 451 912	100,00%	100,00%	IG
MEDIPOST	Rue des Fleurs	MONTARGIS	300 647 609	100,00%	100,00%	IG
MIDIWAY	Miniparc bât 1 Innopole voie 2	LABEGE INNOPOLE	415 394 030	71,55%	69,43%	IG
MONTARGEST	Rue des Fleurs	MONTARGIS	341 437 218	100,00%	100,00%	IG
PCO CEGEDIM	15, rue Paul Dautier	VELIZY	303 529 184	100,00%	100,00%	IG
PHARMAPOST	573, av. d'Antibes	MONTARGIS	322 769 308	100,00%	100,00%	IG
PHARMASTOCK	326, rue du Gros Moulin	MONTARGIS	403 286 446	100,00%	100,00%	IG
PROVAL NTIC	137, rue d'aguesseau	BOULOGNE	408 339 885	99,99%	99,35%	IG
PROVAL SA	137, rue d'aguesseau	BOULOGNE	383 118 684	99,36%	99,36%	IG
QUALIPHARMA	Rue de la Zamin	CAPINGHEM	432 078 707	100,00%	100,00%	IG
RESIP	56, rue Ferdinand Buisson	BOULOGNE s/MER	332 087 964	100,00%	100,00%	IG
ROSENWALD	104-106, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	582 151 486	99,84%	99,84%	IG
RM INGENIERIE	av de la gineste	RODEZ	322 755 393	100,00%	100,00%	IG
RNP	15 rue de l'ancienne mairie	BOULOGNE	602 006 306	100,00%	100,00%	IG
SCI MONTARGIS 2000	573, av. d'Antibes	MONTARGIS	324 215 128	68,83%	68,83%	IG
SDI	4, rue Georges Sand	LONGJUMEAU	722 057 593	100,00%	100,00%	IG
SELECTIS CONSULTING	8 rue d'athènes	PARIS	398 174 508	100,00%	97,04%	IG
SOFILOCA	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	348 940 255	100,00%	100,00%	IG
SOLTIM	Imm.le Pyrénéen-ZAC de la Grande	LABEGE	400 891 586	100,00%	97,04%	IG
TRIDOM	116, rue d' Aguesseau	BOULOGNE	410 791 149	91,45%	91,45%	IG
XWZ32	137, rue d'aguesseau	BOULOGNE	493 180 491	100,00%	100,00%	IG
Société intégrée proportionnellement (France)						
THALES CEGEDIM	4, rue Léon Jost	PARIS	487 681 363	50,00%	50,00%	IP
Sociétés mises en équivalence (France)						
EDIPHARM	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	381 819 309	20,00%	20,00%	MEE
HOSTA	6, rue Emile Raynaud	PARIS	440 367 357	38,38%	37,24%	MEE
INFODISK	Centre d''aff. Béterbat- V. Lamon & Stade de Place d'Armes	LE LAMENTIN	490 029 774	34,00%	34,00%	MEE

NOTE 1 (SUITE) : LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES (INTERNATIONALES)

Entreprises	Etablissement Principal		% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Sociétés intégrées globalement (Internationales)					
ABACAM s.r.l	ITALIE	MILAN	100,00%	100,00%	IG
ALLIADIS EUROPE UK LTD	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100,00%	100,00%	IG
BKL CONSULTING LIMITED	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100,00%	100,00%	IG
BKL CONSULTING SRL	ITALIE	MILAN	100,00%	100,00%	IG
BKL PHARMA CONSULTING	BELGIQUE	BRUXELLES	100,00%	100,00%	IG
CAM CORP INTERNATIONAL USA	USA	NEW JERSEY	100,00%	100,00%	IG
CAM CORP INTERNATIONAL MR INC	CANADA	MONTREAL	100,00%	100,00%	IG
CAMM EASTERN EUROPE	POLOGNE	WARSZAWA	100,00%	100,00%	IG
CAMM INTERNACIONAL SL MADRID	ESPAGNE	MADRID	100,00%	100,00%	IG
CAM Portugal E.M Lda	PORTUGAL	LISBONNE	100,00%	100,00%	IG
CAM INTERNATIONAL UK	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100,00%	100,00%	IG
CAMM KK JAPON	JAPON	OSAKA	100,00%	100,00%	IG
CAMM AMERICA LATINA ARGENTINA	ARGENTINE	BUENOS AIRES	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM CIS (ex.CEI STATISTICS SRO)	TCHEQUIE	PRAGUE	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM ALGERIE	ALGERIE	ALGER	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM Bilisim AS	TURQUIE	ISTANBUL	65,00%	65,00%	IG
CEGEDIM GMBH	AUTRICHE	WIENER NEUDORF	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM BELGIUM	BELGIQUE	BRUXELLES	99,97%	99,97%	IG
CEGEDIM DO BRASIL	BRESIL	RIO DE JANEIRO	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM CENTROAMERICA Y EL CARAIBE	GUATEMALA	GUATEMALA	95,00%	90,22%	IG
CEGEDIM COLOMBIA	COLOMBIE	BOGOTA	100,00%	94,97%	IG
CEGEDIM CZ SRO	TCHEQUIE	PRAGUE	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM DENMARK AS	DANEMARK	GLOSTRUP	100,00%	99,97%	IG
CEGEDIM DEUTSCHLAND GMBH	ALLEMAGNE	BENSHEIM	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM ECUADOR	EQUATEUR	QUITO	95,00%	94,97%	IG
CEGEDIM FINLAND	FINLANDE	HELSINKI	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM HOLDING GMBH	ALLEMAGNE	BENSHEIM	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM HELLAS	GRECE	ATHENES	99,98%	99,98%	IG
CEGEDIM HISPANIA	ESPAGNE	BARCELONE	97,33%	97,33%	IG
CEGEDIM HUNGARY KFT	HONGRIE	BUDAPEST	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM ITALIA	ITALIE	MILAN	99,99%	99,99%	IG
CEGEDIM LTD	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM MAROC	MAROC	CASABLANCA	100,00%	97,04%	IG
CEGEDIM MEXICO	MEXIQUE	MEXICO	95,00%	94,97%	IG
CEGEDIM NEDERLAND BV	PAYS-BAS	HOUTEN	100,00%	99,97%	IG
CEGEDIM NORWAY AS	NORVEGE	OSLO	100,00%	99,97%	IG
CEGEDIM ONEKEY INC	USA	ALLENTOWN	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM POLAND SP	POLOGNE	VARSOVIE	100,00%	99,97%	IG
CEGEDIM PORTUGAL	PORTUGAL	LISBONNE	98,50%	98,50%	IG
CEGEDIM ROMANIA SRL	ROUMANIE	BUCAREST	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM RU	RUSSIE	MOSCOU	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM RX Ltd	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM S.R.H. UK	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM SK SRO	SLOVAQUIE	BRATISLAVA	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM SRH	SUISSE	GENEVE	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA AUSTRALIA Pty Ltd (ex CAM PACIFIC)	AUSTRALIE	SYDNEY	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA GMBH (ex. BKL CONSULTING GMBH)	ALLEMAGNE	BENSHEIM	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA MEXICO	MEXIQUE	MEXICO	100,00%	95,02%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA KOREA LLC	COREE	SEOUL	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM SWEDEN AB	SUEDE	KISTA	100,00%	99,97%	IG
CEGEDIM TRENDS L.L.C	EGYPTE	CAIRE	70,00%	70,00%	IG
CEGEDIM TUNISIE	TUNISIE	TUNIS	65,00%	65,00%	IG
CEGEDIM INC	USA	ALLENTOWN	100,00%	100,00%	IG
CEGEDIM WORLD INT.SERVICES LTD	IRLANDE	DUBLIN	100,00%	100,00%	IG
CHEMTEC SYSTEMS LTD	GRANDE-BRETAGNE	PRESTON	100,00%	100,00%	IG
COMPUFILE LTD	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100,00%	100,00%	IG
CROISSANCE 2006	LUXEMBOURG	FOREST	100,00%	100,00%	IG
DOCUBASE SYSTEMS INC	USA	FLORIDE	100,00%	100,00%	IG
EPIC DATA BASE RESEARCH COMPANY LTD	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100,00%	100,00%	IG
ENIGMA HEALTH UK	GRANDE-BRETAGNE	COBHAM SURREY	100,00%	100,00%	IG
GERS MAGHREB	TUNISIE	TUNIS	100,00%	100,00%	IG
HDMP Belgique	BELGIQUE	BRUXELLES	100,00%	99,97%	IG
HEALTHCARE DATA SERVICES LTD	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100,00%	100,00%	IG

NOTE 1 (SUITE) : LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES (INTERNATIONALES)

Entreprises	Etablissement Principal		% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
ICOMED BELGIUM	BELGIQUE	BRUXELLES	100,00%	99,97%	IG
INFOPHARMA LTD	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100,00%	100,00%	IG
INFOPHARM SERVICES LTD	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100,00%	100,00%	IG
INFOSANTE LIMITED	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100,00%	100,00%	IG
IN PRACTICE SYSTEMS	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100,00%	100,00%	IG
INPRATICE ENTREPRISE SOLUTION LTD	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100,00%	100,00%	IG
INTERCAM LTD Irlande	IRLANDE	DUBLIN	100,00%	100,00%	IG
INTERCAM LTD	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100,00%	100,00%	IG
MEDIMED GMBH	ALLEMAGNE	BENSHEIM	100,00%	100,00%	IG
MKA SOFTWARE LTD	GRANDE-BRETAGNE	PRESTON	100,00%	100,00%	IG
MS CENTROAMERICA Y EL CARIBE, SA	COSTA RICA	HEREDIA	95,00%	94,97%	IG
OEPO SA	BELGIQUE	BRUXELLES	100,00%	99,97%	IG
TARGET SOFTWARE	USA	ALLENTOWN	100,00%	100,00%	IG
THIN	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100,00%	100,00%	IG
SHANGHAI CAMM MARKETING RESEARCH Co. LTD	CHINE	SHANGHAI	100,00%	100,00%	IG
STACKS CONSULTING E INGENIERA DE SOFTWARE	ESPAGNE	BARCELONE	100,00%	100,00%	IG
STACKS SERVICIOS TECNOLOGICOS S.L.	ESPAGNE	BARCELONE	100,00%	100,00%	IG
STACKS SERVICIOS TECNOLOGICOS S.L. CHILE LTDA	CHILI	SANTIAGO	100,00%	100,00%	IG
Sociétés mises en équivalence (Internationales)					
MILLENNIUM	ITALIE	FLORENCE	49,20%	49,20%	MEE

NOTE 2 : LISTE DES ENTREPRISES NON CONSOLIDÉES

ART & STRATEGIE, NETFECTIVE TECHNOLOGIE sont détenues à moins de 20 % et sont non significatives.

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(En milliers d' Euros)	Solde 31/12/2005	Reclassement et correction à nouveau	Augmentation Acquisitions	Augmentation Variation périmètre	Diminution	Variation de taux	Solde 31/12/2006
Frais de développement	8 507	-1 681 (1)	9 867 (2)			-1	16 692
Concessions, brevets internes	1 276	-166					1 110
Concessions, brevets externes	7 394	-363	105	-20	960	-129	6 027
Bases de données internes	2 213						2 213
Logiciels internes	25 747	1 023 (1)	2 150 (3)		3 596	6	25 330
Logiciels externes	25 890	975	3 620	109	1 481	9	29 122
TOTAL VALEURS BRUTES	**71 027**	**-212** (4)	**15 742**	**89**	**6 037**	**-115**	**80 494**

Les fonds de commerce figurant pour un montant net de 19 973 K€ ont été reclassés en écarts d'acquisition sur 2006.

	Solde 31/12/2005	Reclassement et correction à nouveau	Augmentation Dotations	Augmentation Variation périmètre	Diminution	Variation de taux	Solde 31/12/2006
Amortissements frais de développement	119	-119 (1)					0
Amortissements concessions, brevets internes	1 276	-166					1 110
Amortissements concessions, brevets externes	5 786	-368	700	-21	960	-114	5 023
Amortissements bases de données internes	1 770		443				2 213
Amortissements logiciels internes	14 001	-1 269	2 002		3 596	8	11 146
Amortissements logiciels externes	16 082	1 874	2 535	71	1 350	14	19 226
TOTAL AMORTISSEMENTS & DEPRECIATIONS	**39 034**	**-48** (4)	**5 680**	**50**	**5 906**	**-92**	**38 718**
VALEURS NETTES	**31 993**						**41 776**

(1) reclassement frais de développement en logiciels internes suite à mise en service pour un montant net de 1 562 K€

(2) dont frais de développement : Cegedim pour 6 947 K€
IES pour 2 920 K€

(3) dont Soltim projet Aneto 2 109 K€

(4) reclassement net d'immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles pour 164 K€

Au 31 décembre 2006, les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent à 41 776 K€ contre 31 993 K€ au 31 décembre 2005. L'accroissement net de 9 783 K€ provient notamment du poste Frais de développement, en progression de 9 867 K€ en valeur brute sur l'année 2006.

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(En milliers d' Euros)		Solde 31/12/2005	Reclassement et correction à nouveaux	Augmentation Acquisitions	Augmentation Variation périmètre	Diminution	Variation de taux	Solde 31/12/2006
Terrains	(1)	197	54 (2)		193			444
Constructions	(1)	3 655	513 (2)	51	790	115	2	4 896
Installations techniques	(1)	78 709	817	31 538	1 182	31 858	-131	80 257
Autres immobilisations corporelles		19 387	-329	3 485	198	2 079	-70	20 592
Immobilisations en cours		57	-356	316				17
Avances et acomptes		0						0
TOTAL VALEURS BRUTES		**102 005**	**699** (4)	**35 390**	**2 363**	**34 052**	**-199**	**106 206**

	Solde 31/12/2005	Reclassement et correction à nouveaux	Augmentation Dotations	Augmentation Variation périmètre	Diminution	Variation de taux	Solde 31/12/2006
Amortissements constructions	1 558	369 (2)	198	84	36		2 173
Amortissements installations techniques	46 459	128	15 959	630	15 338	-64	47 774
Amortissements autres immob. corporelles	12 606	-396 (3)	2 986	127	1 778	-43	13 502
TOTAL AMORTISSEMENTS	**60 623**	**101** (4)	**19 143**	**841**	**17 152**	**-107**	**63 449**
VALEURS NETTES	**41 382**						**42 757**

(1) dont crédit-bail (voir note 32)

(2) dont correction d'erreur crédit-bail Soltim pour un montant net de 198 K€

(3) dont correction IFRS amortissement - 236 K€

(4) reclassement net d'immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles pour 164 K€

NOTE 5 : ÉCARTS D'ACQUISITION

(En milliers d'euros)

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée suivant les méthodes décrites dans le chapitre 1 - Principes comptables.

La sensibilité des impairment tests a été mesurée en faisant varier les hypothèses retenues pour le WACC (Coût moyen pondéré du capital) et pour le taux de croissance à l'infini de + ou - 1 point de base.

Pour toutes les UGT, même en retenant les hypothèses les plus prudentes (taux de croissance à l'infini minoré et WACC majoré), l'actualisation des flux futurs reste largement supérieure à la valeur des goodwill.

L'actualisation est réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital (WACC) du groupe à la date d'évaluation (6,70% au 31 décembre 2006 et 7,30% au 31 décembre 2005).

Présentation sectorielle des UGT	Goodwill	Fonds de commerce	31/12/2005	périmètre	impairment	réévaluation	solde 31/12/200
CRM et données stratégiques	86 491	6 634	93 125	164	-779	-2 817	89 693
Professionnels de santé	48 144	5 051	53 195	25 411	0	530	79 136
Assurance et flux de santé	21 517	7 965	29 482	525	0	0	30 007
Technologies et services	4 385	323	4 708	39	0	0	4 747
Total	160 537	19 973	180 510	26 139	-779	-2 286	**203 584**

Le montant du Badwill comptabilisé en résultat est de 76 K€.

Les écarts d'acquisition sont éventuellement affectés dans l'année.

NOTE 6 : FINANCEMENT DES ACQUISITIONS DE SOCIÉTÉS

(En milliers d'euros)

Total acquisitions 2006 :
par autofinancement 8 600
par emprunt 29 648

Les informations concernant le prix total des acquisitions et cessions ne peuvent être mentionnées car elles sont couvertes par des accords de confidentialité.

Hors sociétés mises en équivalence, les impacts à la date d'acquisition des sociétés entrantes sont :

Sur la trésorerie : 6 548 K€
Sur les actifs : 7 699 K€
Sur les passifs : 6 828 K€

NOTE 7 : TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

(En milliers d'euros)

A) VALEUR DES TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

	% d'intérêts	% de contrôle	Résultat	Quote-part du résultat pour le Groupe	Situation nette	Valeur des titres	Chiffre d'affaires
EDIPHARM	20,00 %	20,00 %	81	16	86	3	3 344
HOSTA	37,24 %	38,38 %	-548	-210	1 101	1 193	11 846
INFODISK	34,00 %	34,00 %	6	2	40	14	439
MILLENNIUM	49,20 %	49,20 %	30	15	11 669	8 600	3 406
				-177			

B) VARIATION DES TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

La variation des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

Titres mis en équivalence au 1er janvier 2006	413
Variation de périmètre	5 782
Résultat 12/2006	-177
Titres mis en équivalence au 31 décembre 2006	**6 018**

C) PRÉSENTATION DES POSTES ACTIF/PASSIF DES SOCIÉTÉS MISES EN EQUIVALENCE

	Actif			Passif			
	Actif non courant	Actif courant	Total Actif	Capitaux propres	Passif non courant	Passif courant	Total Passif
EDIPHARM	0	731	731	167	0	564	731
HOSTA	2 574	3 734	6 308	553	0	5 755	6 308
INFODISK	6	273	279	46	0	233	279
MILLENNIUM	7 877	6 146	14 023	11 700	184	2 139	14 023

NOTE 8 : STOCKS ET EN-COURS

(En milliers d'euros)

	Valeurs brutes au 31/12/2006	Provision	Valeurs nettes au 31/12/2006	Valeurs nettes au 31/12/2005
En-cours de services	888	-	**888**	1 115
Stocks de marchandises	7 871	935 (1)	**6 936**	6 568
TOTAL	**8 759**	**935**	**7 824**	7 683

(1) : dont dotation 2006 : 453K€
reprise 2006 : 407K€

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES NON COURANTES

(En milliers d'euros)

	Solde 31/12/2005		Virement poste à poste	Augmentation Acquisitions	Augmentation Variation périmètre	Diminution	Variation de taux	Solde 31/12/2006
Titres de participation	978	(1)			13	37		954
Titres des sociétés MEE	413				5 782	177		6 018
Prêts	1 285			48	-19	37	1	1 278
Dépôts de garantie	4 036			1 621	32	188	1	5 502
Autres immobilisations financièi	0			6 239 (2)				6 239
TOTAL VALEURS BRUTES	**6 712**		**0**	**7 908**	**5 808**	**439**	**2**	**19 991**
Provisions titres de participatior	682			109		10		781
Provisions sur prêts	110			895	1	95		911
TOTAL PROVISIONS	**792**		**0**	**1 004**	**1**	**105**	**0**	**1 692**
TOTAL VALEURS NETTES	**5 920**		**0**	**6 904**	**5 807**	**334**	**2**	**18 299**

(1) dont Netfective pour 899 K€.
(2) Opération Dendrite en cours pour 6 239K€.

NOTE 10 : CREANCES CLIENTS

(En milliers d'euros)

	CLIENTS			
	courants	non courants	Solde 31/12/2006	Solde 31/12/2005
Sociétés françaises	143 492	40 480 (1)	183 972	152 674
Sociétés étrangères	46 703		46 703	36 218
TOTAL VALEURS BRUTES	**190 195**	**40 480**	**230 675**	**188 892**
Provisions	4 515		4 515	4 192
TOTAL VALEURS NETTES	**185 680**	**40 480**	**226 160**	**184 700**

(1) Créances correspondant aux contrats de location-financière consentis par Cegelease échéance supérieure à un an.

NOTE 11 : AUTRES CREANCES

(En milliers d'euros)

	Débiteurs sociaux	Débiteurs fiscaux	Avances et acomptes au personnel	Autres créances	Solde 31/12/2006	Solde 31/12/2005
Créances courantes						
Sociétés françaises	33	13 623	898	3 226	17 780	11 312
Sociétés étrangères	448	4 385	130	536	5 499	6 102
Créances non courantes						
Sociétés françaises				321	321	354
Sociétés étrangères				88	88	28
TOTAL VALEURS BRUTES	**481**	**18 008**	**1 028**	**4 171**	**23 688**	**17 796**
Provisions				53	53	33
TOTAL VALEURS NETTES	**481**	**18 008**	**1 028**	**4 118**	**23 635**	**17 763**

NOTE 12 : VARIATION DES CAPITAUX PROPRES : DÉTAIL DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

(En milliers d'euros)

	Réserves groupe	Intérêts minoritaires
Impact des variations d'intérêt dans les sociétés consolidées globalement		
DECLARATIS	0	148
CAM GERMANY	0	17
DECISIONS RESEARCH ASIA	0	14
CEGEDIM HOLDING CIS	0	-98
DOCUBASE	0	-32
CEGEDIM Espagne	0	-15
Divers	0	8
	0	42
Impact des variations d'intérêt dans les sociétés MEE		
Néant		0
TOTAL	**0**	**42**

NOTE 13 : PROVISIONS COURANTES & NON COURANTES

Les provisions sont déterminées sur la base d'une estimation des coûts futurs pour l'entreprise.

(En milliers d'euros)

	Solde 31/12/05	Dotations		Variation périmètre	Reprises		Variation de taux	Solde 31/12/06
		complément de provisions	nouvelles provisions		s/provisions utilisées	non utilisées		
Provisions courantes								
Provision litiges salariés	760	176			248	211		477
Autres provisions (1)	1 187	74	313	16	229	403	36	994
	1 947							1 471
Provisions non courantes								
Provision retraite	6 515	180	1 559	16	271	205	-1	7 793
TOTAL	**8 462**	**430**	**1 872**	**32**	**748**	**819**	**35**	**9 264**

Les montants concernés sont individuellement non significatifs.

(1) provisions de type risques clients, risques fournisseurs.

NOTE 14 : PERIMETRE D'INTEGRATION FISCALE

(En milliers d'euros)

CEGEDIM SA est la société-mère tête de groupe.

Les sociétés suivantes sont intégrées fiscalement en qualité de membre :

ALLIADIS, ALLIANCE SOFTWARE, AGDF CEGEDIM RS, AMIX, APSYS NET, ASPONE.FR, AVT ADVANCED TECHNOLOGIES, BKL CONSULTANTS, CBU, CDS, CEGEDIM INGENIERIE, CEGEDIM SRH, CEGELEASE, CETIP, CETIP ENCAISSEMENTS, DATA CONSEIL, HOSPITALIS, ICOMED, INCAMS, ISANTE, PCO CEGEDIM, PHARMASTOCK, PROVAL NTIC, PROVAL SA, QUALIPHARMA, RESIP, RNP, ROSENWALD, SDI, SELECTIS, SOFILOCA, SOLTIM.

- Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme s'il n'y avait pas intégration fiscale.

- L'économie d'impôt des filiales déficitaires est comptabilisée en gain immédiat dans la société mère et s'élève à 2 085 K€ pour 2006 (2 431 K€ au 31/12/2005).

- Les déficits des sociétés incluses dans l'intégration fiscale ont bénéficié à la mère.

Les sociétés qui seraient susceptibles de redevenir bénéficiaires à un terme non encore défini génèreraient éventuellement une charge d'impôt future supplémentaire évaluée à 9 973 K€ au 31 décembre 2006 chez CEGEDIM SA.

NOTE 15 : ENGAGEMENT RETRAITE

(En milliers d'euros)	Par un fonds d'assurance	Par une provision pour charge
Engagement de retraite couvert	1 806	7 792

Les salariés bénéficient, lors de leur départ à la retraite, du versement d'une indemnité de départ à la retraite telle que définie dans les conventions collectives.
Afin de financer les engagements liés à ces indemnités, un régime d'évaluation actuarielle a été mis en place. Le montant total de l'engagement s'élève à 10 001K€ dont 1 806 K€ versés à une compagnie d'assurance.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

hypothèses économiques	taux d'intérêt net : 4,5 % augmentation des salaires : 2 % inflation comprise
hypothèses démographiques	mortalité : Les tables de mortalité utilisées sont les tables prospectives par génération (TPG93)
	mobilité : 5 % par an jusqu'à 35 ans 3 % jusqu'à 45 ans 1,5 % jusqu'à 50 ans et 0 % après.
Age de départ à la retraite	mise à la retraite à 62 ans pour les non cadres
Age de départ à la retraite	mise à la retraite à 65 ans pour les cadres

Les conventions collectives du Groupe sont les suivantes :

- ⇨ Convention collective nationale de l'édition,
- ⇨ Convention collective nationale de la métallurgie,
- ⇨ Convention collective nationale de la publicité,
- ⇨ Convention collective nationale de la pharmacie,

- ⇨ Convention collective nationale de la papeterie, librairie,
- ⇨ Convention collective nationale du Syntec.

VARIATION DU COUT DES SERVICES RENDUS ET DE LA JUSTE VALEUR DES COUVERTURES

(En milliers d'euros)		31 déc. 2006			
		Engagement couvert	Engagement non couvert	Sociétés Etrangères	Total
Dette actuarielle à l'ouverture	**(1)**	**3 132**	**4 633**	**790**	**8 555**
Coûts des services rendus au cours de l'exercice		328	479	189	996
Coût financier de l'exercice		135	186	78	399
Coût des prestations passées non comptabilisées					-
Coûts de la période	**(2)**	**463**	**665**	**267**	**1 395**
Prestation versées	**(3)**	(165)	(101)	(103)	(369)
Pertes (Gains) actuariels générés au cours de l'exercice au titre de l'obligation	**(4)**	(335)	489		154
Entrée de périmètre	**(5)**	246	20		266
Dette actuarielle à la clôture	**(A) = (1)+(2)+(3)+(4)+(5)**	**3 341**	**5 706**	**954**	**10 001**
Valeur des actifs de couverture					
Juste valeur des actifs de couverture à l'ouverture		1 609			1 609
Rendement attendu des actifs		69			69
Cotisations		-			-
Prestations servies		-			-
Gains(Pertes) actuariels de l'exercice générés sur actif		10			10
Entrée de périmètre		118			118
Juste valeur des actifs de couverture à la clôture		**1 806**			**1 806**

MONTANTS COMPTABILISES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros)	31 déc. 2006			
	Engagement couvert	Engagement non couvert	Sociétés Etrangères	Total
Coût des services rendus à la clôture	3 341	5 706	954	10 001
Juste valeur des actifs de couverture	(1 806)			(1 806)
	1 535	5 706	954	8 195
Coût des services passés non comptabilisés	-	(403)		(403)
Passif comptabilisé au bilan	**1 535**	**5 303**	**954**	**7 792**
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	328	479	189	996
Coût financier de l'exercice	135	186	78	399
Rendement des actifs	(69)			(69)
Coût des services passés comptabilisées - droits acquis	-	32		32
Effet de réduction ou liquidation de régime	-	-		-
	-	-		-
Charge comptabilisée au compte de résultat	**394**	**697**	**267**	**1 358**

VARIATION DU PASSIF NET COMPTABILISE AU BILAN

(En milliers d'euros)	31 déc. 2006			
	Engagement couvert	Engagement non couvert	Sociétés Etrangères	Total
Passif net d'ouverture	**1 523**	**4 198**	**790**	**6 511**
Pertes (Gains) actuariels comptabilisés sur l'exercice en variation de situation nette	(345)	489	-	144
Charge comptabilisée au compte de résultat	394	697	267	1 358
Prestations versées	(165)	(101)	(103)	(369)
Cotisations versées	-			-
Entrée de périmètre	128	20	-	148
Passif net à la clôture	**1 535**	**5 303**	**954**	**7 792**

NOTE 16 : RÉPARTITION DU CAPITAL

Compte-tenu des opérations intervenues au cours de l'année, la situation à la clôture de l'exercice examiné est la suivante :

ACTIONNAIRES	Nb actions détenues	% détenu	Nb de votes simples	Nb de votes doubles actions	voix	total voix	% droits de vote
FINANCIERE CEGEDIM	6 221 044	66,67%	29 000	6 192 044	12 384 088	12 413 088	75,22%
ALLIANCE SANTE DISTRIBUTION	933 145	10,00%	0	933 145	1 866 290	1 866 290	11,31%
Jean-Claude LABRUNE	38 496	0,41%	0	38 496	76 992	76 992	0,47%
GERS	36 788	0,39%	0	36 788	73 576	73 576	0,45%
PUBLIC	2 060 793	22,08%	2 049 977	10 816	21 632	2 071 609	12,55%
CEGEDIM	41 183	0,44%	0	0	0	0	0,00%
TOTAUX	**9 331 449**	**100,00%**	**2 078 977**	**7 211 289**	**14 422 578**	**16 501 555**	**100,00%**

La valeur nominale des actions est de 0,9528 €.

NOTE 17 : ENDETTEMENT FINANCIER NET

(En milliers d'euros)	Financier	Divers		31/12/2006	31/12/2005
Emprunts et dettes financières à long terme (> 5 ans)	0	0		0	2 038
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 1 an, < 5 ans)	86 634	8 534		95 168	93 165
Emprunts et dettes financières à court terme (< 1 an)	62 018	1 876		63 894	44 097
Concours bancaires courants	56 165	0		56 165	41 240
Total dettes financières	204 817	10 410	(1)	215 227	180 540
Total trésorerie active	39 629	0		39 629	49 681
Endettement financier net	165 188	10 410		175 598	130 859

(1) *dont Crédit-bail 917 K€ et Participation des salariés 8 421 K€*
Nouveaux emprunts : Cegedim pour 35 000 K€

TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET		31/12/2006	31/12/2005
Endettement net en début d'exercice (A)		**130 859**	**78 759**
Marge brute d'autofinancement [1]	*1*	69 384	60 475
Variation du besoin en fonds de roulement	*2*	-21 439	-17 057
Flux net de trésorerie généré par l'activité	*3=1+2*	**47 945**	**43 418**
Variation liée aux opérations d'investissement	*4*	-57 727	-47 678
Flux net de trésorerie disponible	*5=3+4*	**-9 782**	**-4 260**
Incidence des variations de périmetre		-27 553	-41 247
Dividendes		-7 404	-6 590
Augmentation du capital en numéraire		0	0
Autres variations		0	0
Variation nette totale de l'excercice (B)		-44 739	-52 097
Endettement net de fin d'excercice (A - B)		**175 598**	**130 859**

	CAF
(1) CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	*65 897*
Impôt différé	3 487
	69 384

Les emprunts bancaires sont aux conditions suivantes :	**< 1 an**	**> 1 an < 5 ans**	**> 5 ans**
Taux Fixe	20 158	259	
Taux Euribor 3 mois	41 859	86 376	

Les coûts de mise en place des emprunts n'étant pas significatifs, il n'est pas recalculé de taux d'intérêt effectif (TIE).

Conformément à la norme IAS 39, les variations de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées au compte de résultat pour l'année 2006 (245 K€).

Il existe une couverture de taux matérialisée par un swap à hauteur de 15 600 K€.
Les principaux emprunts sont assortis de conditions portant sur les comptes consolidés, relatives notamment au niveau d'endettement net par rapport à la capacité d'autofinancement du Groupe, ou par rapport aux fonds propres, ou encore, par rapport à l'excédent brut d'exploitation (ou l'EBITDA) consolidés. Ces ratios sont respectés à la clôture.

NOTE 18 : AUTRES PASSIFS COURANTS

(En milliers d'euros)	Solde 31/12/2006	Solde 31/12/2005
Avances et acomptes reçus	3 969	5 583
Clients - Avoir à établir	1 704	2 046
Charges à payer	99	973
Créditeurs divers	3 963	2 688
Produits constatés d'avance	25 454	18 429
TOTAL	35 189	29 719

NOTE 19 : CHARGES EXTERNES

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Achats d'études & prestations et achats non stockés	60 125	58 160
Services extérieurs : location, entretien, assurance	45 819	42 306
Autres : publicité, personnel détaché frais de réception, frais postaux…	58 275	53 959
TOTAL CHARGES EXTERNES	**164 219**	**154 425**

NOTE 20 : EFFECTIFS

	31/12/2006	31/12/2005
France	3 107	3 029
International	1 861	1 667
TOTAL	**4 968**	**4 696**

Les charges de personnel pour l'année 2006 s'élèvent à 247 189 K€.

NOTE 21 : IMPACT DES VARIATIONS DE PERIMETRE

L'établissement de comptes pro forma n'a pas été réalisé du fait du caractère non significatif de l'impact des variations de périmètre. Ces variations concernent les sociétés qui entrent dans le périmètre en 2006.

SUR LE BILAN

(En milliers d'euros)	Consolidé avant variation au 31/12/2006	Variation	Consolidé après variation au 31/12/2006
Ecarts d'acquisition	178 377	25 207	203 584
Autre actif non courant (hors écarts d'acquisition) (1)	143 351	7 585	150 936
Actif courant	250 859	14 059	264 918
TOTAL BILAN	**572 587**	**46 851**	**619 438**

Les chiffres mentionnés ne font pas référence aux valeurs d'entrée dans le périmètre au 31/12/2006.

(1) Dont titres mis en équivalence Millennium 5 756 K€ (note 9)

SUR LE RESULTAT

(En milliers d'euros)	Consolidé après variation au 31/12/2005	Consolidé avant variation au 31/12/2006	Variation 2 006	Consolidé après variation au 31/12/2006
Chiffre d'affaires	501 338	533 330	7 878	541 208
Résultat opérationnel	60 876	64 216	1 983	66 199
Résultat net consolidé	37 892	37 489	1 428	38 917

Ces données ne sont pas représentatives des performances des sociétés en année pleine. Il s'agit de leur contribution entre la date d'entrée dans le périmètre et la date de clôture (31/12/2006).

NOTE 22 : COUT DE L' ENDETTEMENT FINANCIER NET

(En milliers d'euros)	31/12/2006		31/12/2005	
Produits ou équivalent de trésorerie	3 158		4 587	
Coût de l'endettement financier brut	9 946	(1)	7 262	(1)
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	**-6 788**	(2)	**-2 675**	
(1) dont dans Cegedim : -intérêts s/emprunts et agios	*5 042*		*4 485*	

(2) l'impact des écarts de change net représente une charge de 499 K€ au titre de l'année 2006.

NOTE 23 : VENTILATION DE L'IMPOT DIFFERE

Les impôts différés actifs et passifs des filiales intégrées fiscalement sont compensés au niveau de la mère.

(En milliers d'euros)	01/01/2006 Actif	01/01/2006 passif	Résultat	Réserves	31/12/2006 Net	Actif	Passif
ID/déficits fiscaux reportables	9 075	0	-2 174	18	6 919	6 919	0
ID/différences temporaires	125	-2 420	-1 312	160	-3 447	297	-3 744
TOTAL	**9 200**	**-2 420**	**-3 486**	**178** (1)	**3 472**	**7 216**	**-3 744**

(1) entrée EGLANTINE, RMI, et ID sur retraitement amortissements en capitaux propres.

NOTE 24 : PREUVE D'IMPÔT

(En milliers d'euros)	31/12/2006 Net
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE AU TAUX DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE (34,45%)	**20 467**
Impact des charges et produits définitivement non déductibles ou non imposables	982
Impact des différences de taux d'imposition sur résultats bénéficiaires	-1934
Impact des différences de taux d'imposition sur résultats déficitaires activés	10
Impôts non activés sur sociétés déficitaires	791
CHARGE EFFECTIVE D'IMPOT	**20 316**

L'impôt sur déficits reportables non activés est de 1 972 K€.

NOTE 25 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat part du Groupe par le nombre d'actions composant le capital hors titres d'autocontrôle (soit 9 290 266 actions au 31/12/2006 et 9 280 717 actions au 31/12/2005).

NOTE 26 : RESULTAT DILUE PAR ACTION

IAS 33 - Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (résultat net de l'exercice après déduction des dividendes préférentiels) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Au 31 décembre 2006, le résultat dilué par action est identique au résultat par action du fait de l'absence d'instruments dilutifs du capital.

NOTE 27 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Tous les compléments de prix chiffrables ont été comptabilisés.

CAUTIONS DE CEGEDIM À SES FILIALES

- **FILIALE PHARMASTOCK**
  Caution solidaire de sa filiale PHARMASTOCK au profit de la société BATICENTRE concernant l'exécution des conditions de l'opération de crédit-bail à hauteur de 299 K€ (autorisation CA du 13 août 2002).

- **FILIALE MEDIPOST**
  Caution au profit de France PAQUETS pour un montant de 200 K€.
  Caution solidaire de sa filiale MEDIPOST au profit de BNP PARIBAS Lease Group pour toutes les sommes dues au titre de l'acquisition en crédit-bail de machines BUHRS (autorisation CA du 29 novembre 2002).
  Caution bancaire (Crédit Agricole) de sa filiale MEDIPOST au profit de la Poste du Loiret à hauteur de 1 253 K€ (autorisation du CA du 28 mars 2006).

- **FILIALE SDI**
  Caution bancaire (BNP) au profit de la Poste à hauteur de 1 M€ (autorisation CA du 29 novembre 2002).
  Caution bancaire (Société Générale) au profit de la Poste à hauteur de 3 M€ (autorisation CA du 22 avril 2005).
  Caution au profit de BNP PARIBAS Lease Group pour toutes les sommes dues au titre de l'acquisition en crédit-bail de machines (autorisation CA du 29 novembre 2002).

- **FILIALE CEGELEASE**
  Garantie donnée en cas de défaillance de sa filiale CEGELEASE dans le cadre du bail avec la société GUILAUR Sarl (autorisation CA du 3 septembre 2003).
  Caution solidaire de sa filiale CEGELEASE pour un contrat de financement conclu avec la C.G.L (Compagnie Générale de Location) dans la limite d'un encours de 7 M€ (autorisation CA du 5 décembre 2003).
  Caution solidaire de sa filiale CEGELEASE dans le cadre de deux contrats de prêt pour un total de 30 M€ que cette dernière a sollicité auprès du CREDIT LYONNAIS et de la SOCIETE GENERALE (durée maximale de 3 ans) (autorisation du CA du 30 décembre 2005).

- **FILIALE INFOPHARM LTD**
  Garantie en faveur de la société SDA Pharmaceuticals (autorisation du CA du 28 avril 2006).

- **TOUTES FILIALES**
  Garantie ou caution pour une durée d'un an dans la limite de 500 K€ (autorisation du CA du 28 avril 2006).

NANTISSEMENTS TITRES FILIALES

Il existe des nantissements et gages de titres dans le cadre d'emprunts dont l'encours total au 31 décembre 2006 est de 48.919 K€.

CAUTIONS DES FILIALES

- **FILIALE SOLTIM**
  Caution au profit de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de Casablanca pour un montant de 250 K€.
  Caution au profit de la CNOPS pour un montant de 257 K€.

D'autres cautions ont été versées par CEGEDIM et ses filiales pour un montant de 322 K€.

NOTE 28 : ACTIONS PROPRES

La société CEGEDIM a procédé en 2002 au rachat de 59 319 actions pour un montant total de 3 435 K€ conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale du 23 avril 2002. 8 587 de ces actions ont été cédées en 2005.
Au cours de l'année 2006, la société a procédé à la cession de 9 549 actions ce qui porte le nombre d'actions auto-détenues à 41 183.
Selon la norme IAS 32, les actions propres ne sont pas reconnues à l'actif du bilan et sont annulées en contrepartie des capitaux propres du Groupe pour 2 389 K€ au 31 décembre 2006.

NOTE 29 : PARTIES LIEES

Identité de la société Mère de CEGEDIM : Financière Cegedim

SA détenue principalement par Monsieur Jean-Claude LABRUNE, sa famille et par certains membres du Conseil d'administration de CEGEDIM SA.

Eléments chiffrés liés aux parties liées

Certaines charges sont versées à des sociétés ayant des administrateurs communs avec CEGEDIM SA.

(En milliers d'euros)	31/12/2006 Sociétés sous contrôle conjoint ou influence notable	31/12/2005 Sociétés sous contrôle conjoint ou influence notable	31/12/2006 FINANCIERE CEGEDIM	31/12/2005 FINANCIERE CEGEDIM	31/12/2006 SCI familiales	31/12/2005 SCI familiales
Produits	néant	néant	56	-	-	-
Charges	néant	néant	8 708	6 859	105	174
Dépôts de garantie	néant	néant	1 761	1 691	746	98
Créances	néant	néant	39	-	-	-
Provisions sur créances	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Dettes	néant	néant	436	36	-	-
Engagements donnés	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements reçus	néant	néant	néant	néant	néant	néant

NOTE 30 : REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs s'est élevé à 54 K€ au 31 décembre 2006 et est comptabilisé dans le poste "Autres achats et charges externes" du compte de résultat.

(En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Avantages à court terme (salaires, primes, etc)	1 025	972
Avantages postérieurs à l'emploi	*néant*	*néant*
Indemnités de rupture de travail	*néant*	*néant*
Avantages comptabilisés	1 025	972
Indemnités de rupture de contrat de travail	*néant*	*néant*
Avantages non comptabilisés	*néant*	*néant*

NOTE 31 : ENGAGEMENTS SUR CONTRATS DE LOCATION

LOCATION FINANCEMENT - GROUPE CEGEDIM BAILLEUR

ECHEANCIER DES PAIEMENTS A RECEVOIR ET VALEUR ACTUALISEE

Ces locations sont des locations financières d'une durée de 24 à 60 mois pour le matériel informatique et de 36 à 84 mois pour les biens d'équipements.

(En milliers d'euros)	Paiements minimaux	Valeur actualisée
- Moins d'un an	29 461	27 893
- Plus d'un an moins de 5 ans	50 999	40 354
- Plus de 5 ans	225	126
TOTAL (A)	**80 685**	**68 373**
Produits financiers non acquis (B)		**12 312**
Paiements minimaux (A) + (B)	**80 685**	**80 685**

LOCATION SIMPLE - GROUPE CEGEDIM PRENEUR

Le Groupe répertorie différents types de locations simples au sein du Groupe :
- Immobilières
- Equipement informatique
- Photocopieurs
- Locations véhicules

Concernant les locations immobilières, les baux sont renouvelables 3-6-9.
Le Groupe conclut des contrats de location de type classique.

ECHEANCIER DES PAIEMENTS ET VALEUR ACTUALISEE

(En milliers d'euros)	Paiements minimaux
- Moins d'un an	16 338
- Plus d'un an moins de 5 ans	48 337
- Plus de 5 ans	13 487
TOTAL (A)	**78 162**

NOTE 32 : RETRAITEMENT DU CRÉDIT-BAIL

Engagements sur contrats de location-financement Cegedim Preneur

	Durée amort	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable
Terrains		100	0	100
Constructions	15 à 40 ans	1 519	791	728
Machines	5 ans	1 764	1 235	529
Total immobilisations en location - financement		3 383	2 026	1 357

	Paiements minimaux	Valeur actualisée des paiements
- moins d'un an	502	456
- > an et < 5 ans	553	520
- plus de 5 ans	-	-
TOTAL (A)	1 055	976
Charges financières (B)	79	
Valeur actualisée des paiements (A)-(B)	976	976

Les loyers ne sont pas indéxés.

Les dates de levée d'option sont comprises entre 2007 et 2011 pour des valeurs résiduelles quasi nulles.

NOTE 33 : EVENEMENTS POST-CLOTURE

Le Groupe CEGEDIM a annoncé le 2 mars 2007 la signature d'un accord définitif portant sur l'acquisition en numéraire de la société Dendrite International (cotée au NASDAQ : DRTE) pour un prix total de 751 millions de dollars (soit $16.00 par action).

La combinaison des deux groupes permettra de créer un acteur de référence en matière de fourniture de solutions à l'industrie pharmaceutique dans les domaines de la vente, du marketing et des études associés. La complémentarité des deux groupes s'exerce tant au regard de la gamme des offres que sur le plan géographique, CEGEDIM étant surtout présent en Europe et Dendrite aux Etats-Unis et en Asie-Pacifique.

Pour l'année 2006, Dendrite a annoncé (sur une base consolidée, non auditée, en normes en US GAAP) un chiffre d'affaires estimé de $424 millions et un résultat d'exploitation estimé, hors programme de restructurations et éléments non récurrents, de $28 millions.
La combinaison des deux groupes représentera un chiffre d'affaires de $1.1 milliards dans plus de 75 pays.

La clôture de la transaction reste subordonnée à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de Dendrite (qui devrait être convoquée dans le courant du premier semestre 2007) ainsi qu'à l'autorisation préalable des autorités compétentes Le Conseil d'Administration de Dendrite a déjà approuvé l'acquisition à l'unanimité et l'opération ne requiert pas d'approbation particulière du côté de CEGEDIM.
CEGEDIM financera cette acquisition sur sa trésorerie disponible et grâce à la mise en place d'un financement bancaire, dont les conditions ont déjà été négociées et la mise en place garantie par Bank of America Securities Limited et Société Générale.

20.2.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société CEGEDIM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport :
Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Principes comptables

Activation de frais de développement

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur recouvrable et nous nous sommes assurés que le paragraphe « Principes comptables - Immobilisations incorporelles et dépréciation d'actifs » des états financiers fournit une information appropriée.

Estimations comptables

Tests de dépréciation

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans le paragraphe « Principes comptables – Dépréciation d'actifs » des états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que le paragraphe « Principes comptables – Dépréciation d'actifs » ainsi que la note 5 aux états financiers donnent une information appropriée.

Engagements de retraite

Le paragraphe «Principes comptables – Avantages au personnel» précise les modalités d'évaluation des engagements de retraite. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note 15 aux états financiers fournit une information appropriée.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations, données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Courbevoie et Paris, le 12 avril 2007

GRANT THORNTON

100 RUE DE COURCELLES – 75849 PARIS CEDEX 17
TEL : +33 (0) 1 56 21 03 03

Michel COHEN
Commissaire aux Comptes

MAZARS & GUÉRARD

61 RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE
TÉL : +33 (0) 1 49 97 60 00

Jean-Paul STEVENARD
Commissaire aux Comptes

20.3 Informations financières Pro forma

Aucun changement de périmètre n'a eu d'incidence supérieure à 25 % sur les comptes consolidés.

20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles

20.4.1 Vérification des informations financières historiques

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2006 (et leur comparatif au 31 décembre 2005 et 2004) et les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2006 (et leur comparatif conforme au référentiel IFRS au 31 décembre 2005 et 2004) ont été audités par les Commissaires aux comptes. Leurs rapports relatifs à l'exercice 2006 sont présentés respectivement aux chapitres 20.1.3. et 20.2.3. du présent Document de Référence.

Les rapports relatifs à l'exercice 2005 sont présentés dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 juin 2006 sous le numéro D.06-0640.

Les rapports relatifs à l'exercice 2004 sont présentés dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 26 avril 2005 sous le numéro D.05-0546).

20.4.2 Autres informations contenues dans le présent Document de Référence ayant été vérifiées par les contrôleurs légaux

L'intégralité du présent Document de Référence et ses annexes a été soumis à la lecture des Commissaires aux comptes et a fait l'objet d'une lettre de fin de travaux, dont les remarques éventuelles sont reproduites, le cas échéant, dans l'attestation du responsable du Document de Référence figurant au chapitre 1.2. supra.

20.4.3 Source des informations financières

Les informations financières figurant dans le présent Document de Référence sont tirées des états financiers vérifiés de CEGEDIM.

20.5 Date des dernières informations financières

A la date du présent Document de Référence, les dernières informations financières vérifiées remontent au 31 décembre 2006.

20.6 Informations financières intermédiaires

Aucune information financière intermédiaire n'a été publiée depuis le 31 décembre 2006.

20.7 Politique de distribution des dividendes

La politique de distribution de CEGEDIM, sur les cinq dernières années (avant passage aux normes IFRS), a consisté à distribuer 20 à 28 % du résultat net consolidé part du Groupe, après amortissement de la sur-valeur. Ainsi, au titre de 2004, chaque actionnaire a reçu un dividende de 0,68 € par action, une somme représentant 25 % du résultat net consolidé part du Groupe, anciennes normes.
Sur la base des comptes retraités aux normes IFRS, le dividende 2004 représentait 18,6 % du résultat net consolidé part du Groupe.

Au titre de 2005, chaque actionnaire a reçu un dividende de 0,77 € par action, une somme représentant 19,1 % du résultat net consolidé part du Groupe.

Au titre de 2006, il sera proposé à l'Assemblée générale de voter un dividende de 0,80 € par action, une somme représentant 19,3 % du résultat net consolidé part du Groupe.

Le nombre d'actions est resté le même en 2004, 2005 et 2006.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus au-delà de cinq ans à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits, conformément à la loi, au profit de l'Etat.

20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Cf. chapitre 4.5. du présent Document de Référence.

20.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

La situation financière ou commerciale du Groupe, depuis la fin de l'exercice 2006, n'a pas connu de changement significatif.

CHAPITRE 21 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

21.1 Capital social

Le capital social de la société CEGEDIM SA est fixé à la somme de 8 891 004,61 €.

Les informations qui suivent sont données à la date du 31 décembre 2006.

21.1.1 Montant du capital souscrit

Le nombre d'actions autorisées est de 9 331 449 actions. Les actions ont une valeur nominale de 0,9528 €.

Il n'existe pas de capital autorisé mais non émis ni d'actions émises mais non totalement libérées.

Il n'y a eu aucune modification du nombre d'actions en circulation de CEGEDIM au cours de l'exercice 2006.

21.1.2 Actions non représentatives du capital

Il n'existe pas de titres non représentatifs du capital.

21.1.3 Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par CEGEDIM ou en son nom

Au 31 décembre 2006, CEGEDIM détient 41 183 de ses propres actions. Conformément à la norme IAS 32, ces actions propres ne sont pas reconnues à l'actif du bilan consolidé et sont annulées en contrepartie des capitaux propres du Groupe pour leur valeur comptable de 2 389 K€, soit une valeur moyenne de 58,01 € par action. On rappelle que le cours de l'action à la clôture était de 65,9 € et que la valeur nominale s'élève à 0,9528 €.

21.1.4 Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription

Il n'existe pas d'obligations convertibles, échangeables, remboursables en actions, ni de bons de souscription d'actions ou tout autre valeur mobilière susceptible d'augmenter le capital.

21.1.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition et toute obligation attachés au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital

Néant.

21.1.6 Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

Néant.

21.1.7 Historique du capital social

Date	Opération	Nombre de titres		Prime (en €)	Capital (en €)	Nominal (en €)
		créés	après opérations			
	Nombre de titres initial	488 300				15,24
12/94	Absorption de CEGEDIM(1)	6 594	494 894	3 308 684,72	7 544 610,39	15,24
	Division du nominal par 4	1 484 682	1 979 576		7 544 610,39	3,81
	Augmentation du capital	120 000	2 099 576	7 090 892,39(2)	8 001 957,45	3,81
04/98	Division du nominal par 4	6 298 728	8 398 304		8 001 957,45	0,9528063
12/00	Conversion du capital					
	en euros(3)		8 398 304		8 001 904,05	0,9528
12/00	Augmentation de capital					
	par apport en nature	891 112	9 289 416	70 900 927,60(4)	8 850 955,56	0,9528
12/00	Augmentation de capital					
	par apport en numéraire	42 033	9 331 449	73 910 793,03(5)	8 891 004,61	0,9528

(1) La Financière Cegedim, qui détenait, depuis sa création en 1989, 98.61 % de CEGEDIM, a absorbé CEGEDIM le 26 décembre 1994 et a repris sa dénomination. Cette opération à caractère interne s'est faite sur la base de la valeur comptable des sociétés.
(2) Cumul de la prime de fusion de 1994, et de 3 782 207,67 € de prime d'émission.
(3) Lors de la conversion du capital en euros, il a été décidé de fixer le nominal de l'action à 0,9528 €. L'arrondi de conversion sur la base de 8 398 304 actions (soit 53,40 €) a donné lieu à une réduction de capital affectée en compte de réserves indisponibles.
(4) Le cumul des primes mentionnées en (2) est majoré de la prime d'apport de 63 810 035,21 €.
(5) Le cumul des primes mentionnées en (3) est majoré de la prime d'émission de 3 009 865,44 €.

Depuis décembre 2000, le capital social de CEGEDIM est resté inchangé.

21.2 Acte constitutif et statuts

21.2.1 Objet social de CEGEDIM

Selon l'article 2 des statuts, la Société a pour objet :

- La prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés ou entreprises ayant une activité de traitement de l'information, d'études et de marketing.
- Les prestations de services sous leurs divers aspects et dans les divers domaines.
- Les études économiques et sociales de tous genres sous leurs divers aspects et dans leurs divers domaines, notamment les études statistiques, financières, commerciales et juridiques, les études de marchés, les sondages d'opinions, les enquêtes de tous genres et en tous domaines, la constitution et l'exploitation de panels, les relations publiques, la publicité, les calculs de toutes sortes.
- L'organisation, la gestion des entreprises et l'information de celles-ci par tous moyens les plus divers.
- La documentation par tous les moyens et dans tous les domaines notamment scientifique, économique, social, statistique, etc.
- Le marketing, notamment la pénétration des divers marchés avec toutes les activités qu'une telle pénétration requiert.
- Toute activité intéressant l'information et son traitement, l'informatique, la mécanographie sous tous les aspects de leur conception et de leur exploitation dans les divers domaines.
- Toutes prestations de services en matières administrative, financière, comptable ou de gestion au profit des filiales de la Société ou de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation, ou de toute entreprise tierce.
- L'acquisition, la souscription et la gestion de toutes valeurs mobilières.
- Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.
- La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, commandite,

souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation, ou groupement d'intérêt économique, ou location gérance.

21.2.2 Dispositions contenues dans l'acte constitutif et les statuts concernant les membres des organes d'administration et de direction

Les dispositions des statuts de CEGEDIM concernant les membres de ses organes d'administration et de direction sont conformes à la législation en vigueur, exception faite des modalités ci-dessous :

- sauf lorsque le Code de commerce le dispense de cette obligation, chaque administrateur est tenu d'être propriétaire pendant toute la durée de son mandat d'une action au moins ;
- nul ne peut être nommé Président du Conseil d'administration s'il est âgé de plus de 75 ans. Si le Président en exercice vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'administration ;
- les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante ;
- nul ne peut être nommé Directeur général s'il est âgé de plus de 75 ans. Si le Directeur général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'administration.

21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes

Toutes les actions composant le capital de la société sont de même catégorie.

L'Assemblée générale extraordinaire du 8 février 1995 a décidé qu'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, serait attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit de vote double est réservé aux actionnaires de nationalité française et aux actionnaires ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne.
En outre, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfice ou prime d'émission, le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.
Le droit de vote double cesse pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par suite de succession ou de donation familiale.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus au-delà de cinq ans à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits, conformément à la loi, au profit de l'Etat.
Les actions auto-détenues ne donnent pas droit à dividende : la quote-part afférente est imputée au compte report à nouveau.

21.2.4 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires

Il n'existe pas de conditions plus strictes que celles prévues par la loi pour modifier les droits des actionnaires.

21.2.5 Conditions dans lesquelles sont convoquées les Assemblées Générales Annuelles et les Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires

Les Assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu désigné par l'avis de convocation.
Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre
d'actions qu'il possède, sur simple justification de sa qualité d'actionnaire cinq jours au moins avant la réunion. Toutefois, le Conseil d'administration a la faculté de réduire ce délai.
Tout actionnaire peut voter par correspondance.

21.2.6 Dispositions de l'acte constitutif et des statuts qui pourraient avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de la Société

Néant.

21.2.7 Dispositions de l'acte constitutif et des statuts fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée

Les statuts n'ont pas prévu de disposition particulière concernant la déclaration de franchissement de seuil. Seules les dispositions légales sont applicables.

21.2.8 Conditions imposées par l'acte constitutif et les statuts, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi

Néant.

CHAPITRE 22 - CONTRATS IMPORTANTS

Les contrats importants, pour les deux années précédant la publication du présent Document de Référence, autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires, auxquels CEGEDIM ou tout autre membre du Groupe est partie, concernent les opérations de croissance externe. Ils sont systématiquement couverts par des accords de confidentialité. Lorsque ces transactions sont conclues et qu'elles sont susceptibles de présenter une incidence significative sur la situation de l'émetteur, elles font l'objet d'un communiqué de presse, également consultable sur le site de la société (www.cegedim.fr).
Cf. chapitre 5.2.1. du présent Document de Référence, pour un rappel de ces opérations.

Tout contrat souscrit par un membre quelconque du Groupe et contenant des dispositions conférant à un membre quelconque du Groupe une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe, à la date du présent Document de Référence, fait l'objet d'une mention dans les engagements hors bilan, figurant en note 27 aux comptes consolidés (présentés au chapitre 20 du présent Document de Référence).

CHAPITRE 23 - INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS

Néant

CHAPITRE 24 - DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Pendant la durée de validité du présent Document de Référence, les documents suivants (ou copie de ces documents) peuvent, le cas échéant, être consultés au siège de CEGEDIM SA :

(a) l'acte constitutif et les statuts de CEGEDIM ;

(b) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations, établis par un expert à la demande de CEGEDIM, dont une partie est incluse ou visée dans le document d'enregistrement ;

(c) les informations financières historiques de CEGEDIM SA et de ses filiales, pour chacun des deux exercices précédant la publication du présent Document de Référence.

CHAPITRE 25 - INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Les participations de CEGEDIM sont exposées dans l'organigramme au chapitre 7 du présent Document de Référence. Elles sont prises en compte pour l'élaboration des comptes consolidés du Groupe, conformément aux méthodes exposées en note 1 des comptes consolidés, présentés au chapitre 20. Des commentaires spécifiques sur les principales filiales (dont le chiffre d'affaires individuel dépasse 30 M€) sont inclus dans le Rapport de gestion figurant au chapitre 26.

CHAPITRE 26 - ANNEXES

26.1 Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 27 AVRIL 2007

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2006

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent Rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.
Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Activités de la SA CEGEDIM

CEGEDIM SA est une filiale de Financière Cegedim, holding animatrice du Groupe CEGEDIM. Elle est cotée sur Euronext Paris depuis 1995.
CEGEDIM fournit à ce titre diverses prestations centralisées à destination de ses filiales, telles que : gestion comptable, financière, juridique, ressources humaines, achats. Elle exerce également un rôle opérationnel, en mutualisant les ressources et les outils informatiques du Groupe, qu'elle met à disposition de ses filiales françaises et étrangères. Cette infrastructure est notamment le berceau d'un certain nombre de développements de produits, bénéficiant à l'ensemble du Groupe.
CEGEDIM exerce aussi, en son nom propre, certaines activités commerciales liées à la production d'informations, notamment avec ses départements statistiques (statistiques de ventes de produits pharmaceutiques), gestion et traitement de fichiers (bases de données nominatives professionnelles) et EDI (échange de données informatisé).

Faits marquants

L'exercice 2006 s'est caractérisé par la réalisation des deux opérations suivantes :

CEGEDIM SA a absorbé les sociétés TVF, SANTESURF, et PHARMA CRM. Cette Transmission Universelle du Patrimoine s'est réalisée le 30 décembre 2006 sans rétroactivité comptable. Elle se traduit par un impact sur les comptes de 10 960 K€ après impôts. En conséquence, le bilan de CEGEDIM SA au 31 décembre 2006 est constitué d'une part des éléments d'actif et de passif de la société et d'autre part des éléments d'actif et de passif des sociétés absorbées. Concernant le compte de résultat au 31 décembre 2006, CEGEDIM SA tient compte des boni et mali de fusion liés aux TUP.
Les activités apportées relèvent du cœur de métier du Groupe CEGEDIM en matière d'offres de CRM et de services associés, destinés à l'industrie pharmaceutiques en France et à certaines prestations de support réalisées par la France pour les filiales internationales commercialisant les offres mutualisées de CRM.

Des comptes Po forma pour l'exercice 2005 ont été établis en tenant compte des informations présentées ci-dessus, afin de fournir une information comparative.

CEGEDIM SA a cédé les titres des sociétés Pharmapost, Medipost et Docubase Systems à XWZ 32, CEGEDIM SA a réalisé à ce titre une plus-value de 12 532 K€.

Evolution de l'activité au cours de l'exercice 2006

En 2006, l'activité de CEGEDIM a progressé de 1,8 %, avec un chiffre d'affaires passant de 91,3 M€ à 93 M€.

Les activités réalisées en dehors du Groupe représentent près de 32,5 % du chiffre d'affaires total. Il s'agit d'activités relativement matures, que CEGEDIM SA exerce depuis de nombreuses années. Elles n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les produits d'exploitation ont progressé modestement de 1,3 % contre une augmentation des charges d'exploitation de 9,7 %. Le résultat d'exploitation s'établit à 9,1 M€ en retrait de 6,9 M€ résultant pour l'essentiel :

- ⇨ d'une faible croissance (1,2 M€) des produits d'exploitation consécutive aux marchés matures,
- ⇨ d'une augmentation des postes « achats et charges externes » de 6,0 M€ soit 14,6 %,
- ⇨ et d'une augmentation de la masse salariale de 1,6 M€, soit 4,5%.

Les autres postes de charges et produits d'exploitation enregistrent individuellement quelques variations dont l'impact en valeur absolue est peu significatif.

Le résultat financier s'établit à 8,2 M€ contre 3,8 M€ en 2005, dont 6,9 M€ de boni lié à l'absorption des sociétés TVF, SANTESURF et PHARMA CRM WW qui ont fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine (TUP) en faveur de CEGEDIM en 2006.

- ⇨ les intérêts et produits assimilés perçus s'établissent à 17 M€ dont 12 M€ liés aux TUP des sociétés TVF et SANTESURF.
- ⇨ les intérêts et charges versés s'élèvent à 14,6 M€ dont 5 M€ relatifs au mali sur la société PHARMA CRM WW.
- ⇨ Les dividendes perçus s'élèvent à 15,9 M€ en progression de 1,9 M€.
- ⇨ les dotations aux provisions sur titres de participation s'inscrivent en légère baisse (- 0,8M€) ; les reprises sont également en diminution (- 1,5 M€).
- ⇨ Par ailleurs, il a été procédé à des abandons de comptes courants sur les sociétés DOCUBASE INC, SDI, et MEDEXACT pour un montant de 2,8 M€.

Le résultat courant avant impôts ressort à 17,3 M€ contre 19,7 M€ en 2005 (31,7 M€ Pro forma).

Le résultat exceptionnel s'établit à 13,6 M€.
Il tient compte du résultat de cession de titres de participation dans DOCUBASE Systems, Medipost et Pharmapost en faveur de la société XWZ 32, filiale à 100 % de CEGEDIM, dans le cadre d'une réorganisation interne.

Le poste impôt en 2006 se solde par un produit de 2,2 M€ en raison de la reprise de la provision pour impôt qui avait été comptabilisée (pour 4,1 M€) dans les comptes des sociétés absorbées par voie de TUP. Hors effet de cette reprise, la charge d'impôt s'établit à 1,9 M€.

Compte tenu des éléments ci-dessus et de la participation des salariés de 0,7 M€ le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 32,5 M€ contre 13,1 M€ en 2005 (25,1 M€ en Pro forma).

Au 31 décembre 2006, le total du bilan de CEGEDIM SA s'élevait à 393,5 M€ contre 344,8 M€ pour l'exercice précédent (370,3 M€ Pro forma) soit une variation de +14,1 % (6,3% Pro forma).

Le tableau des résultats des cinq derniers exercices prévu par l'article 148 du décret du 23 mars 1967 est joint en annexe au présent Rapport.

Activité des filiales

L'activité des filiales est décrite dans la partie du Rapport de gestion consacrée aux comptes consolidés.
Le tableau des filiales et participations, annexé aux états financiers, donne également les précisions nécessaires.
Un commentaire spécifique figure en annexe au présent Rapport sur les filiales dont le chiffre d'affaires social dépasse 30 M€.

STRUCTURE FINANCIERE ET SITUATION D'ENDETTEMENT

Les capitaux propres s'élèvent à 165,3 M€ contre 140,8 M€ en 2005, (152,7 M€ en Pro forma) soit une augmentation de 24,5 M€, après une distribution de 7,2 M€ au titre de l'exercice 2005.

Les dettes financières passent de 163,1 M€ à 182,5 M€. Les emprunts ont été remboursés à hauteur de 32,2 M€ et de nouveaux emprunts ont été contractés pour 35 M€.

Compte tenu de la position de trésorerie, l'endettement financier net s'établit à 169,1 M€, en progression de 14,5 M€ sur l'exercice.

Parallèlement, la capacité d'autofinancement de CEGEDIM s'établit à 27,3 M€, niveau identique à celui de 2005 (27,4 M€).

INVESTISSEMENTS

Les investissements de CEGEDIM SA, compte tenu de ses activités, concernent logiquement l'infrastructure informatique et les participations.

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes progressent de 6,5 M€ en 2006 (notamment en logiciels et installations informatiques), et sont enregistrées conformément aux derniers Règlements du CRC sur les actifs

CEGEDIM a augmenté sa participation dans les filiales de 640 K€ auxquels s'ajoutent les participations des sociétés absorbées par TUP pour 6 203 K€. Par ailleurs, le montant des cessions s'élève à 4 114 K€ sur l'exercice. Les prêts accordés ont été de 41,7 M€ sur l'exercice et remboursés pour 19,7 M€ en 2006.

Prises de participations directes et indirectes

Sociétés	% détenu	Détention	Date d'entrée
CEGEDIM STRATEGIC DATA KOREA LLC	100,0%	indirecte par filiale CAM France (création)	mai-06
CEGEDIM STRATEGIC DATA MEXICO	100,0%	indirecte par filiales CEGEDIM Mexico pour 99 % et Camm Corp International pour 1 % (création)	jul-06
CEGEDIM FINLAND	100,0%	indirecte par filiale CDS (création)	déc-06
EGLANTINE	100,0%	indirecte par filiale BKL (rachat)	sep-06
EUROFARMAT	100,0%	indirecte par filiale BKL (rachat)	sep-06
GERS MAGHREB	100,0%	directe (rachat)	jul-06
INFODISK	34,0%	indirecte par filiale Alliadis (création)	fév-06
MILLENNIUM	49,2%	indirecte par filiale CEGEDIM Italie (rachat)	fév-06
RM INGENIERIE	100,0%	indirecte par filiale BKL (rachat)	mar-06
STACKS CONSULTING E INGENIERA DE SOFTWARE	100,0%	indirecte par filiale Camm Internacional SL Madrid (rachat)	déc-06
STACKS SERVICIOS TECNOLOGICOS SL	100,0%	indirecte par filiale Camm Internacional SL Madrid (rachat)	déc-06
STACKS SERVICIOS TECNOLOGICOS SL CHILE LTDA	100,0%	indirecte par filiales Stacks Consulting 80 % et Stacks Servicios 20 % (rachat)	déc-06
XWZ32	100,0%	directe (création)	nov-06

Cessions de participations

Au cours de l'exercice 2006, CEGEDIM a cédé sa participation dans les sociétés Docubase Systems, Medipost et Pharmapost en faveur de la société XWZ 32, sa filiale à 100 %, dans le cadre d'une réorganisation interne.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

CEGEDIM SA regroupe les équipes de développement mutualisées, affectées aux projets utilisant l'infrastructure informatique partagée du Groupe. Les projets de développement poursuivis au cours de l'exercice 2006 concernent notamment la refonte du back-office de l'offre CRM du Groupe, la chaîne d'échange et de dématérialisation des flux factures, les portails permettant de réaliser l'exploitation commerciale des offres du

Groupe, et l'architecture de l'application de gestion des ressources humaines, pour un total de 7 millions d'euros en 2006.
Outre ces développements spécifiques, CEGEDIM assure la maintenance applicative quotidienne de l'ensemble des offres mutualisées du Groupe, selon un budget relativement comparable chaque année.

ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Indicateurs clés de performance de nature financière

Les indicateurs financiers clés chez CEGEDIM SA sont :
- ⇨ le chiffre d'affaires réalisé avec le Groupe et en dehors du Groupe
- ⇨ les dividendes perçus
- ⇨ les investissements
- ⇨ la structure financière.

Ils ont fait l'objet de commentaires détaillés plus haut.

Indicateurs clés de performance de nature non financière

CEGEDIM a mis en place la mutualisation des ressources informatiques à disposition de ses filiales et de leurs clients. Il est donc fondamental pour CEGEDIM d'être à la pointe des nouvelles technologies et de s'assurer du niveau optimum de fonctionnement de ces installations, d'en assurer la maintenance et la sécurité (sécurité physique, sécurité des accès, des informations, de l'administration des systèmes et des développements).

CEGEDIM considère la formation de ses équipes comme un facteur clé de succès, permettant d'assurer la satisfaction de ses clients et la motivation de ses collaborateurs. La politique générale de formation pratiquée chez CEGEDIM consiste principalement à adapter en permanence les compétences de ses équipes de recherche et développement, et à accompagner ses collaborateurs dans l'acquisition de compétences nouvelles nécessaires à leur pratique professionnelle.

L'expansion internationale du Groupe CEGEDIM, notamment par voie de croissance externe, s'appuie sur sa capacité à intégrer de nouvelles activités. Dans ce domaine, les mesures prises par CEGEDIM visent à accélérer l'intégration des nouvelles activités, maîtriser les risques inhérents aux opérations de croissance et en suivre la performance.

FACTEURS DE RISQUES ET UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de change

CEGEDIM SA réalise 11,9 % de son chiffre d'affaires à l'export, essentiellement dans la zone Euro. La société n'est donc pas réellement exposée au risque de change.

Risque de taux et instruments financiers

La quasi totalité des emprunts a été souscrite au taux variable Euribor 3 mois. Au 31 décembre 2006, seul un emprunt souscrit en mars 2005, pour une valeur résiduelle de 15,6 M€ a fait l'objet d'un swap.

Cf infra : pour les facteurs de risque significatifs au niveau consolidé.

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les activités postérieures à la clôture 2006 s'inscrivent dans la continuité des opérations. Cf infra pour les événements post clôture au niveau consolidé.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Compte tenu des transmissions universelles de patrimoine (TUP) intervenues au 30 décembre 2006, le chiffre d'affaires 2007 devrait progresser de près de 50 % par rapport à 2006. Abstraction faite des effets des TUP, le chiffre d'affaires 2007 aurait été en progression modeste par rapport à 2006, l'essentiel des activités historiques de CEGEDIM SA étant relativement mature.

Le résultat d'exploitation 2007 devrait évoluer en rapport avec la croissance de chiffre d'affaires. Les opérations de TUP n'ont pas d'impact significatif sur la marge opérationnelle courante.

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 284 460,88 €, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

Par conséquent, l'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élève 97 997 €.

AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 32 489 542,72 € de la manière suivante :

- ⇨ à titre de dividende, la somme de 7 465 159,20 €
- ⇨ le solde, soit la somme de 25 024 383,52 € au compte autres réserves.

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

Le dividende unitaire s'établit à 0,80 €.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social à compter du 21 mai 2007.

Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2° de l'article 158-3 du Code général des impôts.

Dividende et détention par la Société de ses propres actions

Au cas où, lors de la mise en paiement du dividende, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, le bénéfice distribuable correspondant au dividende non versé en raison de la détention desdites actions, serait affecté au compte report à nouveau.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis de Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercices	Nombre d'actions	Dividende		Avoir fiscal
		Par action	global	
2003	9 331 449	0,54 €	5 038 982,46 €	2 519 491,23 €
2004	9 331 449	0,68 €	6 345 385,32 €	Néant
2005	9 331 449	0,77 €	7 185 215,73 €	Néant

* Nonobstant la suppression de l'obligation de mentionner les montants de l'avoir fiscal, ce tableau comporte l'information pour une meilleure lisibilité des dividendes versés.

INFORMATIONS SUR LA DETENTION DU CAPITAL PAR CERTAINS ACTIONNAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires (personnes physiques ou morales) possédant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote au 31 décembre 2006 :

Actionnariat au 31 décembre 2006	Nombre d'actions détenues	% Détenu	Nombre de votes simples	Nombre de votes doubles		Total voix	% droits de vote
				Actions	Voix		
FINANCIERE CEGEDIM	6 221 044	66,67%	29 000	6 192 044	12 384 086	12 413 088	75,22%
ALLIANCE SANTÉ DISTRIBUTION	933 145	10,00%	0	933 145	1 866 290	1 866 290	11,31%
FINANCIERE DE L'ECHIQUIER	484 430	5,19%	484 430	0	0	484 430	2,94%
J-C LABRUNE	38 496	0,41%	0	38496	76992	76 992	0,47%
GERS	36 788	0,39%	0	36 788	73 576	73 576	0,45%
PUBLIC	1 576 363	16,90%	1 565 547	10 816	21 632	1 587 179	9,62%
CEGEDIM SA	41 183	0,44%	0	0	0	0	0,00%
Total	**9 331 449**	**100%**	**2 078 977**	**7 211 289**	**14 422 576**	**16 501 555**	**100%**

Sur l'exercice 2006, FINANCIERE DE L'ECHIQUIER a franchi le 23 novembre le seuil de 5 % du capital en détenant 484 430 actions et droits de vote, soit 5,19 % du capital et 2,94 % des droits de vote.

Au 31 décembre 2005, la composition du capital et des droits de vote était la suivante :

Actionnariat au 31 décembre 2005	Nombre d'actions détenues	% Détenu	Nombre de votes simples	Nombre de votes doubles		Total voix	% droits de vote
				Actions	Voix		
FINANCIERE CEGEDIM	6 462 044	69,25%	23 500	6 438 544	12 877 088	12 900 588	77,25%
ALLIANCE SANTÉ DISTRIBUTION	933 145	10,00%	0	933 145	1 866 290	1 866 290	11,18%
J-C LABRUNE	38 496	0,41%	38 496	0	0	38 496	0,23%
GERS	36 788	0,39%	0	36 788	73 576	73 576	0,44%
PUBLIC	1 810 244	19,40%	1 799 428	10 816	21 632	1 821 060	10,90%
CEGEDIM SA	50 732	0,54%	0	0	0	0	0,00%
Total	**9 331 449**	**100%**	**1 861 424**	**7 419 293**	**14 838 586**	**16 700 010**	**100%**

Les modifications intervenues au cours de l'exercice 2006 impactent les titres détenus par Financière Cegedim, par le public et les actions propres, ainsi que leurs incidences sur les droits de vote.

ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE
(art. L. 225-100-3)

En cas d'offre publique, il n'existe pas de dispositions particulières susceptibles d'avoir une incidence sur :

- la structure du capital de la Société,
- les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions,
- les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12,

- ⇨ les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la Société,
- ⇨ les pouvoirs du Conseil d'administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions.

En outre,

- ⇨ il n'existe pas de conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L. 233-11,
- ⇨ il n'existe pas de détenteurs de titres comportant des droits de contrôle spéciaux, (à l'exception des droits de vote doubles, dont l'attribution est totalement indépendante de la survenance d'une offre publique),
- ⇨ il n'est prévu aucun mécanisme particulier de contrôle dans le système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ledit personnel,
- ⇨ la Société n'a pas connaissance d'accords entre actionnaires qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote,
- ⇨ les accords conclus par la Société, qui sont susceptibles d'être modifiés ou de prendre fin en cas de changement de contrôle de la Société, sont relativement peu nombreux et relèvent d'un caractère confidentiel,
- ⇨ il n'existe pas d'accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse, ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice. Au 31 décembre 2006 le Fonds Commun de Placement d'Entreprise est composé de 58000 actions CEGEDIM, représentant 0,62 % du capital.

OBSERVATIONS DU COMITE D'ENTREPRISE

En application des dispositions de l'article L. 432-4 du Code du travail nous vous informons que le Comité d'entreprise n'a pas formulé d'observation sur la situation économique et sociale de la Société.

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 de ce même Code, conclues ou poursuivies au cours de l'exercice, après avoir été dûment autorisées par votre Conseil d'administration. Les Commissaires aux comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial que nous tenons à votre disposition conformément aux dispositions législatives et réglementaires.
Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues au cours de l'exercice 2006 à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes et sont annexés au présent Rapport.

JETONS DE PRESENCE

Nous vous proposons de statuer sur le montant global des jetons de présence alloués au Conseil d'administration pour l'exercice en cours, qui pourrait être fixé à 37 500 €.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société.

Rémunération des mandataires sociaux

En application de l'article L. 225-102-1, al. 2 du Code de commerce, nous vous indiquons le montant des rémunérations et des avantages de toute nature que chaque mandataire social de la Société a reçu au titre de l'exercice écoulé de la part des sociétés contrôlées par votre Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

SITUATION DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Nomination d'un nouvel administrateur

Nous vous proposons de nommer :

- Madame Aude LABRUNE, 11, rue des Fontenelles, 92310 SEVRES,

en qualité d'administrateur, en adjonction aux membres actuellement en fonction, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2013 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice .

Renouvellement de mandat d'un administrateur

Le mandat d'administrateur de Monsieur Laurent LABRUNE arrivant à expiration lors de la présente assemblée, nous vous proposons de le renouveler dans ses fonctions pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée tenue dans l'année 2013 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

SITUATION DES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes

Les mandats des Cabinets GRANT THORNTON et MAZARS et GUERARD, Co-Commissaires aux comptes titulaires, et de Monsieur Thierry COLIN et de la société IGEC, Commissaires aux comptes suppléants, arrivant à expiration lors de la présente assemblée, nous vous proposons de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de six exercices, soit pour une durée venant à expiration à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2012.

OPERATIONS SUR TITRES

Actions auto-détenues

Nous vous informons que la Société, au 31 décembre 2006, détenait 41 183 de ses propres actions qui ont été acquises sur le marché au cours de l'exercice 2002.

Nous vous rappelons que votre Conseil d'administration, lors de sa séance du 28 septembre 2005, a décidé de procéder à la cession des actions auto-détenues dans le respect des termes de l'instruction n° 2005-07 du 22 février 2005 de l'AMF, par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement indépendant.

Nous vous informons que 9 549 actions, dont la valeur comptable se montait à 537 050,40 €, ont ainsi été vendues en 2006. Nous vous proposons donc de déduire de la réserve indisponible, constituée lors de l'achat des actions, la valeur des actions ainsi vendues, pour la transférer au compte autres réserves.

Opérations sur titres des mandataires sociaux

Conformément aux prescriptions de la loi de sécurité financière du 1er août 2003, nous vous rendons compte des opérations sur titres réalisées au cours de l'exercice 2006 par les mandataires sociaux de CEGEDIM, qui ont été portées à la connaissance de la Société :

FLUX BRUTS du 1er janvier au 31 décembre 2006

	ACHATS	VENTES
Nombre de titres CEGEDIM	2 700	408
Prix moyen pondéré	64,05 €	68,73 €

DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunie en date du 28 juin 2006 a :

- décidé de déléguer au Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L 225-129-2 du Code de commerce, toutes compétences pour augmenter le capital, dans un délai maximum de 26 mois à compter de ladite assemblée et dans la limite d'un plafond maximum de 3.811.200 € de nominal, en une ou plusieurs fois, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Cette autorisation n'a pas été mise en œuvre.

- décidé de déléguer au Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L 225-129-2 du Code de commerce, toutes compétences pour augmenter le capital, dans un délai maximum de 26 mois à compter de la ladite assemblée et dans la limite d'un plafond maximum de 3.811.200 € de nominal, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Cette autorisation n'a pas été mise en œuvre.

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunie en date du 27 avril 2005 a :

- décidé de déléguer au Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, tous pouvoirs pour procéder, dans un délai maximum de 26 mois, à une augmentation de capital d'un montant maximum de 250 000 € réservée aux salariés de la Société dans les conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du travail.

Cette autorisation n'a pas été mise en œuvre.

- décidé d'autoriser le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 à 225-197-5 du Code de commerce, à procéder, dans un délai de 38 mois maximum à une attribution d'actions gratuites, existantes ou à émettre, au bénéfice des salariés et/ou dirigeants du Groupe CEGEDIM.

Cette autorisation n'a pas été mise en œuvre.

PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe CEGEDIM sont établis au 31 décembre 2006 conformément aux normes comptables internationales telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS ("International Financial Reporting Standards"), les IAS ("International Accounting Standards") et leurs interprétations d'application obligatoire à la date d'arrêté.

SITUATION ET ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Activités du Groupe

Le Groupe CEGEDIM conçoit des bases de données exclusives et des solutions logicielles à forte valeur ajoutée. Ces compétences s'exercent dans deux divisions :

- « Santé et données stratégiques » qui regroupe les services dédiés aux laboratoires pharmaceutiques, aux professionnels de santé et aux intervenants de l'assurance santé,
- et « Technologies et services », multi-sectorielle.

Santé et données stratégiques

Leader en Europe sur son cœur de métier historique, CEGEDIM accompagne les plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux dans leurs projets de CRM (Customer Relationship Management) et mesure l'efficacité de leurs actions marketing-vente. Avec ses outils de CRM fortement valorisés par les bases de données stratégiques du Groupe, CEGEDIM apporte aux départements marketing et ventes un éclairage avisé sur leur marché et leurs cibles, afin d'optimiser leurs stratégies et leur retour sur investissement.
CEGEDIM se positionne également comme l'un des principaux éditeurs européens de logiciels de gestion médicaux et para-médicaux, et d'applications de gestion dédiées au secteur de l'assurance santé. Structurés, évolutifs et communicants, ces logiciels s'intègrent dans la démarche d'opérateur de flux de santé du Groupe CEGEDIM.

Technologies et services

Capitalisant sur ces savoir-faire, CEGEDIM propose des solutions de gestion à forte valeur ajoutée à ses nombreux clients du monde de l'entreprise, intéressés par les problématiques d'externalisation, d'échanges et de maîtrise de leurs données professionnelles.

Faits marquants

Outre les faits marquants indiqués dans la partie relative à CEGEDIM SA, en 2006, le Groupe CEGEDIM a procédé à plusieurs acquisitions dans le secteur des « Professionnels de santé », lui permettant notamment d'étendre à la fois son portefeuille d'offres (secteur para-médical) et sa présence internationale (Espagne, Chili, Italie).

- CEGEDIM, par l'intermédiaire de sa filiale Cegedim Logiciels Medicaux, a acquis 100 % des actions de la société RM Ingénierie, leader français des logiciels destinés aux kinésithérapeutes, également concepteur d'une gamme complète de logiciels médicaux et para-médicaux pour les infirmiers, orthophonistes, orthoptistes, sages-femmes, pédicures, podologues... Les activités acquises représentent un chiffre d'affaires de l'ordre de 6,5 millions d'euros (en année pleine) et contribuent aux résultats consolidés à compter de mars 2006. L'opération a été financée par emprunt.

- A partir de son implantation espagnole, CEGEDIM a également réalisé l'acquisition de 100 % du groupe STACKS, leader des logiciels médecins en Espagne avec plus de 30 000 utilisateurs, également présent au Chili. Ces activités, acquises fin décembre 2006, représentent un chiffre d'affaires de plus de 6 millions

d'euros en année pleine, et contribueront aux résultats du Groupe à compter de 2007. L'opération a été financée par emprunt.

⇨ Il convient également de noter la prise de participation minoritaire (49 %) du Groupe CEGEDIM dans la société MILLENNIUM, premier éditeur de logiciels médecins en Italie avec plus de 11 000 postes. L'opération a été financée par fonds propres. Ces activités sont consolidées par mise en équivalence.

Le Groupe CEGEDIM continue également de développer ses bases de données destinées à l'industrie pharmaceutique, avec la création de filiales en Corée et au Mexique (études marketing), et l'acquisition de GERS Maghreb (statistiques de ventes).
Les activités de CRM bénéficient d'une nouvelle implantation en Finlande.

Evolution de l'activité au cours de l'exercice 2006

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 541,2 M€, en progression de 8 %. Le résultat opérationnel courant (ROC) à 66,2 M€ affiche une hausse de 8,7 %.

La marge opérationnelle courante 2006 s'établit au niveau satisfaisant de 12,2 %, à comparer à un taux de 12,1 % sur 2005.

Marge opérationnelle courante IFRS - milliers d'euros	**CA** **31/12/2006**	**ROC** **31/12/2006**	**ROC/CA** **2006**	**ROC/CA** **2005**
CRM et données stratégiques	244 612	39 088	16,0%	17,2%
Professionnels de santé	125 640	15 183	12,1%	8,7%
Assurances et flux de santé	77 265	6 266	8,1%	8,1%
Santé et données stratégiques	447 517	60 537	13,5%	13,3%
Technologies et services	93 692	5 662	6,0%	6,7%
Total consolidé	**541 209**	**66 199**	**12,2%**	**12,1%**

Conformément aux prévisions, la marge du secteur « **CRM et données stratégiques** » traduit l'impact des évolutions relatives des activités françaises et internationales. Elle se maintient à un niveau élevé de 16 %. La croissance totale annuelle de 6,9 % du chiffre d'affaires, recouvre notamment des performances internationales particulièrement dynamiques : ces activités représentent 55 % du chiffre d'affaires annuel et réalisent une croissance de près de 13 %. Cette tendance de fond se confirme depuis 2005 et s'inscrit désormais comme l'un des fondamentaux du Groupe. Elle ne compense pas encore totalement la progression ralentie des activités française (globalement stables en 2006), dont les perspectives de progression s'exercent sur un marché déjà fortement conquis par les offres du Groupe. Ceci se traduit par une légère baisse de la marge opérationnelle du secteur.

Particulièrement porteurs depuis le début de l'année 2006, les métiers destinés aux « **Professionnels de santé** » réalisent une forte progression annuelle de 17 %. L'activité est réalisée à hauteur de 41 % hors de France, avec une progression significative des logiciels pharmaciens au Royaume-Uni (activités acquises fin 2004, alors en déficit à cette époque) en croissance de 16 %, égalant quasiment en valeur absolue la progression des logiciels médecins au Royaume-Uni (activité bien établie). En France, l'ensemble des activités est bien orienté, tant en matière de logiciels que de promotion, auprès des médecins et pharmaciens. Ces excellentes performances contribuent à la forte croissance de la marge opérationnelle, qui passe de 8,7 % à 12,1 % sur l'exercice.

Le chiffre d'affaires du secteur « **Assurances et flux de santé** » progresse modérément (+ 3,1 %), conformément aux prévisions annuelles, permettant de stabiliser la marge opérationnelle à un niveau de 8,1 % (performance satisfaisante par rapport à l'exercice 2005 où la marge s'était dégradée).

Les métiers de la division « **Technologies et services** », en croissance modeste de 4,1 % après une année 2005 en forte progression (+ 19 %), enregistrent une baisse relativement atténuée de la marge opérationnelle, qui passe de 6,7 % à 6 %.

La combinaison de ces différents facteurs porte le résultat opérationnel courant (égal au résultat opérationnel) à 66,2 millions d'euros, soit une marge opérationnelle de 12,2 %.

Le résultat financier (- 6,8 M€, en baisse de 4,1 M€) est cohérent avec la progression du niveau d'endettement du Groupe, consacré au financement des dernières opérations de croissance externe.

Après impact de la fiscalité (globalement stable par rapport à 2005), le résultat net consolidé s'établit à 38,9 millions d'euros, en progression d'1 M€ sur l'exercice 2006.

STRUCTURE FINANCIERE ET SITUATION D'ENDETTEMENT

Les capitaux propres s'élèvent à 220,5 M€ au 31 décembre 2006 contre 191,3 M€ au 31 décembre 2005, soit une augmentation de 29,2 M€.

Les dettes financières à moins d'un an s'élèvent à 120,1 M€ et les dettes financières à plus d'un an s'élèvent à 95,1 M€, soit un total de 215,2 M€, contre 180,5 M€ en 2005.

Compte tenu de la situation de trésorerie, l'endettement financier net du Groupe s'élève à 175,6 M€ contre 130,9 M€ à fin 2005, en hausse de 34 %. Il représente 80 % des capitaux propres, soit un peu près de 32 mois d'autofinancement au regard de la capacité d'autofinancement du Groupe qui s'élève à 65,9 M€ au 31 décembre 2006.

Une partie de cet endettement (50 M€) correspond au financement de l'activité de la filiale Cegelease, qui fournit des prestations de location financière, généralement sur 36 mois, aux pharmaciens français. Ces derniers présentent un risque quasiment nul d'insolvabilité. La dette est donc adossée à des contrats de location financière qui pourraient être aisément cédés à des banques, afin de dégager des liquidités nécessaires, le cas échéant. La situation d'endettement du Groupe est donc relativement modérée.

INVESTISSEMENTS

Les prises de participation, directes par CEGEDIM SA, ou indirectes via les filiales du Groupe, ont été exposées précédemment.

Les immobilisations incorporelles et corporelles consolidées nettes progressent respectivement de 9,8 M€ et 1,4 M€ en 2006. Les principales variations nettes ont trait aux projets de développement (8,3 M€) ou de logiciels (2,5 M€).

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

CEGEDIM SA regroupe les équipes de recherche et de développement mutualisées, affectées aux projets utilisant l'infrastructure informatique partagée du Groupe. Certaines filiales disposent également de leurs propres équipes, et conduisent de façon autonome leurs actions de R&D.

Les coûts de développement activés sur l'exercice 2006 sur les projets en phase de développement, se sont élevés à 9,8 M€, dont 2,9 M€ sur les filiales étrangères (notamment la refonte du logiciel destiné aux médecins au Royaume-Uni) et 6,9 M€ investis par CEGEDIM SA (cf : partie du présent Rapport relative à CEGEDIM SA).

Ils sont complétés par des investissements logiciels et matériels, ainsi que par les travaux d'équipes informatiques dédiées, réalisés au quotidien au sein des différentes filiales du Groupe, afin d'assurer la maintenance applicative de l'ensemble des offres commercialisées.
Outre le montant des coûts de développement activés, le Groupe CEGEDIM consacre environ 8 % de son chiffre d'affaires à la recherche et au développement.

ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Indicateurs clés de performance de nature financière

Les indicateurs financiers clés du Groupe CEGEDIM sont :
- ⇨ le chiffre d'affaires sectoriel consolidé
- ⇨ le résultat opérationnel courant consolidé
- ⇨ les investissements
- ⇨ la structure financière.

Ils ont fait l'objet de commentaires détaillés plus haut.

Indicateurs clés de performance de nature non financière

Les indicateurs clés de performance de nature non financière applicables à CEGEDIM SA le sont également au niveau du Groupe consolidé.
Ils sont également complétés par différents indicateurs spécifiques aux métiers du Groupe, notamment
- ⇨ le suivi du nombre d'utilisateurs des offres CRM,
- ⇨ ainsi que le contenu qualitatif et quantitatif des bases de données commercialisées par le Groupe.

Le Groupe CEGEDIM ambitionne d'atteindre 100 000 utilisateurs de ses solutions CRM dans le monde à l'horizon 2008, avec un objectif de 10 000 utilisateurs supplémentaires nets par an.

FACTEURS DE RISQUES ET UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques de marché

77 % des activités du Groupe sont réalisées par des filiales situées dans la zone Euro, ce qui expose CEGEDIM à un risque de change relativement limité.

Les devises représentant une part significative du chiffre d'affaires consolidé sont la livre sterling (13 % du CA) et le dollar américain (environ 2,6 %). Il n'existe pas de couverture particulière permettant de prévenir les fluctuations de ces devises par rapport à l'euro, ce qui est susceptible d'exposer le Groupe à un risque de taux plus ou moins significatif selon les années.

Les emprunts sont suivis de façon centralisée (cf. partie du présent Rapport de gestion relative à CEGEDIM SA). Seule la maison mère a mis en place, lorsque nécessaire, une couverture des emprunts par un swap.

Risques juridiques

Bien que le secteur de la santé soit très réglementé, le Groupe CEGEDIM en tant que prestataire de services, n'est pas soumis à une réglementation particulière, hormis les déclarations faites systématiquement à la CNIL (ou ses équivalents locaux), relatives à l'ensemble des fichiers et bases de données dont il est soit propriétaire, soit gérant.

Les contraintes de confidentialité qui s'imposent au Groupe sont directement en rapport avec ce qui précède. Il n'existe pas de lien ou de dépendance avec d'autres sociétés dont le seuil soit suffisamment significatif pour avoir une incidence sensible sur CEGEDIM.

Les actifs nécessaires à l'exploitation sont détenus par le Groupe CEGEDIM. Il n'existe pas de dispositions fiscales particulières applicables au Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige non provisionné dans les comptes, susceptible d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société ou du Groupe.

Risques industriels et liés à l'environnement

Les activités du Groupe CEGEDIM, compte tenu de leur nature essentiellement immatérielle (logiciels, bases de données, prestations intellectuelles), n'ont pas de répercussions significatives sur l'environnement.

Agissant dans le secteur des technologies et des services liés à l'information et aux bases de données, le Groupe CEGEDIM a pour priorité d'apporter à ses clients et partenaires toute satisfaction concernant la sécurité des systèmes et des données. Le rapport du Président sur le contrôle interne, présenté en annexe, détaille les mesures mises en œuvre en matière de sécurité des systèmes d'information au sein du Groupe CEGEDIM.
Les risques industriels sont également couverts par des polices d'assurance adéquates.

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Le Groupe CEGEDIM a annoncé le 2 mars 2007 la signature d'un accord définitif portant sur l'acquisition en numéraire de la société Dendrite International (cotée au NASDAQ : DRTE) pour un prix total de 751 millions de dollars (soit $16.00 par action).

La combinaison des deux groupes permettra de créer un acteur de référence en matière de fourniture de solutions à l'industrie pharmaceutique dans les domaines de la vente, du marketing et des études associés. La complémentarité des deux groupes s'exerce tant au regard de la gamme des offres que sur le plan géographique, CEGEDIM étant surtout présent en Europe et Dendrite aux Etats-Unis et en Asie-Pacifique.

Pour l'année 2006, Dendrite a annoncé (sur une base consolidée, non auditée, en normes en US GAAP) un chiffre d'affaires estimé de $424 millions et un résultat d'exploitation estimé, hors programme de restructurations et éléments non récurrents, de $28 millions.
La combinaison des deux groupes représentera un chiffre d'affaires de $1.1 milliards dans plus de 75 pays.

La clôture de la transaction reste subordonnée à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de Dendrite (qui devrait être convoquée dans le courant du premier semestre 2007) ainsi qu'à l'autorisation préalable des autorités compétentes. Le Conseil d'administration de Dendrite a déjà approuvé l'acquisition à l'unanimité et l'opération ne requiert pas d'approbation particulière du côté de CEGEDIM.

CEGEDIM financera cette acquisition sur sa trésorerie disponible et grâce à la mise en place d'un financement bancaire, dont les conditions ont déjà été négociées et la mise en place garantie par Bank of America Securities Limited et Société Générale.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DU GROUPE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La date de réalisation définitive de l'acquisition de la société Dendrite n'étant pas connue à la date du présent rapport, il n'est pas possible de déterminer quand cette société contribuera aux résultats du Groupe CEGEDIM.
En dehors de l'impact de cette acquisition, le chiffre d'affaires consolidé devrait progresser d'environ 7 % et la marge opérationnelle courante devrait continuer de croître en 2007.

INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Pour répondre aux prescriptions de l'article L. 225-102-1 alinéa 4 du Code de commerce, nous vous donnons ci-dessous les informations requises.

Informations sociales

Nous annexons au présent Rapport un tableau des informations requises.

Informations environnementales

Les activités du Groupe CEGEDIM, compte tenu de leur nature, n'ont aucune répercussion sur l'environnement.
Nous vous demandons conformément à l'article L. 225-100 et L. 233-16 du Code de commerce de bien vouloir approuver les comptes consolidés qui vous sont présentés en annexe.
Nous espérons que tout ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration

26.2 Annexes au Rapport de gestion

• Résultats des cinq derniers exercices

• Inventaire des valeurs mobilières au 31 décembre 2006

• Honoraires des Commissaires aux comptes

• Liste des administrateurs en fonction, mandats et rémunérations

• Informations sociales visées à l'article L. 225-102-1 alinéa 4 du Code de commerce

• Détail de l'activité des sociétés du Groupe CEGEDIM dont le chiffre d'affaires social dépasse 30 M€

• Rapport du Président du Conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

26.2.1 Résultats des cinq derniers exercices (en euros)

Date d'arrêté	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	8 894 004,61	8 891 004,61	8 891 004,61	8 891 004,61	8 891 004,61
Nombre d'actions					
- ordinaires	9 331 449	9 331 449	9 331 449	9 331 449	9 331 449
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	92 995 188,13	91 325 069,36	85 913 438,36	83 659 662,55	80 659 311,65
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	45 185 487,32	33 201 883,40	28 294 792,70	23 857 997,71	32 150 748,20
Impôts sur les bénéfices	(2 225 125,50)	5 202 082,28	2 447 702,00	1 379 963,07	2 175 917,00
Participation des salariés	659 450,00	1 091 517,82	313 426,31	812 206,84	455 259,05
Dot. amortissements et provisions	14 261 620,10	13 773 572,62	11 235 983,60	13 470 464,62	19 312 879,93
Résultat net	32 489 542,72	13 134 710,68	14 297 680,79	8 195 363,18	10 206 692,22
Résultat distribué	(1)7 465 159,20	7 185 215,73	6 345 385,00	5 038 982,00	5 038 982,00
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, et avant dot. amortissements et provisions	5,01	2,88	2,74	2,32	3,16
Résultat après impôt, participation, dot. amortissements et provisions	3,48	1,41	1,53	0,88	1,09
Dividende attribué	(1) 0,80	0,77	0,68	0,54	0,54
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	561	547	517	498	466
Masse salariale	24 925 176,89	23 703 911,76	22 204 889,37	20 191 686,31	18 628 375,61
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	11 790 370,01	11 417 095,81	10 179 911,18	9 143 731,79	8 441 490,30

(1) proposition à l'AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2006

26.2.2 Inventaire des valeurs mobilières au 31/12/2006

I - Titres de participation

1. Sociétés françaises

SOCIETES	Nombre d'actions ou de parts	% de participation	Valeurs nettes d'inventaire en euros
AGDF CEGEDIM RS (ex ICSF)	1	0,001%	8
AMIX	500	100,00%	7 622
ARTS & STRATEGIE	240	20,00%	10 070
ALLIADIS	8 161	100,00%	44 224 377
APSYS NET	80 000	100,00%	816 514
BKL CONSULTANTS	532 000	100,00%	65 799
CBU	1 000	100,00%	0
CDS	500	100,00%	4 341 795
CEGELEASE	6 450	100,00%	10 219 374
CEGERS	1 500	50,00%	22 867
CEGEDIM SRH	6 983 097	99,99%	5 148 445
CEGEDIM HOLDING CIS	4 000	100,00%	0
CETIP	39 311	99,66%	1 178 995
DECLARATIS	400	100,00%	0
EDIPHARM	200	20,00%	3 049
HOSPITALIS	1 000	100,00%	0
ICOMED	2 500	100,00%	188 656
INCAMS	2 426	97,04%	586 222
MEDEXACT	2 499 072	100,00%	0
NETFECTIVE TECHNOLOGY	8 715	7,11%	157 975
PCO CEGEDIM	56 109	100,00%	545 643
PHARMASTOCK	5 000	100,00%	8 201
QUALIPHARMA	1 000	100,00%	234 400
RESIP	1 600	100,00%	19 893 376
RNP	26 000	100,00%	2 429 694
ROSENWALD	2 516	99,84%	619 893
I SANTE	750	100,00%	0
SDI	10 000	100,00%	3 004 666
SOFILOCA	1 000	100,00%	15 245
THALES CEGEDIM	185	50,00%	18 500
XWZ 32	370	100,00%	37 000

2. Sociétés étrangères

SOCIETES	Nombre d'actions ou de parts	% de participation	Valeurs nettes d'inventaire en euros
DOCUBASE SYSTEMS INC USA	500	100,00%	0
CEGEDIM INC USA	10 000	100,00%	2 988 639
CEGEDIM DO BRASIL	1 736 826	100,00%	1
CEGEDIM HOLDING GMBH	500	100,00%	7 463 608
CEGEDIM GMBH (Autriche)	13 000	100,00%	12 123
CEGEDIM POLAND	72	1,77%	1 759
CEGEDIM LIMITED	500	100,00%	0
IN PRACTICE SYSTEMS (Angleterre)	14 000 000	100,00%	1
THIN (Angleterre)	100	100,00%	6 045
CEGEDIM WORLD INT.SERVICES Ltd	6 000	100,00%	60 000 000
CEGEDIM HUNGARY KFT	1 000	100,00%	89 427
CEGEDIM TURKEY	130	65,00%	0
CEGEDIM HELLAS	11 932	99,98%	360 244
CEGEDIM ROUMANIA Srl	444	100,00%	1 030 533
CEGEDIM SK SRO (Slovaquie)	-	100,00%	8 125
CROISSANCE 2006 (Luxembourg)	13 781	100,00%	6 242 793
CEGEDIM Belgique	2 999	99,97%	75 076
BKL Pharma Consulting (Belgique)	1	0,01%	10
GERS MAGHREB (Tunisie)	200	100,00%	0
CEGEDIM TUNISIE	260	65,00%	0
CEGEDIM Algérie	-	100,00%	69 063
CEGEDIM CIS (Tchéquie)	6 235	100,00%	671 002
CEGEDIM CZ (Tchéquie)	1 000	100,00%	28 796
CEGEDIM Italie	999 892	99,99%	1 024 736
CEGEDIM TRENDS (Egypte)	28	70,00%	434 351
CEGEDIM Espagne	876 000	97,33%	323 456
CEGEDIM Portugal	985	98,50%	494 645

Total titres de participation valeur nette **175 102 820**

SOCIETES	Nombre d'actions ou de parts	% de participation	Valeurs nettes d'inventaire en euros

II - Autres titres immobilisés

1. Sociétés françaises

Titres cotés			
Actions propres	41 183	0,44%	2 388 564

2. Sociétés étrangères

Néant

III - Valeurs mobilières de placement

OPCVM	5 912 606

Total général (I+II+III) **183 403 991**

26.2.3 Honoraires des commissaires aux comptes.

Conformément aux dispositions de l'article 222-8 du Règlement Général de l'AMF, vous trouverez ci-dessous l'information relative au montant des honoraires versés, au sein du Groupe CEGEDIM, à chacun des contrôleurs légaux de CEGEDIM SA et à leur réseau au titre des exercices 2006 et 2005.

Exercices couverts : 2006 - 2005	**Mazars & Guérard**				**Grant Thornton[1]- SAS Révision & Commissariat[2]**			
	Montant		%		Montant		%	
	2006	2005	**2006**	2005	**2006[1]**	2005[2]	**2006[1]**	2005[2]
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés.								
Emetteur	**130 000**	157 680			**130 000**	68 500		
Filiales intégrées globalement	**315 853**	508 922			**83 181**	0		
Autres diligences et prestations								
Emetteur	**0**	0			**0**	0		
Filiales intégrées globalement	**0**	0			**0**	0		
Sous-total	**445 853**	666 602	**96%**	93%	**213 181**	68 500	**99%**	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social	**18 485**	48 091			**2 011**	0		
Autres	**0**	0			**0**	0		
Sous-total	**18 485**	48 091	**4%**	7%	**2 011**	0	**1%**	0%
TOTAL	**464 338**	714 693	**100%**	100%	**215 192**	68 500	**100%**	100%

note [1] et [2] : changement de co-commissaires en 2006.

26.2.4 Liste des administrateurs en fonction, mandats et rémunérations

Etablie préalablement à l'Assemblée Générale en date du 27 avril 2007

M. Jean-Claude LABRUNE - 19A, rue Massenet 92310 SEVRES

MANDATS	SOCIETES
Président directeur général	CEGEDIM
Représentant permanent	de CEGEDIM au conseil d'administration de CEGEDIM SRH représentant de CEGEDIM Président de la SAS DECLARATIS
Président du conseil d'administration	CETIP
Président de S.A.S.	DOCUBASE SYSTEMS – FINANCIERE CEGEDIM – HOSPITALIS – MEDIPOST PHARMAPOST
Gérant	CBU – CEGERS – ICOMED – JCL – RNP
Rémunération fixe : 650 112 € - jetons de présence : 10 700 €	
Avantage en nature : véhicule de direction	

M. Laurent LABRUNE – 64, rue de Silly, 92100 BOULOGNE

MANDATS	SOCIETES
Administrateur	CEGEDIM - FINANCIERE CEGEDIM
Président directeur général	CEGEDIM SRH
Directeur général délégué de SAS	FINANCIERE CEGEDIM
Rémunération fixe : 94 351 € - jetons de présence : 7 500 €	
Avantage en nature : véhicule de direction	

ALLIANCE SANTE DISTRIBUTION – 222, rue des Caboeufs 92622 GENNEVILLIERS
Représentant permanent de ALLIANCE SANTE DISTRIBUTION : M. Jean-Louis MERY – 194, av. de la Forêt 36330 LE POINCONNET

MANDATS	SOCIETES
Administrateur	OUEST REPARTITION SA
Président directeur général	ALLIANCE SANTE DISTRIBUTION
Président de SAS	ALLIANCE SANTE – ALLIANCE SANTE FRANCE
Représentant permanent	d'ALLIANCE SANTE DISTRIBUTION aux conseils d'administration de CEGEDIM – OUEST REPARTITION SA – ALPHEGA SA -
Jetons de présence : 7 500 €	

GERS - Tour Franklin 100-101, quartier Boildieu, 92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX,
Représentant permanent de GERS : M. François BLANOT - 194, rue Jean-Louis Breteau 76230 BOIS-GUILLAUME

MANDATS	SOCIETES
Président	GIE GERS
Représentant permanent	du GERS au conseil d'administration de CEGEDIM
Jetons de présence : 7 500 €	

FINANCIERE CEGEDIM - 137, rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE
Représentant permanent de FINANCIERE CEGEDIM : M. Pierre MARUCCHI - 9, cour Jasmin, 75016 PARIS

MANDATS	SOCIETES
Administrateur	CETIP – CEGEDIM SRH – FINANCIERE CEGEDIM – PROVAL NTIC – SELECTIS CONSULTING
Représentant permanent	de FINANCIERE CEGEDIM au Conseil d'administration de CEGEDIM de CEGEDIM au Conseil d'administration de MEDEXACT de CEGEDIM Président de DECLARATIS
Président du conseil d'administration	AGDF CEGEDIM RS
Président directeur général	PROVAL
Président de S.A.S.	CAM – CDS – CEGEDIM HOLDING CIS – CEGEDIM INGENIERIE - DOCUBASE SERVICES – DRE - INCAMS – XWZ 32
Directeur général de SAS	FINANCIERE CEGEDIM
Directeur général délégué	CEGEDIM - CEGEDIM SRH
Gérant	AMIX– JMB CONSEILS – IRIS – ISANTE
Rémunération fixe : 242 653 € - Rémunération variable : 119 494 € - jetons de présence : 10 450 €	
Avantage en nature : véhicule de direction	

26.2.5 Informations sociales visées à l'article L. 225-102-1 alinéa 4 du Code de commerce

EFFECTIF AU 31/12/2006	FRANCE 2006	ETRANGER 2006	GLOBAL
C.D.I.	2 621	1 701	4 322
C.D.D.	486	160	646
Total	3 107	1 861	4 968
Salariés "plein temps" [1]	2 878	1 705	4 583
Salariés "temps partiel"	229	156	385
Embauches[3] en 2006			
C.D.I.	653	363	1 016
C.D.D.	356	279	635
Départs[3]	977	448	1 425
Intérimaires (J/H)	22 595	5 755	28 350
Absentéisme (J/H) [2]	42 500	15 761	58 261
Masse salariale au 31/12/2006 (K€)	117 196	65 445	182 642
Charges sociales au 31/12/2006 (K€)	52 009	12 539	64 547
Formation (K€)	2 083	395	2 478

(1) Temps de travail respectant les réglementations en vigueur dans les différents pays

(2) L'absentéisme présenté exclut les CP et RTT, aussi bien en France qu'à l'étranger

(3) Dont 347 mutations Intra Groupe, impactant à la fois le décompte des embauches et des départs.

26.2.6 Détail de l'activité des sociétés du Groupe CEGEDIM dont le chiffre d'affaires social dépasse 30 M€

- SOLTIM — CA social 2006 = 46 906 K€
- ALLIADIS — CA social 2006 = 42 822 K€
- IN PRACTICE SYSTEMS — CA social 2006 = 38 819 K€
- CEGELEASE — CA social 2006 = 40 451 K€

SOLTIM AU 31/12/2006

PRESENTATION

La société SOLTIM fait partie du pôle Soltim - Proval au sein du secteur « Assurances et flux de santé » du Groupe CEGEDIM.

Soltim - Proval conçoit des progiciels et des services dédiés à l'assurance de personnes. Ces solutions couvrent 25 millions d'assurés en régimes obligatoires, complémentaire de santé et prévoyance.

Ils induisent plus de 150 millions de flux EDI et tiers-payant par an. Ces offres s'adressent à tous les opérateurs du marché : compagnies d'assurance, mutuelles, institutions de prévoyance et intermédiaires.

L'entité SOLTIM conçoit, intègre et héberge les services liés à ses progiciels Aneto et Esquif, couvrant ainsi le remboursement des soins de santé de 15 millions de personnes.
Les commentaires qui suivent ne concernent que l'entité juridique SOLTIM.

ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE

En 2006, l'activité de SOLTIM continue de se développer avec une croissance de son activité de 6 %.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2006 est ainsi passé de 44 251 K€ à 46 906 K€.

Cette progression s'explique en partie par la continuité des opérations commerciales déjà amorcées. SOLTIM en effet s'est imposée sur ce créneau et se distingue désormais comme l'acteur incontournable dans le domaine de la gestion de la santé et de la prévoyance.

Globalement sur l'exercice 2006, les produits d'exploitation sont en hausse de 5,4 % contre une augmentation des charges d'exploitation de 8,5 %.

Comptes sociaux au 31 décembre 2006

Compte de résultat

Le résultat d'exploitation s'établit à fin 2006 à 6 460 K€ contre 7 294 K€ au 31 décembre 2005, soit une diminution de 834 K€ qui résulte pour l'essentiel :

⇨ de l'augmentation de l'activité de SOLTIM qui s'est accompagnée de la hausse du poste « autres achats et charges externes » de 1 698 K€ (+ 8,2 %), expliquée pour l'essentiel par une forte variation du poste « personnel extérieur à l'entreprise »

⇨ d'un accroissement des charges du personnel de 1 563 K€, dont 503 K€ relatifs à l'intéressement, affectés en 2006 dans les charges d'exploitation.

Le résultat financier est une perte qui s'établit à -1 002 K€ contre un gain de 4 K€ en 2005 découlant directement d'une forte augmentation des charges financières sur l'exercice en raison :

- des provisions constatées au 31 décembre 2006 sur les titres de participations SELECTIS et CEGEDIM MAROC, pour un montant de 869 K€.
- et d'un accroissement des intérêts et charges d'environ 78 K€ relatif aux intérêts sur comptes-courants envers CEGEDIM SA.

Compte tenu des éléments précédents, le résultat courant avant impôts s'élève à 5 458 K€ contre 7 297 K€ en 2005 soit une diminution de 1 839 K€.

Bilan

A l'actif :

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes continuent de progresser (notamment un investissement complémentaire de 2 102 K€ sur l'exercice pour le logiciel ANETO).
Ces investissements sont enregistrés conformément aux derniers Règlements du CRC sur les actifs.

Le poste Clients s'établit à 14 485 K€ contre 10 815 K€ en 2005, le montant des factures à établir restant lui globalement stable d'une année sur l'autre.
Cette progression des créances clients reflète notamment la progression du chiffre d'affaires.

Au passif :

Les capitaux propres s'établissent à 23 911 K€ contre 23 657 K€, après distribution d'un dividende à CEGEDIM d'un montant de 2 505 K€ en 2006.

L'endettement financier net progresse de 2 984 K€ compte tenu de la situation de trésorerie.
Les dettes fournisseurs font apparaître une variation significative de 7 366 K€ à fin 2006 contre 4 706 K€ au 31 décembre 2005, et reflètent des achats passés en fin d'exercice.

PERSPECTIVES 2007

Le chiffre d'affaires de la société SOLTIM devrait afficher une progression de l'ordre de 7 % en 2007. Le résultat d'exploitation continuera de progresser, à un rythme relativement équivalent à celui du chiffre d'affaires.

ALLIADIS AU 31/12/2006

PRÉSENTATION

La société ALLIADIS fait partie du pôle Logiciels Pharmaciens au sein du secteur « Professionnels de santé » du Groupe CEGEDIM. Elle commercialise le logiciel Alliance Plus, destiné aux pharmaciens français.
ALLIADIS travaille en étroite synergie avec les autres sociétés du Groupe CEGEDIM produisant et commercialisant des logiciels destinés aux pharmaciens français (filiales Alliance Software et Data conseil, notamment) ainsi qu'avec Cegelease, qui propose des solutions de location financière à ses clients.

Les commentaires qui suivent concernent uniquement l'entité juridique ALLIADIS, à l'exclusion des autres filiales.

ACTIVITÉ AU COURS DE L'EXERCICE

En 2006, l'activité d'ALLIADIS a progressé. Le chiffre d'affaires est passé de 40 144 K€ à 42 822 K€, soit une croissance de 6,7 %.

Cette évolution du chiffre d'affaires résulte de prises de parts de marché (gain net de 131 clients sur l'exercice) et de l'augmentation du chiffre d'affaires par client.
Cette progression se décompose en :

- ⇨ une augmentation de 7,9 % pour l'activité « vente de marchandises »
- ⇨ une augmentation de 5,1 % pour l'activité de maintenance.

Globalement, les produits d'exploitation progressent de 6,7 % alors que les charges d'exploitation progressent de 5,9 %.

Comptes sociaux au 31 décembre 2006

Compte de résultat

Le résultat d'exploitation s'établit à 6 989 K€ en progression de 699 K€ (+ 11,1 %), qui s'explique notamment par les effets combinés suivants :

- ⇨ un accroissement du chiffre d'affaires : + 2 678 K€, soit + 6,7 %
- ⇨ un accroissement de la masse salariale en ligne avec l'évolution
- ⇨ du chiffre d'affaires : + 791 K€, soit + 6 %
- ⇨ une augmentation des achats de marchandises et autres approvisionnements de 669 K€ (+ 5,3 %) ainsi que des autres achats et charges externes de 589 K€ (+ 8,6 %), en rapport avec la forte activité commerciale sur l'exercice

Les autres postes du compte d'exploitation n'appellent pas de commentaires particuliers.

Le résultat financier au 31 décembre 2006 est une perte s'élevant à 1 639 K€ contre un bénéfice de 4 102 K€ au titre de l'exercice 2005.

Cette variation d'une année sur l'autre s'explique notamment par les éléments ci-dessous.

Au niveau des charges financières :

- ⇨ Une dotation financière de 3 826 K€ pour la dépréciation partielle du prêt consenti à sa filiale Alliadis Europe (montant total du prêt au 31 décembre 2006 : 24 657 K€).

- ⇨ La reprise en 2005 d'une provision sur le prêt à sa filiale Data Conseil constituée en 2004 pour un montant de 2 655 K€.

Au niveau des produits financiers :

⇨ Les revenus des titres de participations s'élèvent à 1 816 K€, en progression de 650 K€ et correspondent aux dividendes versés respectivement par les filiales Alliance Software pour 1 527 K€ et Data Conseil pour 289 K€.

Le résultat courant avant impôts, compte tenu du résultat financier négatif, s'élève à 5 350 K€ contre 10 392 K€ en 2005.

Bilan

ALLIADIS n'a pas consenti de nouveaux prêts à ses filiales. Parallèlement, les disponibilités augmentent de 339 K€ par rapport à la clôture précédente et les emprunts souscrits auprès du Groupe CEGEDIM diminuent de 4 000 K€ compte tenu de remboursements partiels sur cet exercice.

Les capitaux propres s'établissent au 31 décembre 2006 à 13 757 K€ contre 11 687 K€ en 2005 soit une progression de 2 070 K€.

PERSPECTIVES 2007

La quasi-totalité des officines étant informatisée, le marché des logiciels pharmaciens en France est un marché de renouvellement, qui s'avère également réceptif aux nouveautés technologiques permettant d'accompagner les évolutions métier. Après deux années successives d'excellents résultats commerciaux, il est prévu une progression plus modeste du chiffre d'affaires en 2007, de l'ordre de 2 %.

IN PRACTICE SYSTEMS AU 31/12/2006

PRESENTATION

IN PRACTICE SYSTEMS (INPS) est la filiale britannique du pôle Logiciels Médecins du Groupe CEGEDIM qui contribue aux résultats du secteur « Professionnels de santé »
Son logiciel « Vision » s'impose comme la référence des solutions WINDOWS pour le Primary Care au Royaume-Uni. INPS est un acteur reconnu par les principaux « Local Service Providers » du marché. La société continue de faire évoluer ses offres afin de suivre les recommandations du programme gouvernemental du National Health Service.

ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE

En 2006, l'activité de la société a connu une forte progression (+13 %) avec un chiffre d'affaires qui est passé de 23 487 £ à 26 471 £ (+ 2 984 K£).

Comptes sociaux au 31 décembre 2006

Compte de résultat

Le résultat d'exploitation s'établit à 3 775 K£ au 31 décembre 2006 contre 3 149 K£ au 31 décembre 2005, soit une progression de 626 K£ qui résulte essentiellement :

- ⇨ d'une croissance du chiffre d'affaires 2 984 K£
- ⇨ d'une croissance des salaires et charges sociales de 682 K£
- ⇨ d'achats nets de marchandises en augmentation de 1 252 K£
- ⇨ d'une provision pour dépréciation d'actif de 164 K£
- ⇨ les autres charges d'exploitation restant globalement stables

Le résultat financier est un gain de 630 K£, combinaison de produits financiers pour un montant de 681 K£ et de charges d'intérêts pour un montant de 51 K£.

Compte tenu des éléments précèdents, le résultat courant ressort donc à 4 405 K£.

Bilan

Compte tenu de sa trésorerie, INPS a consenti a sa filiale IES un nouveau prêt d'un montant de 1 347 K£. Le montant total des prêts accordés à diverses filiales s'élèvent à fin décembre 2006 à 16 710 K£, les disponibilités s'élevant à 517 K£.

PERSPECTIVES 2007

Après trois années d'excellentes performances, l'activité devrait retrouver un cours normal. Le chiffre d'affaires 2007 de INPS devrait conserver son niveau de 2006, avec un taux de marge opérationnelle toujours supérieur à 10 %.

CEGELEASE AU 31/12/2006

PRESENTATION

La société CEGELEASE est une société de location financière qui propose des offres de financement aux officines pharmaceutiques, principalement pour leur équipement informatique (packs logiciels, matériel et maintenance). Depuis 2005 l'offre de financement couvre également l'agencement de la pharmacie (enseigne, croix, automates, mobilier) avec la marque Pharmalease.

ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE

En 2006, l'activité de CEGELEASE a continué de fortement progresser. Le chiffre d'affaires est passé de 33 846 K€ à 40 451 K€ soit une augmentation d'environ 19,5 %.

La croissance de l'activité est soutenue par le développement du marché de l'informatisation des pharmaciens et par l'activité de la marque Pharmalease. Cette croissance est aussi alimentée par le lancement de la marque Médilease dans le secteur médical.

Il convient également de noter une augmentation générale des produits d'exploitation de 23,9 % contre une augmentation des charges d'exploitation de 23,7 %.

Comptes sociaux au 31 décembre 2006

Compte de résultat

Le résultat d'exploitation s'établit à 3 806 K€, soit une hausse de 812 K€ (+27,1 %) qui résulte pour l'essentiel :

- ⇨ d'une augmentation du chiffre d'affaires de 6 605 K€, ainsi qu'une forte progression des cessions d'immobilisations pour un montant de 2 215 K€,
- ⇨ d'une augmentation des charges d'exploitation de 8 079 K€ impactée en partie par la forte variation du poste « dotations aux amortissements sur immobilisations » de 4 950 K€.

L'accroissement des dotations aux amortissements suit l'évolution du poste « immobilisations » (en relation directe avec l'activité de CEGELEASE).

Les achats de marchandises, concernent les contrats incluant des automates, agencements, enseignes et gros matériels et sont pour la plupart immédiatement cédés à des établissements financiers afin de transférer le risque financier sur la durée de ces contrats.

Les autres postes de charges et produits enregistrent individuellement quelques variations mais restent stables globalement en 2006.

La perte financière s'accroît de 451 K€ du fait des intérêts sur comptes courants et prêts bancaires en place.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 2 048 K€ contre 1 687 K€ en 2005, soit une progression de 361 K€.

Bilan

A l'actif :

La valeur brute des immobilisations corporelles ont augmenté de 22 285 K€ en 2006 (les acquisitions s'élevant à 40 745 K€ et 18 460 K€ de sorties d'immobilisations brutes) augmentation en rapport direct avec l'activité de CEGELEASE (location financière).

Les stocks de marchandises ont fortement augmenté, pour s'établir à 1 290 K€ en 2006 contre 499 K€ en 2005. Ces stocks correspondent à des contrats en attente de cessions aux établissements financiers, dont l'installation n'était pas terminée à la date de clôture.

La trésorerie de CEGELEASE s'établit à 260 K€ en 2006 contre 13 243 K€ en 2005. Cette diminution de trésorerie correspond à l'augmentation importante des immobilisations corporelles et aux remboursements d'emprunts.

Les autres postes présentent des variations peu significatives.

Au passif :

Les emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédits et les dettes diverses baissent de 736 K€. Les dettes fournisseurs augmentent de 1 374 K€ principalement du fait de facturations de fournisseurs pour des dossiers ne pouvant pas être mis en place au 31/12/2006, suite à une installation non finalisée chez les clients.

PERSPECTIVES 2007

En 2007, CEGELEASE continuera de se développer en s'appuyant sur ses marques existantes de location financière appliquée aux projets d'informatisation des pharmaciens et des médecins.
Il est prévu de mettre en place une stratégie de cession des contrats afin d'externaliser dès l'origine le risque financier. Le résultat courant continuera de progresser.

26.2.7 Rapport du Président du Conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société
(Article L. 225-37 du Code de commerce)

Introduction

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, tel que modifié par la loi de sécurité financière n°2003-706 du 1er août 2003, l'objet de ce rapport est de rendre compte :
- Des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration,
- Des éventuelles limitations apportées par le Conseil d'administration aux pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué,
- Des procédures de contrôle interne mises en place au sein du Groupe CEGEDIM.

Ce rapport a été préparé sur la base de comptes-rendus et d'entretiens animés par la Direction Générale auprès de l'ensemble des organes participant au dispositif de contrôle interne du Groupe mentionnés dans la suite de ce document.

Gouvernement d'entreprise et fonctionnement du Conseil d'administration

Composition du Conseil d'administration

Nous vous rappelons que votre Conseil d'administration est composé de cinq membres.
La liste des Administrateurs de la Société CEGEDIM SA incluant les fonctions exercées dans d'autres sociétés est jointe au Rapport de gestion.

Fréquence des réunions

L'article 13 des statuts de la société CEGEDIM SA prévoit que le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.
Ainsi, au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil d'administration s'est réuni sept fois.

L'agenda des réunions du Conseil d'administration a été le suivant :

Date	Ordre du jour
28 mars 2006	arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005, arrêté des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005, caution à donner à une filiale, questions diverses.
28 avril 2006	cautions et garanties à donner, arrêté des comptes prévisionnels.
5 mai 2006	projet d'augmentation du capital social en numéraire, projet d'autorisation d'augmentation du capital social au profit des salariés, remplacement d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant, décisions à prendre pour la préparation et la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2005 et de l'assemblée générale extraordinaire. questions diverses.
19 septembre 2006	autorisation de conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce.
16 octobre 2006	arrêté des comptes du premier semestre 2006, arrêté des comptes prévisionnels du second semestre 2006.
4 décembre 2006	abandon de créances, autorisation de conventions réglementées.
28 décembre 2006	abandon de créance, questions diverses.

Convocation des Administrateurs

Les Administrateurs ont été convoqués par télécopie et courrier électronique dans le respect de l'article 13 des statuts de la société CEGEDIM SA.
Conformément à l'article L. 225-238 du Code de commerce, les Commissaires aux Comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil d'administration qui ont examiné et arrêté les comptes annuels et intermédiaires.

Information des Administrateurs

Tous les documents et informations nécessaires à la mission des Administrateurs leur ont été communiqués préalablement à chaque réunion du Conseil d'administration.
A toute époque de l'année, le conseil d'administration opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns.
Dans ce cadre, chaque administrateur peut se faire communiquer les documents nécéssaires à l'accomplissement de sa mission ; à cet effet, il en adresse la demande au Président du Conseil d'Administration.

Tenue des réunions

Les réunions du Conseil d'administration se déroulent au siège social de la société.

Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués aux Administrateurs.

Rémunération des Administrateurs

La rémunération des Administrateurs est précisée dans la liste des Administrateurs de la société CEGEDIM SA jointe au Rapport de Gestion.

Limitation des pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué

Nous vous indiquons que le Conseil d'administration n'a pas apporté de limitation aux pouvoirs de Monsieur Jean-Claude Labrune, votre Président-Directeur Général, ni à ceux de Monsieur Pierre Marucchi, Directeur Général Délégué.

Procédures de contrôle interne

Enjeux du contrôle interne au sein du Groupe CEGEDIM

Le contrôle interne a pour but de donner une assurance raisonnable quant à la réalisation des priorités de la Société et à la sincérité des chiffres publiés.
Son efficacité repose sur le comportement des collaborateurs responsables, sans que l'atteinte de tous ces objectifs soit systématiquement garantie.
Il veille, d'une part, à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que le comportement des personnes s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et réglements applicables ainsi que par les valeurs, normes et règles internes de la Société. D'autre part, il vérifie que les informations comptables et financières sont conformes aux normes en vigueur.

Les procédures de contrôle interne en vigueur au sein du Groupe CEGEDIM ont pour enjeux principaux :

<u>La coordination de ses activités</u>

Le développement de CEGEDIM repose notamment sur sa capacité à connaître les besoins de ses clients et à y répondre en conjuguant un grand nombre de compétences « métier ».

La réussite de ce modèle requiert, sur le plan du contrôle interne, l'harmonisation des actes de gestion et des comportements des personnels. Elle implique que ceux-ci s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations

données aux activités du Groupe par ses organes sociaux, par les lois et règlements en vigueur, et par les normes internes du Groupe.

Le contrôle et la transparence de ses informations comptables et financières

Les procédures de contrôle interne régissent l'élaboration et la communication des informations comptables et financières du Groupe. Elles sont établies de façon à en garantir la disponibilité, l'intégrité, la conformité et l'auditabilité.

L'accompagnement de sa croissance

L'expansion internationale du Groupe CEGEDIM, notamment par voie de croissance externe, s'appuie sur sa capacité à intégrer de nouvelles activités.
Dans ce domaine, les mesures prises par CEGEDIM visent à accélérer l'intégration des nouvelles activités, maîtriser les risques inhérents aux opérations de croissance et en suivre la performance.

La sécurité de ses opérations de traitement de l'information

Leader dans le secteur des technologies et des services liés à l'information médicale, le Groupe CEGEDIM a pour priorité d'apporter à ses clients et partenaires toute satisfaction concernant la sécurité des données.

L'acquisition de compétences de pointe

Le Groupe CEGEDIM considère la formation de ses équipes comme un facteur clé de succès, permettant d'assurer la satisfaction de ses clients et la motivation de ses collaborateurs. En 2004, CEGEDIM fut l'une des premières entreprises à mettre en œuvre le droit individuel à la formation.
La politique générale de formation pratiquée chez CEGEDIM consiste principalement à :

- adapter en permanence les compétences de ses équipes de recherche et développement, et
- accompagner ses collaborateurs dans l'acquisition de compétences nouvelles nécessaires à leur pratique professionnelle.

Organisation des organes de direction participant au dispositif du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne de CEGEDIM est caractérisé par un fort niveau d'interaction entre Conseil d'administration, Direction Générale et Direction des Activités, favorisant ainsi la transparence des stratégies, des risques et des actions mises en œuvre au sein du Groupe.

La Direction Générale de CEGEDIM s'est dotée d'organes centraux de direction et de contrôle, comprenant la Direction Financière, la Direction Comptable, la Direction du Contrôle de Gestion, la Direction des Ressources Humaines, la Direction Juridique, le Secrétariat Général, la Direction Informatique et la Direction de la Qualité.

L'année 2006 a été marquée par la poursuite du renforcement des équipes dédiées au contrôle et à la coordination des opérations internationales. Rattachées à la Direction Générale, leur principale mission consiste à formaliser, puis mettre en place des procédures communes aux filiales du Groupe, garantissant ainsi l'uniformité des méthodes de travail.
Parallèlement, le réseau de contrôleurs financiers -pays ou régions- se renforce progressivement. Ils ont en charge de relayer au niveau local la politique du Siège , d'assurer au niveau local un contrôle financier des opérations dans le cadre de la gestion courante ou lors de processus de refonte opérationnels tels que décidés par le Siège.

Dans leurs domaines respectifs, la mission de ces organes de direction et de contrôle consiste à réguler le fonctionnement du Groupe, et, dans le même temps, à mettre leurs compétences spécialisées au service de la conduite des opérations.

Eléments-clefs du contrôle interne relatifs à l'élaboration de l'information financière et comptable

En 2006, le Groupe a poursuivi son travail d'harmonisation et d'optimisation de ses procédures d'information et de contrôle interne en conformité avec la loi de sécurité financière.

Elaboration des comptes du Groupe

Centralisation de la comptabilité des sociétés du Groupe CEGEDIM

La Direction Comptable de CEGEDIM établit les comptes sociaux et consolidés de l'ensemble des filiales du Groupe. Elle assure en outre la tenue de leur comptabilité, exception faite des filiales étrangères et des sociétés nouvellement acquises.

Pour ces dernières, la Direction Comptable a instauré une procédure normée de remontée de liasses de consolidation, comprenant la centralisation de documents justificatifs et des rapports des auditeurs locaux. Parallèlement, la Direction du Contrôle de Gestion veille à la remontée mensuelle de leurs données financières et opérationnelles clefs. Régulièrement, les deux Directions valident conjointement la cohérence de leurs données.

La création dès 2005 d'un service spécifiquement dédié à la consolidation internationale a permis à la Société de contribuer à fiabiliser les informations financières provenant des filiales étrangères, tout en s'adaptant aux nouvelles réglementations comptables. Par ailleurs, ce processus centralisé de consolidation a permis de réduire sensiblement les délais de remontée des informations internationales.

Contrôle et enrichissement de l'information financière et comptable par le Contrôle de Gestion

Les données fournies par la Direction Comptable sont systématiquement rapprochées des travaux menés par la Direction du Contrôle de Gestion, qu'il s'agisse du suivi analytique régulier des activités, du contrôle budgétaire, ou des comptes-rendus d'inspection ;
Ces informations sont la base des tableaux de bord élaborés par le Contrôle de Gestion, permettant le suivi régulier d'indicateurs clés.

Outils informatiques utilisés pour l'élaboration de l'information financière et comptable

CEGEDIM mène une politique visant à faire évoluer ses outils informatiques pour assurer au mieux la disponibilité, l'intégrité, la conformité et l'auditabilité de ses données financières et comptables.
Afin d'assurer une nécessaire cohérence dans l'évolution et la mise en place de ces nouveaux outils, la responsabilité en a té confiée au Directeur Général Adjoint.

Eléments-clefs du contrôle juridique et opérationnel exercé par la société-mère sur les filiales

Contrôle des engagements

Le Secrétariat Général et la Direction Juridique du Groupe assurent la supervision centrale des autorisations et délégations et veillent, dès leur création, à leur limitation conformément aux règles internes du Groupe en matière d'engagements.

Contrôle de l'activité juridique du Groupe

Les procédures du Groupe CEGEDIM prévoient la consultation de la Direction Juridique préalablement à la conclusion des contrats avec des tiers, selon leur objet, les déclarations et les engagements qu'ils contiennent, et, le cas échéant, le caractère transnational des opérations qu'ils régissent. La Direction Juridique organise par ailleurs la centralisation des informations relatives à certains contrats-clefs.

Contrôle de la sécurité interne

Deux coordinateurs spécialisés, tous deux rattachés à la Direction Générale, assurent la mise en œuvre de la politique de sécurité interne du Groupe CEGEDIM : le Responsable de la Sécurité Informatique et le Responsable de la Sécurité Physique, l'un et l'autre s'appuyant sur un réseau de correspondants locaux.

La politique de sécurité interne fait intervenir la Direction des Ressources Humaines, à travers la sensibilisation et les engagements de tous les collaborateurs du Groupe lors de leur recrutement puis à intervalle régulier.

Concernant la sécurité interne des systèmes d'information, CEGEDIM a mis en place la mutualisation des ressources informatiques à disposition de ses filiales et de leurs clients. Le Groupe a également instauré une

politique centralisée de sécurité interne de son système d'information, dont l'application s'étend à tous les systèmes d'information centraux du Groupe, ainsi qu'à ceux de tous ses départements et filiales.

La politique de sécurité interne du système d'information couvre en particulier :

- La sécurité du personnel (réduire les risques d'erreur humaine, de vol, de fraude ou d'utilisation abusive des infrastructures),
- La sécurité physique (contrôler l'accès, les dommages et les perturbations liés aux actifs du Groupe),
- La sécurité des accès informatiques (contrôler l'accès aux informations),
- La sécurité des informations (assurer un niveau de protection approprié des informations),
- La sécurité de l'administration des systèmes (assurer le fonctionnement correct et sûr des infrastructures de traitement de l'information),
- La sécurité des développements informatiques (intégrer la sécurité dans les développements et assurer l'exécution sécurisée des activités de soutien),
- La prévention, la détection et la gestion de crise.

Cette politique est activement animée par la Direction Générale qui depuis 2005 à renforcé l'équipe dédiée à la sécurité au sein de la Direction des Systèmes d'Information. Cette équipe effectue notamment des audits sécurité au sein des filiales du Groupe, en particulier à l'étranger.

Les principaux laboratoires pharmaceutiques clients du Groupe CEGEDIM ont adopté le référentiel PDA (Parenteral Drug Association), intégrant les plus hautes exigences en matière d'audit et de contrôle des systèmes d'information des entreprises (objet du référentiel COBIT, instauré par l'Information Systems Audit and Control Association et des préconisations du COSO, Committee Of Sponsoring Organizations).

Le guide d'Audit PDA a donc tout naturellement été adopté par le Groupe CEGEDIM.

Contrôle de la gestion des opérations

Le contrôle de la gestion des opérations du Groupe comporte quatre volets :

- Le processus d'élaboration du budget annuel,
- Le reporting mensuel « gestion » et la présentation de projections annuelles,
- Le reporting mensuel « affaires »
- Les missions d'inspection effectuées ponctuellement auprès des départements et filiales du Groupe.

Ces procédures concernent l'ensemble des départements et filiales du Groupe. Par ailleurs, lors de nouvelles acquisitions, un processus normalisé d'intégration est mis en place afin d'assurer dans les plus courts délais les remontées d'informations nécessaires au pilotage et au contrôle de gestion selon les normes en vigueur.

Le processus d'élaboration du budget annuel

Chaque année, les Directeurs d'Activités présentent à la Direction Générale le budget annuel des activités placées sous leur responsabilité. Pour la préparation de ces budgets, le Contrôle de Gestion est chargé de fournir toute assistance nécessaire aux responsables opérationnels, et d'orienter leurs travaux, afin d'en garantir la cohérence globale et d'en consigner les hypothèses-clefs en vue de leur suivi au cours de l'année.

Le reporting mensuel « gestion » et la présentation de projections annuelles

Le Contrôle de Gestion est chargé d'établir le reporting mensuel de l'ensemble des filiales du Groupe, incluant leurs projections annuelles et leur suivi budgétaire.
Systématiquement présenté à la Direction Générale du Groupe, ce reporting permet d'identifier les tendances de fonds relatives aux performances de chaque entité et d'orienter, le cas échéant, les mesures correctrices.

Le reporting mensuel « affaires »

Tous les mois, chaque Directeur d'Activités est chargé d'informer la Direction Générale des activités de gestion relatives au périmètre dont il a la responsabilité. Ce reporting porte sur l'activité commerciale, les produits et services, le personnel, l'organisation et les investissements. Il a pour but essentiel d'identifier les risques qui, dans

chacun de ces domaines, seraient susceptibles d'affecter les résultats du Groupe. L'analyse transversale de ce reporting « affaires » permet de mettre en évidence les risques de marché, l'état de la concurrence, d'identifier les opportunités d'évolution (croissance externe, axes de développement stratégique) et de renforcer les synergies au sein du Groupe.

Cette procédure s'accompagne tous les trimestres d'un entretien entre la Direction Générale et chaque Directeur d'Activités.

Les missions ponctuelles d'inspection

Des missions d'inspection décidées par la Direction Générale sont conduites régulièrement. Les autres organes de contrôle contribuent à orienter le choix et le contenu de ces missions et interviennent généralement pour en faciliter l'exécution. Le champ d'investigation de ces travaux s'étend à l'ensemble des domaines du contrôle interne.

Objectifs 2007

- Poursuivre la formalisation et la communication de l'ensemble des procédures de contrôle interne au sein du Groupe,
- Poursuivre la mise en place d'outils de pilotage « métier »,
- Optimiser les procédures systématiques d'inspection, d'une part, et d'intégration, d'autre part,
- Continuer à renforcer la politique sécurité à l'ensemble des entités du Groupe.

Fait à Boulogne-Billancourt le 12 mars 2007

Jean-Claude LABRUNE
Président Directeur Général
CEGEDIM SA

26.3 Rapports des Commissaires aux comptes

26.3.1 Rapport Général des Commissaires aux comptes
Comptes Annuels – Exercice clos le 31 décembre 2006

Cf. chapitre 20.1.3. du présent Document de Référence

26.3.2 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées de CEGEDIM SA
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application des articles L. 225-40, L.225-22-1 et L.225-42-1 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-31 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

⇨ Conseil d'administration du 19 septembre 2006

Administrateur concerné :	Monsieur Jean-Claude Labrune, Président de CEGEDIM SA et Gérant de la société MEDIPOST.
Nature et objet :	Acquisition par la société de 159 parts de la SCI MONTARGIS 2000 appartenant à la société MEDIPOST, pour un montant global de 846.738,60 €.
Administrateurs concernés :	Monsieur Jean-Claude Labrune, Président de CEGEDIM SA et Gérant de la SCI du 114 Rue d'Aguesseau Bureau ; Monsieur Laurent Labrune, Administrateur de CEGEDIM SA et associé cédant de la SCI du 114 Rue d'Aguesseau Bureau.
Nature et objet :	Cession temporaire à la société CEGEDIM SA de l'usufruit sur les parts de la SCI du 114 Rue d'Aguesseau Bureau, aux conditions suivantes, sous condition de l'agrément de CEGEDIM SA comme nouvel associé : - 198 titres démembrés appartenant à parts égales à Madame Aude Labrune et Monsieur Laurent Labrune, - durée de la cession de l'usufruit : 18 ans à compter du 20 septembre 2006, - prix d'acquisition : 920 €.

⇨ Conseil d'administration du 4 décembre 2006

Administrateur concerné : Monsieur Pierre Marucchi, représentant de Financière Cegedim au conseil d'administration de CEGEDIM SA et Directeur général délégué et Directeur de DOCUBASE SYSTEMS Inc.

Nature et Objet : Abandon de créance au profit de sa filiale, la société DOCUBASE SYSTEMS Inc de 539.000 €, inscrite en compte courant.

Administrateur concerné : Monsieur Pierre Marucchi, représentant de Financière Cegedim, administrateur et représentant de CEGEDIM SA au conseil d'administration de MEDEXACT.

Nature et Objet : Abandon de créance au profit de sa filiale, la société MEDEXACT de 1.600.000 €, inscrite en compte courant.

Administrateur concerné : aucun dirigeant commun.

Nature et Objet : Abandon de créance au profit de sa filiale, la société SDI de 510.700 €, inscrite en compte courant.

⇨ Conseil d'administration du 28 décembre 2006

Administrateur concerné : aucun dirigeant commun.

Nature et Objet : Abandon de créance complémentaire au profit de sa filiale, la société SDI de 155.590 €, inscrite en compte courant.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

⇨ Avec la SCI MAG

Nature et Objet : Location de locaux au 110-112, rue d'Aguesseau à Boulogne-Billancourt.

Modalités : Loyers réglés en 2006 : 23.636,24 €.

⇨ Avec FINANCIÈRE CEGEDIM

Nature et Objet : Location de locaux et parkings au 131-137, rue d'Aguesseau à Boulogne-Billancourt.

Modalités : Loyers réglés en 2006 : 2.743.617 €.

Nature et Objet : Location de parkings au 104-106, rue d'Aguesseau à Boulogne-Billancourt.

Modalités : Loyers réglés en 2006 : 5.671,08 €.

Nature et Objet : Location de locaux et parkings au 17, rue de l'Ancienne Mairie à Boulogne-Billancourt.

Modalités : Loyers réglés en 2006 : 483.701,75 €

Nature et Objet : Location de locaux à Longjumeau.

Modalités :	Loyers réglés en 2006 : 80.000 €.
Nature et Objet :	Contrat de prestations en matière de conseil stratégique, ressources humaines, marketing, finance, budget et système d'informations interne.
Modalités :	Prestations réglées en 2006 : 1.920.000 €.

Fait à Paris et Courbevoie, le 12 avril 2007

Les Commissaires aux comptes

GRANT THORNTON

100 RUE DE COURCELLES – 75849 PARIS CEDEX 17
TEL : +33 (0) 1 56 21 03 03

Michel COHEN
Commissaire aux Comptes

MAZARS & GUÉRARD

61 RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE
TÉL : +33 (0) 1 49 97 60 00

Jean-Paul STEVENARD
Commissaire aux Comptes

26.3.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2006

Cf. chapitre 20.2.3. du présent Document de Référence

26.3.4 Rapport des Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la société CEGEDIM, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière
Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société CEGEDIM et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Celles-ci requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- ⇨ prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière, présentés dans le rapport du Président ;
- ⇨ prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris et Courbevoie, le 12 avril 2007

Les Commissaires aux comptes

GRANT THORNTON

100 RUE DE COURCELLES – 75849 PARIS CEDEX 17
TEL : +33 (0) 1 56 21 03 03

Michel COHEN
Commissaire aux Comptes

MAZARS & GUÉRARD

61 RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE
TÉL : +33 (0) 1 49 97 60 00

Jean-Paul STEVENARD
Commissaire aux Comptes

26.4 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 27 avril 2007

PREMIÈRE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006 lesquels font apparaître un bénéfice de 32 489 542,72 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

L'assemblée générale approuve le montant des dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui s'élèvent à 284 460,88 € ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 97 997 €.

DEUXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 32 489 542,72 € de la manière suivante :

- ⇨ à titre de dividende, la somme de 7 465 159,20 €
- ⇨ le solde, soit la somme de 25 024 383,52 € au compte autres réserves

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

Le dividende unitaire est de 0,80 €.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social à compter du 21 mai 2007.

Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2° de l'article 158-3 du Code général des impôts.

Dividende et détention par la Société de ses propres actions

Au cas où, lors de la mise en paiement du dividende, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, le bénéfice distribuable correspondant au dividende non versé en raison de la détention desdites actions, serait affecté au compte report à nouveau.

Rappel des dividendes distribués

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercices	Nombre d'actions	Dividende		Avoir fiscal
		Par action	global	
2003	9 331 449	0,54 €	5 038 982,46 €	2 519 491,23 €
2004	9 331 449	0,68 €	6 345 385,32 €	Néant
2005	9 331 449	0,77 €	7 185 215,73 €	Néant

* Nonobstant la suppression de l'obligation de mentionner les montants de l'avoir fiscal, ce tableau comporte l'information pour une meilleure lisibilité des dividendes versés.

L'assemblée générale décide l'affectation au compte autres réserves d'une somme de 537 050,40 € correspondant à la valeur des titres auto-détenus, vendus au cours de l'exercice 2006, à prélever sur la réserve indisponible constituée lors de l'achat par la Société de ses propres actions.

TROISIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes, sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006, approuve lesdits comptes ainsi que les opérations transmises dans ceux-ci ou résumées dans le rapport sur la gestion du Groupe.

QUATRIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes, sur les conventions relevant des articles L 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

CINQUIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence à répartir entre les administrateurs pour l'exercice en cours à 37 500 €.

SIXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de nommer :

⇨ Madame Aude LABRUNE, 11, rue des Fontenelles, 92310 SEVRES,

en qualité d'administrateur, en adjonction aux membres actuellement en fonction, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2013 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

SEPTIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Laurent LABRUNE, est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une durée de six années, qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2013 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

HUITIÈME RESOLUTION

Les mandats des Cabinets GRANT THORNTON et MAZARS et GUERARD, Commissaires aux comptes titulaires et de Monsieur Thierry COLIN et La société IGEC, Commissaires aux comptes suppléants, étant arrivés à expiration, l'assemblée générale décide de les renouveler pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2012.

NEUVIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités légales.

Société Anonyme au capital de 8 891 004,61 €
Siège social : 127 à 137, rue d'Aguesseau 92100 Boulogne-Billancourt
R.C.S. Nanterre : 350 422 622 - Code NAF : 723 Z
Téléphone : + 33 (0)1 49 09 22 00
Télécopieur : + 33 (0)1 46 03 45 95
E-mail : communication@cegedim.fr

http://www.cegedim.fr

Les documents juridiques relatifs à CEGEDIM sont consultables au siège